SCIENCE & MÉDECINE
SUPPLÉMENT 8 PAGES

Le Monde

LA FRONTIÈRE LIBANAISE SOUS LE CONTRÔLE DE DAMAS
INTERNATIONAL – LIRE PAGE 2



Le chromosome Y est-il voué à disparaître ?
SCIENCE & MÉDECINE – SUPPLÉMENT



MICHEL **GONDRY** MET L'ANIMATION AU POUVOIR
CULTURE – LIRE PAGE 14

Mercredi 30 avril 2014 - 70e année - N°21549 - **2 €** - France métropolitaine - **www.lemonde.fr** —
Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

Vote sur le plan de rigueur : comment Valls a verrouillé la majorité

Le premier ministre a circonscrit la fronde des députés socialistes en consentant un geste sur les petites retraites

M. Valls peut espérer le soutien de la majorité lors du vote, mardi, à l'Assemblée, sur les 50 milliards d'économies

Le nouveau patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a imposé un soutien clair à la politique du premier ministre

Dans un entretien au « Monde », il affirme vouloir renouveler les « vieux logiciels » du PS

LIRE P. 10-11 ET LA CHRONIQUE P. 24

Alstom : l'Etat ne peut pas tout

ÉDITORIAL

« Les entreprises françaises ne sont pas des proies. » Martial, le propos du ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, rappelle celui de son prédécesseur Thierry Breton, qui voulait apprendre *« la grammaire des affaires »* à l'Indien Lakshmi Mittal. Aujourd'hui comme hier, la mondialisation balaie ces fanfaronnades.

C'est, en effet, la fin d'une époque : l'Etat n'a plus les moyens de protéger des entreprises faibles sur des secteurs fragiles. En moins d'un mois, deux fleurons du capitalisme français du XXe siècle ont été, ou sont en passe d'être, démantelés. Le groupe Vivendi, héritier de la Compagnie générale des eaux, a vendu son activité de téléphonie mobile pour se recentrer sur la télévision et la musique ; en 2000, il s'était déjà délesté de son activité historique dans le secteur de l'eau.

Alsthom, lui, était l'héritier de la Compagnie générale d'électricité. Lui aussi a éclaté il y a une quinzaine d'années, donnant naissance à Alcatel (télécoms), à Nexans (câbles) et à Alstom (plus diversifié dans l'énergie, les transports et les chantiers navals). Mais trop petit ici ou trop dépendant là, il n'a pas résisté aux bourrasques économiques et aux mutations technologiques. Sauvée in extremis par l'Etat en 2004, l'entreprise se trouve à nouveau en situation financière périlleuse.

C'est justement pour se protéger de ce genre d'aléas que les grands conglomérats technologiques multiplient les activités, diversifient les localisations géographiques et amassent une trésorerie de précaution. Ainsi Alstom est quatre fois moins puissant que l'allemand Siemens et six fois moins que l'américain General Electric, ses deux prétendants actuels. Ce n'est pas une exception. De tous les pays développés, seuls l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon disposent encore de telles entreprises diversifiées.

La France n'a plus les moyens de lutter sur ce terrain. Cela fait longtemps qu'elle s'épanouit beaucoup plus sûrement sur les marchés de consommation et de niche. Les stars du CAC 40 s'appellent LVMH, L'Oréal, Air Liquide, Essilor, Pernod Ricard, Legrand, Gemalto et un certain Schneider Electric, lointain héritier d'un conglomérat sidérurgique, Creusot-Loire, qui a su sortir à temps du piège mortel qui emporte Alstom.

En son temps, Lionel Jospin avait fait le constat lucide – même s'il lui fut beaucoup reproché – que l'Etat ne peut pas tout. Mais les gouvernants aimeraient encore le faire croire, surtout quand il s'agit de secteurs- clés, comme l'énergie, et d'entreprises qui, comme Alstom, sont l'un de ses principaux fournisseurs.

Cela n'interdit pas, bien au contraire, que l'Etat intervienne, pour exiger la transparence et la neutralité des négociations, autant que pour rappeler les chefs d'entreprise à leurs responsabilités en matière d'emploi. En arbitre, en quelque sorte, pour faire respecter les règles, non pour les édicter. ■

LIRE LE CAHIER ÉCO **PAGES 2 À 4**

ÉGYPTE : STUPEUR ET COLÈRE APRÈS 700 CONDAMNATIONS À MORT

Avocats et familles dénoncent un simulacre de procès contre des soutiens des Frères musulmans **LIRE PAGE 3**


A Minyeh (Haute-Egypte), après le verdict du tribunal.
KHALED DESOUKI/AFP

Universités : Mme Fioraso de plus en plus contestée

Deux lobbies se livrent une guerre secrète, en soutien ou en opposition à la politique du gouvernement

L'université est-elle en train de rejouer l'acte II de la contestation de la loi sur l'autonomie, qui avait enflammé les campus en 2009 ? Geneviève Fioraso, renommée secrétaire d'Etat, est de plus en plus contestée par une partie des universitaires. Une pétition a été signée contre elle par 11 000 d'entre d'eux. Deux collectifs s'affrontent également secrètement : l'un soutient la politique gestionnaire du gouvernement, l'autre dénonce une dérive managériale.

LIRE PAGE 12

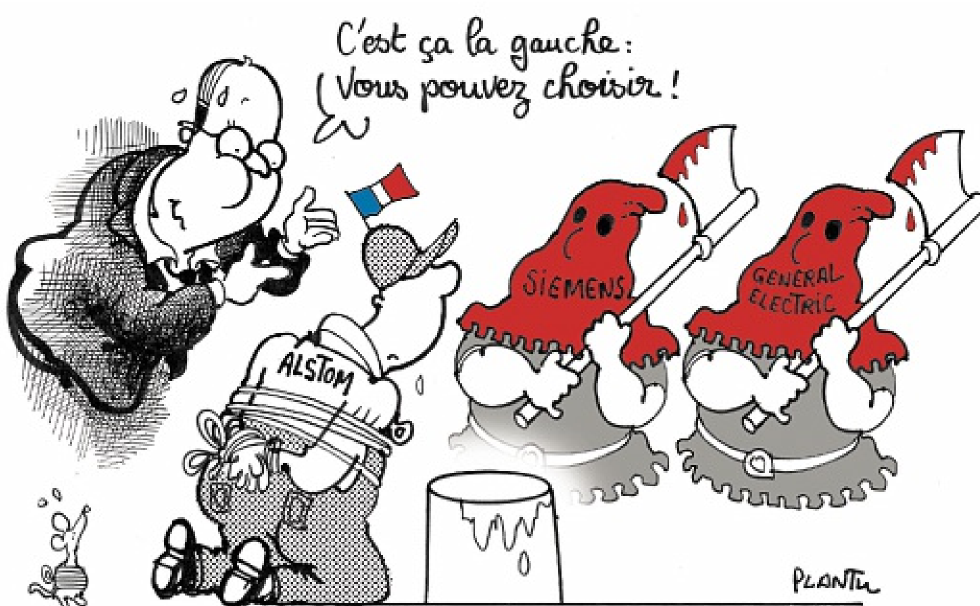
EUROPÉENNES 2014



En France, le blues des européistes
Face à des eurosceptiques au discours simple et percutant, les pro-européens semblent avoir perdu la foi. D'autant que, de la politique industrielle à la diplomatie, Paris prône l'union en pratiquant le célibat.

PS et UMP confrontés à leurs contradictions
Pour renouveler son succès des municipales, l'UMP compte sur l'impopularité du chef de l'Etat plus que sur son unité. Au PS, à l'heure de la rigueur, on dénonce l'austérité imposée par Bruxelles.
LIRE PAGES 6 À 8

LE REGARD DE PLANTU

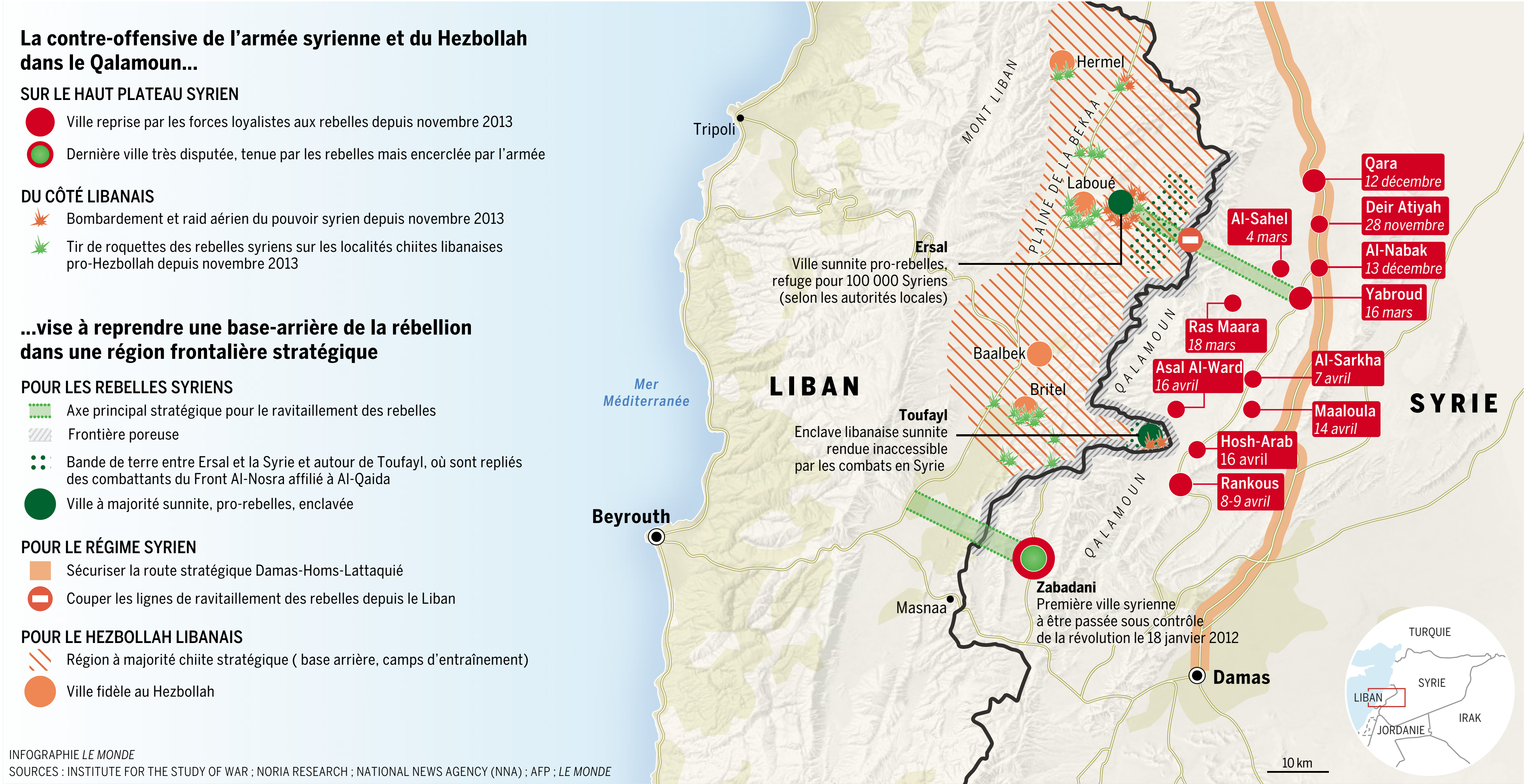


UK price £ 1,80
M 00147 - 430 - F: 2,00 €

Algérie 150 DA, **Allemagne** 2,40 €, **Andorre** 2,20 €, **Autriche** 2,50 €, **Belgique** 2 €, **Cameroun** 1 800 F CFA, **Canada** 4,50 $, **Côte d'Ivoire** 1 800 F CFA, **Croatie** 19,50 Kn, **Danemark** 30 KRD, **Espagne** 2,30 €, **Finlande** 3,80 €, **Gabon** 1 800 F CFA, **Grande-Bretagne** 1,80 £, **Grèce** 2,40 €, **Guadeloupe-Martinique** 2,20 €, **Guyane** 2,50 €, **Hongrie** 950 HUF, **Irlande** 2,40 €, **Italie** 2,40 €, **Liban** 6500 LBP, **Luxembourg** 2 €, **Malte** 2,50 €, **Maroc** 12 DH, **Norvège** 28 KRN, **Pays-Bas** 2,40 €, **Portugal cont.** 2,30 €, **La Réunion** 2,20 €, **Sénégal** 1 800 F CFA, **Slovénie** 2,50 €, **Saint-Martin** 2,50 €, **Suède** 35 KRS, **Suisse** 3,40 CHF, **TOM Avion** 450 XPF, **Tunisie** 2,40 DT, **Turquie** 9 TL, **USA** 4,50 $, **Afrique CFA autres** 1 800 F CFA

Damas reprend le contrôle de la frontière libanaise

Les rebelles syriens ont été contraints d'abandonner les villes pour se réfugier dans le massif du Qalamoun



Jeudi 24 avril, après une semaine de bombardements sur Zabadani, à l'extrémité sud du massif du Qalamoun, le régime syrien annonçait sur l'air de la victoire la *« capitulation imminente »* de cette ville, la dernière le long de la frontière libanaise encore tenue par les rebelles.

Les télévisions officielles syriennes et iraniennes filmaient des *« combattants repentis »,* rendant leurs armes contre la promesse d'une *« amnistie »*. Le lendemain, les bombardements reprenaient, tandis qu'aux derniers points de contrôle de la ville, de violents combats opposaient les brigades rebelles du Front islamique et d'Al-Nosra aux troupes loyalistes, appuyées par des hommes du Hezbollah.

Samedi 26 avril, un militant de l'opposition, Tayem Al-Qalamouni, a déclaré devant les caméras d'Al-Jazira : *« Les combattants ont été forcés d'accepter la trêve. Toutes leurs lignes de ravitaillement étaient coupées et il n'y avait plus de corridors de secours pour évacuer les civils. »* Zabadani, première cité de Syrie à être passée sous contrôle de la révolution, le 18 janvier 2012, avait déjà été reprise brièvement par les loyalistes. L'opposition espère que sa chute, cette fois encore, ne sera que temporaire.

Pour Bachar Al-Assad, la séquence médiatique est incontestablement favorable. Alors que sa candidature à l'élection présidentielle a été annoncée officiellement lundi 28 avril, et après six mois d'offensive militaire sur le massif du Qalamoun, il peut prétendre avoir bouclé la frontière libanaise, coupant théoriquement la rébellion de ses bases arrières et sécurisant l'autoroute du nord, qui mène à Homs et, via la côte, à la région alaouite. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé la réouverture de cet axe, samedi 26 avril au soir.

Au-delà des discours triomphalistes de Damas, la réalité sur le terrain est plus nuancée. Une partie des combattants a préféré se replier dans les reliefs inaccessibles du Qalamoun ou dans les zones désertiques, de l'autre côté de l'autoroute. Cette région très étendue, au relief particulièrement accidenté, est difficilement tenable pour le régime, à moins d'y poster en permanence d'importants effectifs militaires – dont il ne disposerait plus actuellement selon l'opposition.

Depuis le début de l'insurrection, et contrairement aux rebelles du nord de la Syrie, qui bénéficient d'une continuité territoriale jusqu'à la frontière turque, les rebelles de la capitale et de ses faubourgs, la Ghouta, n'ont pas d'accès facile à un pays étranger.

> Sur le plan militaire, le bilan des opérations dans le Qalamoun reste discutable, mais sur le terrain de la propagande, la victoire est indéniable

Au nord-ouest, les montagnes du Qalamoun, trois aéroports militaires et onze bases de l'armée – occupées entre autres par des unités de blindés, d'artillerie, de missiles Scud, toutes sous le commandement de la IIIe division de l'armée d'Assad – les séparent du Liban.

Ils n'ont jamais eu d'accès direct pour leur ravitaillement en armes, en munitions et en vivres, ni pour l'acheminement de leurs blessés vers ce pays. Les combattants de la Ghouta pouvaient seulement contourner ces obstacles ou bien s'y faufiler.

Hamza analyse sans difficulté l'avancée des troupes de Damas dans le massif du Qalamoun. Proche d'un commandant de l'armée gouvernementale, il a rejoint la révolution dès la mi-avril 2011, à Homs. En juin 2013, il a rejoint sa ville de Rouhaybeh, au nord de la capitale, où, caméra au poing, il filme et combat avec l'Armée de l'islam, une katiba modérée, membre du Front islamique, la coalition de brigades rebelles la plus importante de Syrie.

Il évoque d'abord ceux qui ne sont plus là : Abou Khalil, son cousin à la bonne humeur indéfectible, mort d'une infection de la jambe restée sans soins, ou Abou Ghadab, tué dans les bombardements gouvernementaux dans Zamalka, un quartier à l'est de Damas. C'était un grand gaillard barbu avec des grappes d'enfants toujours accrochés à ses jambes. Hamza dit que les positions rebelles dans Damas et sa banlieue est n'ont pas bougé depuis un an, que les combattants sont quasiment encerclés, et qu'*« ils mangent ce qui ne se ne mange pas : des racines, des arbres... »*.

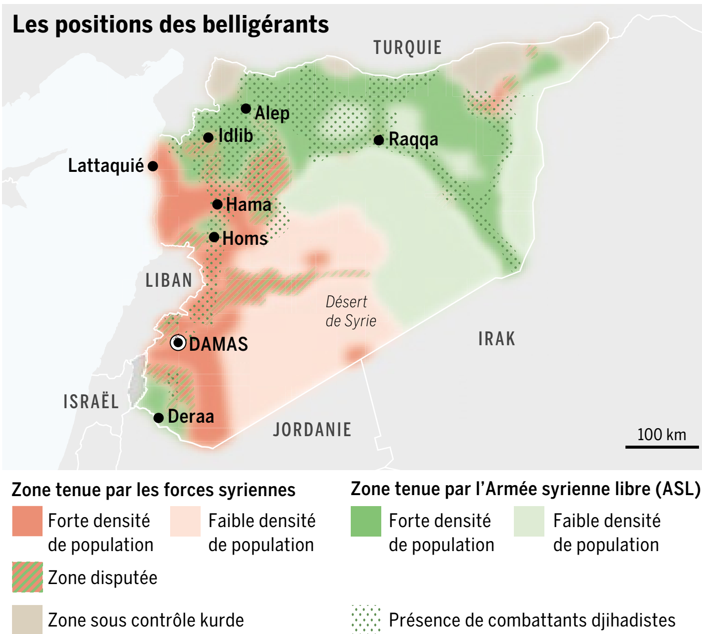
Hamza explique que dans le Qalamoun, *« pour prendre Qara, continuer vers le sud en longeant la frontière libanaise et s'emparer d'Al-Nabak, Yabroud, Rankous et, aujourd'hui, Zabadani, l'armée de Bachar a, à chaque fois, employé la méthode de la terreur en bombardant d'abord avec des missiles, des barils de TNT, puis à l'artillerie. Ensuite, les batailles ont été planifiées et menées avec le Hezbollah, des mercenaires irakiens* [chiites] *et d'autres étrangers »*.

Certaines villes jouissaient d'une paix toute relative grâce à des arrangements informels avec les forces locales du régime, comme ne pas attaquer les convois lors de leurs passages sur l'autoroute de Homs pour, ainsi, éviter d'être bombardées. *« Ces petits accords réduisaient les dispositifs de surveillance et l'attention des troupes gouvernementales sur les routes du Qalamoun, et permettaient à nos rebelles une circulation clandestine pour accéder au Liban, en particulier le passage vers la ville d'Ersal, de l'autre côté de la frontière »,* ajoute Hamza.

Selon Rima, une jeune syrienne de Damas venue au Liban pour ensuite rejoindre la rébellion à Yabroud, la bataille pour cette ville a été entachée de *« trahisons dans les rangs de l'Armée syrienne libre (ASL) »*. Des tentatives de corruption du Hezbollah par les rebelles auraient échoué. Des combattants du Hezbollah auraient pénétré dans la ville vêtus d'uniformes de l'ASL, avant sa chute. Les rebelles manquaient d'armes lourdes et se seraient retirés de Yabroud après un mois de combats sous des bombardements intensifs. *« Résister davantage aurait coûté trop de vies humaines »*, affirme Rima, qui ajoute : *« Une partie des combattants s'est dirigée vers Ersal au Liban. Les autres, comme les hommes de la katiba Al-Ghouraba, originaires de Yabroud, installent des camps pour rester cachés dans les montagnes. »*

Dans la guerre pour le contrôle du Qalamoun, l'entraide entre les différents groupes rebelles n'a pas toujours fonctionné. Les divergences d'objectifs de certains de leurs soutiens, comme le Qatar ou l'Arabie saoudite, se seraient ressenties sur le terrain. *« On dit que des groupes recevant des aides saoudiennes seraient arrivés après la bataille »*, rapporte Rima. Selon les combattants de son entourage, les alliés du régime de Bachar Al-Assaf auraient perdu 420 hommes et une vingtaine de chars auraient été détruits. Les rebelles syriens, pour leur part, reconnaissent avoir perdu une cinquantaine d'hommes.

De Rouhaybeh, encore tenue par les rebelles, Hamza explique que si les hommes de sa brigade étaient partis soutenir Yabroud, les troupes gouvernementales auraient attaqué leur ville en leur absence. *« On a donc fait diversion en menant des opérations contre des unités et des dépôts d'armes de la région*, explique-t-il. *Cela nous permettait de mobiliser des forces ennemies qui ne pouvaient plus se rendre à Yabroud. Cela correspond aussi à notre tactique : ne pas affronter l'armée à nos portes, pour ne pas provoquer de bombardements sur notre ville. »* Il ajoute : *« Nous avons l'habitude des montagnes et du désert et nous partons en opération à l'extérieur. Nos Konkurs* [des missiles filoguidés antichar performants, armes qui ont toujours manqué aux rebelles syriens], *nos dix tanks, nos munitions... nous les avons tous pris à l'armée syrienne. »*



« La tentative du Hezbollah et du gouvernement pour nous isoler est efficace, concède le jeune rebelle, *mais en partie seulement. Nous avons encore la possibilité d'accéder à la Turquie ou à la Jordanie, par l'est. Vers la Turquie, la présence d'éléments de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) complique la route. Si on les rencontre, c'est la confrontation directe. Mais on finit par trouver des passages. Quant à la Jordanie, il y a toujours les pistes du désert. »*

> « Bachar n'a pas vaincu. Il a démoli des maisons et les civils ont fui la boucherie. La rébellion n'a pas péri »
> **Un rebelle**

Sur le plan militaire, le résultat des opérations menées dans le Qalamoun depuis novembre 2013 par les forces du gouvernement reste discutable, mais sur le terrain de la propagande, la victoire est indéniable. Non seulement cela lui permet d'annoncer la reprise d'une région stratégique pour la survie du régime, mais cela lui a aussi donné l'occasion de parader devant les caméras, le 15 avril, dans les ruines de Maaloula, une petite ville à majorité chrétienne de la région. Le jour du dimanche de Pâques ne pouvait être mieux choisi pour soigner son image de protecteur des minorités religieuses du pays.

Pendant ce temps, l'opposition armée poursuit ses opérations. *« Nous sommes 3 000 hommes environ,* explique Hamza, *nous pouvons nous mettre d'accord et, ponctuellement, mener des batailles avec des katibas d'Al-Nosra, ou avec des combattants de l'ASL. » « Ces derniers,* ajoute-t-il, *reçoivent de l'entraînement et des armes de l'étranger, comme des Red Arrows* [un missile filoguidé moderne et performant utilisé notamment comme arme antichar], *même des Américains, mais sur le champ de bataille, ils ne sont que dix quand nous sommes quarante. »*

« Bachar n'a pas vaincu, conclut le jeune homme. *Il a démoli des maisons et les civils ont fui la boucherie. La destruction des villes du Qalamoun n'est pas un problème pour nous. La rébellion n'a pas péri, elle a décidé de partir. Elle s'est déplacée. Les groupes ont pris le maquis dans les montagnes ou sont partis dans le désert. Les troupes de Bachar ne contrôlent que des décombres. »* ■

Cécile Hennion et Laurent Van der Stockt

Bachar Al-Assad candidat à la présidentielle de juin

***« Moi, le citoyen Bachar Hafez Al-Assad, souhaite me porter candidat au poste de président de la République syrienne »*, a annoncé le président syrien, lundi 28 avril. Six autres candidats, dont une femme, se sont déjà présentés à l'élection annoncée pour le 3 juin, qui est en théorie la première présidentielle depuis plus d'un demi-siècle. Bachar Al-Assad et son père Hafez, qui dirigea la Syrie d'une main de fer de 1970 à 2000, ont en effet été nommés à l'issue de référendums. Le scrutin a d'ores et déjà été qualifié de *« farce »* et de *« parodie de la démocratie »* par l'opposition en exil et les pays occidentaux.**

Egypte : tollé après 700 condamnations à mort à Minyeh

Les avocats dénoncent un simulacre de procès contre des Frères musulmans présumés

Minyeh (Egypte)
Envoyée spéciale

Il est 9 heures du matin, lundi 28 avril. Le centre de Minyeh, ville de Haute-Egypte située à 250 kilomètres au sud du Caire, est bouclé à la circulation. Le tribunal, interdit d'accès aux familles des accusés comme aux journalistes. En moins de vingt minutes, le temps de deux audiences à huis clos durant lesquelles les avocats de la défense n'ont pas eu le droit de s'exprimer, le juge Saïd Youssef a scellé le sort de plus de 1 200 hommes.

La sentence est implacable. Les 683 accusés, originaires du village d'El-Adaoua, dans le nord du gouvernorat de Minyeh, sont condamnés à mort. Présentés comme des militants pro-Frères musulmans par la justice, ils sont reconnus coupables du meurtre d'un policier, de port illégal d'armes et d'attaques contre le commissariat. Parmi eux figure Mohamed Badie, l'ancien guide suprême de la confrérie, condamné à la peine capitale pour avoir organisé ces crimes. Avant d'avoir valeur de verdict, cette décision de justice doit être soumise à la consultation non contraignante du grand mufti, qui vérifiera sa conformité avec la loi islamique.

> Le juge Saïd Youssef est présenté par les avocats de la défense comme un magistrat tyrannique, imbu de son pouvoir

Dans la foulée, le juge a rendu son verdict dans le procès de 529 habitants du village de Matay, à 50 kilomètres au sud de Minyeh. Eux aussi sont présentés comme des Frères musulmans, accusés d'avoir semé le chaos et d'avoir tué un officier de police. Après consultation du grand mufti, 37 d'entre eux sont condamnés à mort, 492 à la prison à perpétuité.

Pour les deux affaires, les faits datent du 14 août 2013. Ce matin-là, les forces de sécurité démantèlent les sit-in des Frères musulmans de Rabiya et Nahda au Caire, faisant au moins 632 morts selon le Conseil égyptien des droits de l'homme, bien davantage selon d'autres organisations indépendantes. En Haute-Egypte, où les soutiens islamistes sont vivaces, la réaction ne se fait pas attendre. Eglises et magasins coptes sont incendiés, les chrétiens étant considérés comme des pro-armée. Les forces de police sont également ciblées, les commissariats attaqués.

« Mon fils n'a rien à voir avec tout ça ! Il vendait du haschisch. Il fallait payer une amende de 5 000 livres égyptiennes [500 euros] *pour sa libération mais on n'en avait pas les moyens. On a appris quelques semaines plus tard qu'il était accusé de meurtre. Et aujourd'hui, il est condamné à mort ! Comment est-ce possible ? »* Aux côtés d'une vingtaine de femmes en pleurs, Rabha Dakhli, se jette à terre de douleur, hurle sa rage et son désespoir devant quelques caméras de télévision et sous le regard froid de quatre soldats juchés sur un char, la mitraillette en joue, prêts à tirer. *« L'Etat tue ses pauvres ! »*

Les avocats de la défense ne sont pas moins révoltés. Ils dénoncent les arrestations arbitraires, la faiblesse des enquêtes de police, basées sur quelques vidéos, et les irrégularités graves de la part de la cour. Tous désignent le juge Saïd Youssef, alias « Saïd le boucher », présenté comme un magistrat tyrannique, imbu de son pouvoir et peu respectueux des règles de droit. *« Lors de la première audience, fin mars, il n'a pas acté la présence des avocats de la défense ni celle des accusés. Son comportement étant non constitutionnel, nous lui avons demandé de se récuser,* raconte Ahmed Chabib, avocat de 30 accusés de Matay. *Il s'est mis en colère et a fait entrer des policiers armés dans le tribunal. La séance a été suspendue au bout de quarante-cinq minutes. »* Le lendemain, durant une audience de cinq minutes, les 529 étaient condamnés à la peine capitale, leur nom transmis au grand mufti, sans même que leur identité ait été mentionnée lors du procès.



Devant le tribunal de Minyeh, en Haute-Egypte, lundi 28 avril, après l'annonce des condamnations à mort des accusés. AHMED HEFNI/AP

« Quand, d'ordinaire, un homme prend six mois de prison pour port d'arme illégal, avec Saïd Youssef, il prend quinze ans, la peine maximale, affirme Tarek Fouad, président de l'union des avocats de la ville. *Il a cette habitude d'additionner les peines. La semaine dernière, des accusés de Minyeh ont pris entre cinq et quatre-vingt-huit ans de prison ! »*

Pour juger les militants Frères musulmans, arrêtés dans la foulée du coup de force du 3 juillet 2013, neuf tribunaux de justice expéditive ont été créés à travers le pays. Saïd Youssef est chargé de trois gouvernorats de Haute-Egypte, dont celui de Minyeh, où l'on estime entre 3 000 et 5 000 le nombre d'accusés pro-Frères.

« Ses jugements desservent les magistrats eux-mêmes, remarque Tarek Fouad. *Je suis contre les Frères et j'ai soutenu la destitution de Morsi par le peuple et l'armée. Mais ce sont des sentences dignes de régimes dictatoriaux ! »*

A Minyeh, province marginalisée, délaissée par le pouvoir central, personne ne semble échapper au règne de l'arbitraire. Pas même les avocats. Maha Sayyed, 32 ans, pose sur la table de son salon une pile de documents. Ce sont les rapports de police, enquêtes signées de la main de son mari, Ahmed Eid, l'un des avocats des condamnés de Matay, ainsi qu'une facture de téléphone, attestant un coup de fil reçu le 24 janvier, en provenance du commissariat. Ce jour-là, Ahmed Eid est appelé par un officier qui lui demande de venir dans son bureau. Le lendemain, l'avocat se rend au commissariat. Il n'en est pas ressorti et a été transféré à la prison de Wadi El-Gedid, à 500 kilomètres de Minyeh, où sont détenus tous les accusés de Matay. Sans plus de preuve ni d'explication, il est jugé coupable comme les autres d'avoir participé aux violences du 14 août 2013.

« J'ai envoyé un courrier au ministère de la justice, explique Maha. *Cette lettre est restée sans réponse. Aujourd'hui, il a été condamné à la prison à vie. »* Un autre avocat de la défense connaît le même sort qu'Ahmed Eid.

« La plupart des condamnés ont été arrêtés aléatoirement ou sur dénonciation. Il suffit d'avoir des activités qui ne plaisent pas aux policiers », assure Mustafa Ali Hafez, avocat de la défense.

Les avocats des 529 de Matay ont 60 jours pour faire appel. S'il n'est pas rejeté par le tribunal, un autre juge sera chargé de réexaminer les dossiers. *« Tout ce que je souhaite, c'est l'application de la loi. Alors la plupart des détenus seront libérés »,* avance Ahmed Chabib. ■

Marion Guénard

La chute de Max Clifford, Méphistophélès anglais du « journalisme de chéquier »

Tout ce que touchait ce maître de la manipulation médiatique se transformait en or, c'est-à-dire en scoops. Ce Méphistophélès des relations publiques poussait valets et chambrières indélicats à vendre leur âme au diable, en l'occurrence les tabloïds carnassiers du royaume. L'Angleterre pudique mais voyeuse détournait les yeux devant ce symbole des pires excès du « journalisme de chéquier », mais frémissait de plaisir en dévorant les révélations de ses clients monnayant leurs indiscrétions.

Cet homme petit et rondouillard avait accroché à son tableau de chasse les frasques de la famille royale, les dérapages sexuels des politiciens ou les turpitudes des footballeurs. Les photos de Diana s'adonnant au body-building et sa liaison avec le rugbyman Will Carling, les confessions de Rebecca Loos, l'ex-maîtresse de David Beckham ou les mensonges du romancier-escroc Jeffrey Archer, c'est lui : Max Clifford.

Il aimait se présenter comme un justicier. *« Mes ennemis sont des hypocrites moralisateurs. Les stars ont les moyens d'engager des experts en relations publiques ou des avocats chevronnés. Impuissant, le citoyen ordinaire m'appelle à l'aide »,* avait confié au *Monde* ce personnage hors de commun lors d'une interview en 2004.

Changement de décor : lundi 28 avril, Max Clifford, 71 ans, a été reconnu coupable par un tribunal londonien d'agressions sexuelles entre 1966 et 1984 sur quatre femmes, dont deux mineures de moins de 16 ans. La justice prononcera sa peine vendredi.

Premier grand scalp

Avec le plongeon de Clifford, le royaume de la « presse de caniveau » a bien compris qu'une page du journalisme sauvage se tourne. Depuis le scandale des écoutes clandestines qui avait entraîné la fermeture du tabloïd *News of the World* en juillet 2011, la presse à sensation, déjà en déclin, est dans ses petits souliers.

Interdiction du piratage de boîtes vocales, contrôle de la puissance des zooms photo, renforcement de la protection de la vie privée, limitation des contacts entre police et médias, création d'un régulateur musclé : monter des « coups » à la Clifford est désormais compliqué et risqué.

Par ailleurs, l'ère des patrons de tabloïds faisant la pluie et le beau temps dans les allées du pouvoir comme dans celles du show-business et du sport a vécu. Outre Max Clifford, d'autres vedettes du « journalisme de chéquier » ont eu maille à partir avec la justice. C'est notamment le cas de Rebekah Brooks et d'Andy Coulson, respectivement ancienne patronne de la filiale anglaise du groupe Murdoch et ex-directeur du *News of the World*.

Max Clifford est le premier grand scalp de l'opération « Yewtree » lancée par la police à la suite du scandale Jimmy Savile, le présentateur vedette des émissions de variété de la BBC, mort en octobre 2011, avant la divulgation de ses délits sexuels.

« Mes compatriotes ont beau considérer qu'ils ont les journaux les plus cruels, les plus sauvages, les plus glauques au monde, ils continuent de les acheter. En tant que nation, nous aimons punir ceux qui ont réussi de manière trop voyante », affirmait le bateleur aux 400 « coups ». Il ne croyait pas si bien dire. ■

Marc Roche
(Londres, correspondant)

Ukraine : les sanctions américaines se rapprochent de l'entourage de Poutine

Washington et Bruxelles ont adopté, lundi, de nouvelles mesures visant des avoirs russes

Les sanctions américaines se rapprochent de Vladimir Poutine. Dix-sept banques et autres sociétés où des proches du président russe, voire M. Poutine lui-même, possèdent des intérêts, ont été ajoutées, lundi 28 avril, par Washington, à la liste des avoirs touchés, en représailles aux « *actes de provocation* » en Ukraine.

En outre, sept nouvelles figures de l'oligarchie sont visées, notamment Igor Setchine, ancien conseiller du président russe et directeur du géant pétrolier Rosneft, ainsi que Sergueï Chemezov, directeur général de Rostec, conglomérat public opérant dans le domaine de la haute technologie.

Les avoirs de ces sociétés sont gelés aux Etats-Unis, et les Américains ont interdiction de commercer avec les entités ou individus en question, ces derniers se voyant refuser l'entrée du pays. De Manille (Philippines), où Barack Obama a terminé, lundi, sa tournée asiatique, l'administration américaine a aussi annoncé une révision des conditions d'exportation vers la Russie d'équipements de haute technologie pouvant avoir un usage militaire.

Ce nouveau train de mesures ne va pas changer l'attitude russe à court terme, expliquent plusieurs commentateurs américains, mais, selon Anders Aslund, un expert du Peterson Institute for International Economics cité par le *New York Times*, adresse le message suivant à M. Poutine : *« Nous savons où se trouve votre argent. »*

Prolongeant l'annonce de ces nouvelles sanctions, Barack Obama a répondu à ceux qui, notamment chez les républicains, mettent en cause sa supposée faiblesse en politique internationale. « *Les gens pensent-ils vraiment qu'envoyer des armes supplémentaires en Ukraine permettrait de dissuader l'armée russe ?*, a lancé le président à Manille. *N'avons-nous pas plus de chance de les dissuader en mettant en œuvre le genre de pression international, diplomatique, économique que nous mettons en œuvre ?* » Résumant sa philosophie, M. Obama a expliqué qu'elle consistait à « *éviter les erreurs* ». « *Pourquoi tout le monde est-il si impatient de recourir à la force,* a-t-il ajouté, *alors que nous sortons juste d'une décennie de guerres terriblement coûteuse pour nos troupes et notre budget ?* »

Gel des avoirs

De leur côté, les ambassadeurs des pays membres auprès de l'UE ont approuvé, lundi 28 avril, le principe d'une extension des sanctions à quinze personnalités russes et ukrainiennes, soit une interdiction d'entrer dans l'UE et un gel des avoirs. Leur nom devait être publié mardi 29 avril. La liste ne comporte pas le nom d'Igor Setchine, visé par les Etats-Unis. Cette nouvelle liste, élaborée avant les récentes discussions de Genève entre Russes et Ukrainiens, sous l'égide des Etats-Unis et de l'UE, avait été provisoirement gelée. Quarante-huit personnalités, au total, sont désormais visées par les Vingt-Huit.

La Commission de Bruxelles tente toujours, par ailleurs, de mettre au point un troisième volet de sanctions, à caractère économique. Elle se concerte avec les Etats, divisés sur le projet. Celui-ci ne sera appliqué qu'en cas de « *nouvelle escalade* », a précisé lundi la Commission. Sans indiquer clairement ce que signifiait cette notion. ■

Philippe Bernard et Jean-Pierre Stroobants (à Bruxelles)

Législatives irakiennes : Nouri Al-Maliki favori en dépit de son bilan sécuritaire

Le premier ministre chiite affronte une large coalition qui dénonce une économie au point mort



Portrait de Nouri Al-Maliki sur écran géant, dans une rue de Bagdad, le 28 avril. LÂM DUC HIÊN POUR « LE MONDE »

Bagdad
Envoyé spécial

Seul contre tous. Alors que les Irakiens sont appelés à élire un nouveau Parlement, mercredi 30 avril, le premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki, candidat à un troisième mandat, fait figure d'homme à abattre. Au pouvoir depuis 2006, le chef d'Al-Daawa, un parti islamiste chiite, s'est brouillé avec tous ses anciens alliés, tant au sein de sa communauté, majoritaire en Irak, qu'avec les formations sunnites et kurdes.

A l'exception des membres de sa Coalition de l'Etat de droit, la quasi-totalité de la classe politique a juré de l'empêcher de réaliser la passe de trois. Elle brandit pour ce faire le médiocre bilan du chef du gouvernement, marqué par un développement économique au point mort, une corruption endémique et une nette aggravation des violences confessionnelles, attisées par l'insurrection des sunnites de la province de l'Anbar et la réaction très brutale du pouvoir central.

Une alliance informelle, sur le mode « tout sauf Maliki », s'est ainsi mise en place, en prévision des tractations d'après scrutin, destinées à former la coalition de gouvernement. Elle réunit la coalition Wataniya (« Patriote ») de l'ancien premier ministre Iyad Allaoui, un chiite laïc, qui s'adresse à la classe moyenne libérale, principalement sunnite ; le mouvement Ahrar (« Libres ») de Moqtada Al-Sadr, chef de file des déshérités chiites ; le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani ; le parti Moutahidoun (« Unis »), la branche irakienne des Frères musulmans, dirigée par Oussama Al-Nujaïfi, le président de l'actuel Parlement ; et le bloc Mouwaten (« Citoyen ») d'Ammar Al-Hakim, un religieux chiite très proche de l'Iran.

« Nous refusons tous que Maliki soit reconduit à son poste », prévient le député Aiaa Makki, membre de la liste Wataniya. *Il n'est plus possible d'ignorer les revendications des sunnites, comme la libération de prisonniers et la réforme des services de sécurité, qui ne sont rien de plus que des milices avec le permis de tuer. Le pays risque de basculer dans la guerre civile si les élections ne débouchent pas sur un changement. »*

Mais en face, Nouri Al-Maliki, 63 ans, a la carapace solide. Persuadé que la poigne de fer et l'expérience de ce dernier à la tête de l'Etat séduisent une population en quête de stabilité, l'entourage de Maliki escompte un score nettement supérieur aux 87 sièges qu'il avait obtenus en 2010, sur un total de 325 sièges (328 aujourd'hui). Arrivé cette année-là en deuxième position, derrière le Mouvement de l'entente nationale (liste Iraqiya) d'Iyad Allaoui, l'homme aux fines lunettes et à l'immuable complet gris n'avait réussi à se maintenir au pouvoir qu'au prix de coûteuses acrobaties.

En formant une coalition très large, avec toutes les formations chiites, Massoud Barzani et plusieurs personnalités sunnites, le tout avec l'assentiment des Etats-Unis et de l'Iran, les deux tuteurs de l'Irak post-Saddam Hussein.

Mais ce montage n'a pas résisté aux tensions entre Bagdad et Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, qui ont frôlé la guerre, en décembre 2012, et à l'intifada des sunnites de l'Anbar, au printemps 2013, qui s'estiment discriminés par les autorités.

En y répondant par la manière forte, Nouri Al-Maliki a amorcé un nouveau cycle de tueries qui a débouché sur la prise de Fallouja par les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) en janvier. Privé de majorité au Parlement, le gouvernement est de facto en panne depuis deux ans, incapable de faire passer son budget ainsi que des lois cruciales pour le développement du pays, comme celle sur les investissements ou les revenus pétroliers.

Une paralysie que les partisans du premier ministre s'efforcent de retourner à leur profit. *« Le peuple a compris que la corruption et le terrorisme sont le produit de cette coalition intenable,* avance Mohamed Al-Faysal, le président de l'Ordre des avocats irakiens, membre de la liste Maliki. *Il sait qu'en votant massivement pour nous, il nous donnera la possibilité d'agir pour le bien du pays. Nous visons 100 à 120 sièges. »*

Selon toute vraisemblance, la Coalition de l'Etat de droit devrait remporter la compétition interne au camp chiite, ce qui placerait M. Maliki dans une position idéale, le poste de premier ministre devant revenir, selon une règle non écrite, à un chiite. *« Son principal rival, Ammar Al-Hakim, a une image beaucoup moins ferme, ce qui l'handicape au moment où les chiites se sentent menacés par le soulèvement sunnite »*, analyse le politologue Ihsan Al-Chammari.

Le premier ministre devra néanmoins se méfier des sadristes, qui ont fait campagne sur le thème de la lutte contre la corruption. Leur cote pourrait bénéficier des récentes déclarations de plusieurs dignitaires chiites, qui ont appelé au *« changement »*, en remettant au premier plan la question de la pauvreté, éclipsée par la guerre contre l'EIIL. La charge la plus violente est venue de l'ayatollah Bachir Al-Najafi, un *marja* (référent religieux dans l'islam chiite), qui a comparé Nouri Al-Maliki à Saddam Hussein et enjoint expressément aux fidèles de ne pas voter pour lui.

> Le premier ministre est persuadé que sa poigne de fer et son expérience séduisent une population en quête de stabilité

Côté sunnite, au moins cinq listes sont en compétition, alors qu'en 2010, la plupart des figures de cette communauté s'étaient rassemblées sous la bannière d'Iraqiya. Cet éparpillement fait doublement l'affaire du premier ministre : il écarte le risque qu'Iyad Allaoui émerge une nouvelle fois en tête et il facilite le futur débauchage d'un partenaire de gouvernement.

Pour le natif d'Al-Hindiyya, un village de la province de Kerbala, le principal danger vient en définitive de ses rivaux chiites. *« S'ils persistent à s'opposer à son maintien au pouvoir, l'Iran pourrait le forcer à s'effacer, pour éviter un retour d'Allaoui, dont les liens avec Riyad ne sont pas du goût de Téhéran »*, prédit Ihsan Al-Chammari.

Dans ce cas de figure, peu probable, la Coalition de l'Etat de droit proposerait au poste de premier ministre un candidat alternatif : Tarek Najem. Actuel responsable des affaires électorales de la coalition, il est jugé acceptable par les Etats-Unis et l'Iran. ■

Benjamin Barthe

Premiers votes marqués par une série d'attentats

Le vote des forces de sécurité irakiennes, qui s'est déroulé lundi 28 avril, a été endeuillé par une série d'attentats qui a fait au moins 57 morts, laissant présager le pire pour les élections législatives de mercredi. Policiers et militaires ont voté deux jours plus tôt pour pouvoir surveiller le déroulement de ce premier scrutin national depuis le départ des troupes américaines fin 2011. L'attaque la plus meurtrière a eu lieu dans le nord-est, dans la ville à majorité kurde de Khanaqin, où un kamikaze a tué une trentaine de personnes. Pour tenter de limiter les risques, le gouvernement a proclamé une semaine de congés et interdit l'usage des voitures dans les grandes villes pendant 24 heures, à partir de mardi soir.

Alimentation : « Notre modèle agricole est à bout de souffle »

Olivier De Schutter, le rapporteur pour le droit à l'alimentation à l'ONU, constate l'impuissance des Etats et défend des politiques locales



Champ de soja destiné à fabriquer du biocarburant à Tangara da Serra, au Brésil, deuxième producteur derrière les Etats-Unis. ANDRE PENNER/AP

Entretien

Après six années au poste de rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter achève son mandat mercredi 30 avril et sera remplacé par la Turque Hilal Elver. L'universitaire belge affirme que le modèle agro-industriel mondial est dépassé et que la solution aux défis alimentaires actuels ne viendra pas des Etats, mais des citoyens.

Que retenez-vous de ces six années de mandat en matière de droit à l'alimentation ?

Nous sommes arrivés à une prise de conscience collective, inimaginable il y a six ans : notre modèle agricole, fondé sur des intrants intensifs (engrais et pesticides) et dépendant de l'industrialisation toujours plus poussée de l'agriculture, est à bout de souffle. Il faut donc changer de cap et aller vers l'agroécologie.

Autre changement de paradigme avec la reconnaissance que chaque pays doit parvenir à se nourrir lui-même. Enfin, la question de la nutrition, largement occultée depuis trente ans, est devenue très importante. Malgré ce consensus, les Etats rencontrent beaucoup d'obstacles pour passer du discours aux actes et n'ont pas tous les leviers en main.

> « Nous allons au-devant d'une période de prix alimentaires élevés et volatils, qui vont nécessiter des Etats des mesures énergiques »

Votre analyse a-t-elle évolué au cours de ces six années ?

Je croyais à la toute-puissance de l'Etat, je crois aujourd'hui à la toute-puissance de la démocratie. Je ne pense plus qu'il faille attendre que les gouvernements agissent d'eux-mêmes. Les blocages sont trop nombreux ; les pressions qui s'exercent sur eux, trop réelles ; et les acteurs faisant obstacle au changement, trop puissants.

La transformation des systèmes alimentaires s'opérera à partir d'initiatives locales. Partout dans le monde, des citoyens en ont assez d'être considérés comme de simples consommateurs ou électeurs et veulent être de véritables acteurs du changement. Ils cherchent à inventer des façons plus responsables de produire et de consommer.

Quelle est la part de responsabilité des pays en développement, qui négligent leurs propres agriculteurs depuis des décennies ?

Les dirigeants des pays les moins avancés aspirent à effectuer chez eux la même transformation qui s'est opérée au Nord, tout au long du XXe siècle, vers une agriculture industrialisée, remplaçant les hommes par des machines et utilisant de fortes doses d'intrants.

Par ailleurs, certains pays ont fait le choix de la productivité au détriment des intérêts à long terme des populations, notamment rurales. Ils ont mené leur révolution agricole en fournissant des intrants à leurs agriculteurs sans s'attaquer aux raisons structurelles de leur faible productivité, parce que les intérêts des gouvernements étaient proches de ceux des fournisseurs d'engrais ou de pesticides.

Dans votre rapport final, remis en mars aux Nations unies, vous appelez à mettre un terme aux politiques de prix alimentaires bas. N'est-ce pas paradoxal ?

L'idée que l'on ne peut aider les populations pauvres qu'en leur garantissant l'accès aux denrées alimentaires à un prix abordable relève du passé. Elle revient à limiter les revenus des petits agriculteurs et à maintenir une approche « low cost » de l'agriculture. Il faut aujourd'hui que les plus pauvres soient aidés par des politiques publiques redistributives leur garantissant un socle de protection sociale.

Vous avez bataillé avec Pascal Lamy, alors directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Vos divergences perdurent-elles ?

L'OMC fait figure de dernier des Mohicans. De toutes les agences internationales qui s'intéressent aux questions d'agriculture et d'alimentation, l'OMC est la seule qui n'ait pas fait sa mue vers la reconnaissance de la nécessité pour chaque pays d'assurer sa production alimentaire et d'investir dans les systèmes locaux.

Cette mue s'est opérée partout, que ce soit à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou à la Banque mondiale, mais l'OMC continue de défendre un modèle dépassé, basé sur la division du travail et la répartition des productions agricoles. La crise des prix alimentaires de 2008 a montré la grande vulnérabilité qui résultait de ce modèle pour les pays en voie de développement.

Une crise similaire pourrait-elle se produire à nouveau ?

La crise de 2008 a résulté d'une réaction de panique par rapport à des informations sur le niveau des stocks de matières premières agricoles et sur la qualité des récoltes.

Au-delà de cet épisode, les facteurs structurels de déséquilibre perdurent. Il en est ainsi de l'augmentation de la consommation de protéines animales ou d'agrocarburants dans le monde, comme de notre incapacité à traiter le problème du gaspillage et des fuites dans les systèmes agroalimentaires.

Je ne suis par conséquent pas du tout rassuré : nous allons au-devant d'une période de prix alimentaires élevés et volatils, qui vont nécessiter de la part des gouvernements des mesures beaucoup plus énergiques que celles qui ont été prises jusqu'à présent.

Vous appelez notamment à la fin des politiques de soutien aux agrocarburants...

Les Etats se sont trompés dans leur appréciation sur les agrocarburants. Ils n'ont pas anticipé les trois impacts des politiques de soutien, menées notamment par les Etats-Unis et l'Union européenne : la connexion des prix alimentaires à ceux de l'énergie, une spéculation très forte sur les matières premières agricoles et une pression considérable sur les terres dans les pays en voie de développement.

Ces effets sont aujourd'hui parfaitement connus, mais c'est un domaine où l'idéologie l'emporte sur la science et où l'on n'a pas eu le courage de revenir sur les promesses faites aux investisseurs. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES VAN KOTE

Les biocarburants et l'élevage sont gourmands en céréales

Sous-alimentation 842 millions de personnes ont souffert de faim chronique sur la période 2011-2013, soit 26 millions de moins qu'entre 2010 et 2012, selon les derniers chiffres des Nations unies. Depuis le début des années 1990, le nombre de sous-alimentés a baissé de 17 %.

Agrocarburants La production mondiale de biocarburants liquides destinés aux transports est passée de moins de 16 milliards de litres par an en 2001 à plus de 100 milliards en 2011. Aux Etats-Unis, environ 40 % du maïs cultivé est transformé en bioéthanol.

Protéines animales La consommation mondiale de viande était en 2010 de 286 millions de tonnes, soit 42 kg par an et par habitant. Un tiers des récoltes mondiales de céréales sert à nourrir les animaux d'élevage.

CORÉE DU SUD

La présidente présente ses excuses après le naufrage du « Sewol »

SÉOUL. La présidente sud-coréenne Park Geun-hye a présenté ses excuses personnelles, mardi 29 avril, pour avoir été *« incapable »* d'empêcher les dysfonctionnements à l'origine du naufrage du ferry *Sewol* qui a fait plus de 300 morts et disparus le 16 avril. Deux jours après l'annonce de la démission de son premier ministre pour les mêmes motifs, la présidente a déploré les manquements des autorités ayant contribué, selon les premiers éléments de l'enquête, à la catastrophe. Les médias sud-coréens évoquent en particulier la corruption de fonctionnaires et l'insuffisance des normes de sécurité en mer.

« Je regrette tant d'avoir été incapable de corriger des maux qui sévissent depuis si longtemps et d'avoir permis la survenue d'un tel accident », a déclaré Park Geun-hye dans une communication à ses ministres retransmise à la télévision.

L'enquête sur les circonstances de la catastrophe s'accélère avec une série de perquisitions et d'auditions visant à établir les éventuelles responsabilités pénales entre l'armateur, l'équipage et les agences de régulation et de certification du transport maritime. Les quinze membres de l'équipage du ferry ayant survécu se trouvent désormais derrière les barreaux pour différents chefs d'accusation, notamment négligence et abandon de passagers. – *(AFP.)* ■

RCA Une attaque contre un hôpital tenu par Médecins sans frontières fait 16 morts et 6 blessés

BOGUILA. Seize personnes, dont trois employés locaux de Médecins sans frontières (MSF), ont été tuées, samedi 26 avril, à Boguila dans le nord de la République centrafricaine. L'attaque s'est produite dans l'enceinte d'un hôpital géré par MSF alors que devait se tenir une réunion avec des responsables locaux. Selon l'ONG, qui a suspendu ses activités dans cette zone, le crime aurait été commis par des éléments de la Séléka qui se seraient déjà rendu coupables d'exactions dans plusieurs localités environnantes.

Yémen Offensive terrestre contre Al-Qaida

ADEN. L'armée yéménite a lancé une offensive terrestre visant à déloger Al-Qaida de localités du sud du pays, dix jours après des raids aériens qui ont fait une soixantaine de morts dans les rangs des insurgés, a indiqué, mardi 29 avril, un responsable militaire. Des soldats épaulés par des membres de milices supplétives de l'armée ont lancé une offensive dans les provinces d'Abyane et de Chabwa. – *(AFP.)*

En France, les européistes ont perdu la foi

De droite comme de gauche, les pro-européens ne savent plus comment faire aimer l'Europe

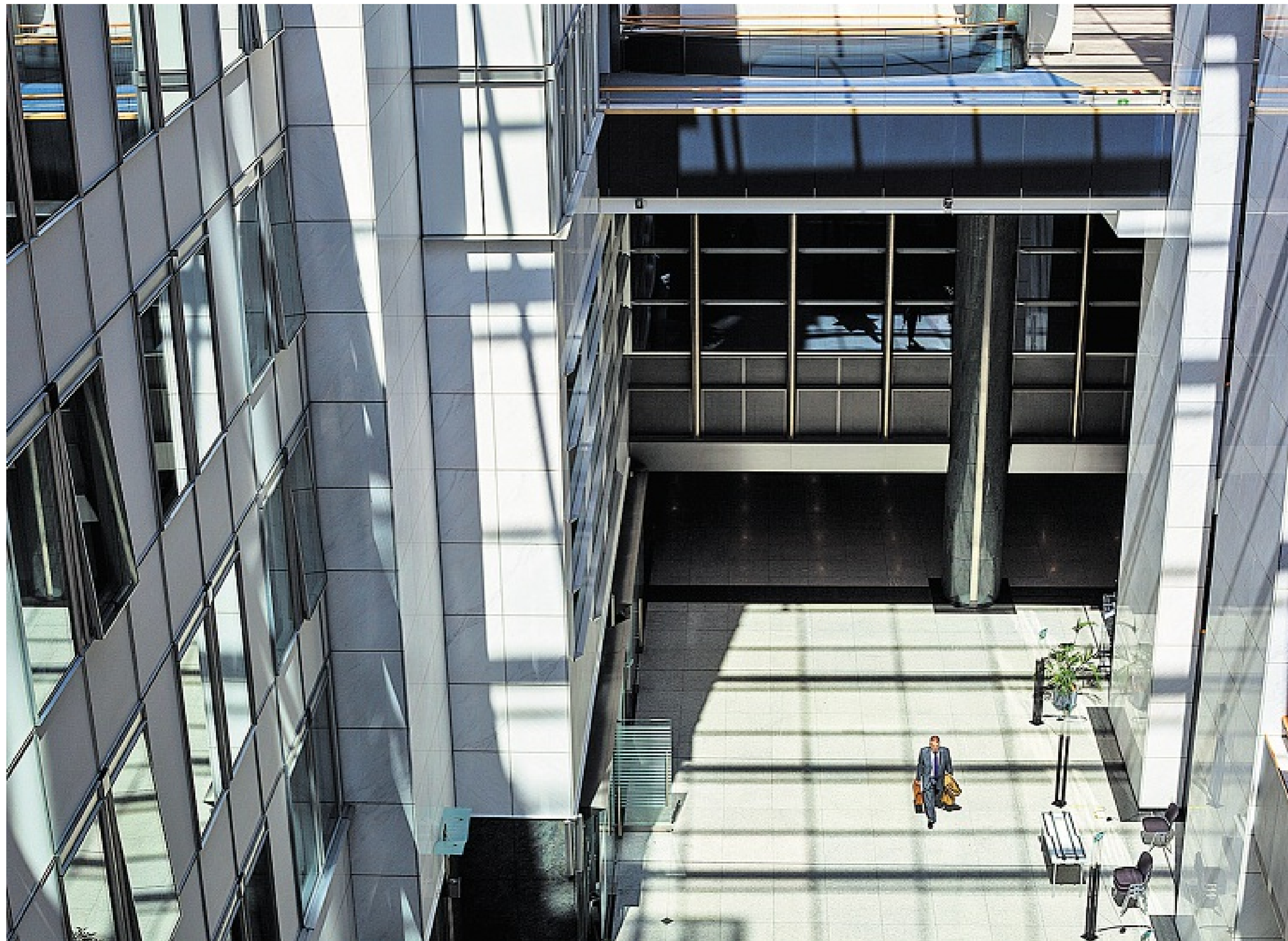
Ils accusent un euro qui *« massacre »* l'économie, des directives *« meurtrières »* pour l'emploi et une bureaucratie délétère pour nos entreprises. « Ils », ce sont les eurosceptiques, dont le discours à l'encontre de Bruxelles, simple et percutant, convainc de plus en plus une France qui semble avoir perdu la foi en l'Europe.

Face à eux, les européistes de gauche comme de droite n'ont plus rien à vendre. Les plus téméraires rentrent dans une démonstration complexe, périlleuse ou nostalgique des atouts de l'Europe. Les autres jouent sur la défensive, promettant une Union qui corrigerait ses défauts. Une « autre Europe ».

« On n'assume plus. François Hollande est vaseux sur le sujet, Alain Lamassoure est diabolisé », constate Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen centriste,

> A l'origine, un malentendu. Les Français ont pensé que l'Europe serait la France en grand

évoquant les critiques d'Henri Guaino, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, à l'encontre du discours fédéraliste de M. Lamassoure, tête de liste de l'UMP en Ile-de-France pour les élections européennes du 25 mai.



Au Parlement européen, à Bruxelles. KRISTOF VADINO

Le désamour de l'Europe n'est pas une exception française. L'explication souvent brandie tient en une équation faite d'envolée du chômage, de chute du produit intérieur brut (PIB) et de hausse des impôts. En un mot, la crise. *« On a besoin de bouc émissaire. Il y eut d'abord Nicolas Sarkozy, puis l'Allemagne, maintenant c'est l'Europe »*, pointe M. Bourlanges.

« La crise ? Ce serait trop simple », balaie Joachim Bitterlich, ancien conseiller du chancelier allemand Helmut Kohl et membre de la Fondation Robert-Schuman. Les difficultés économiques du pays n'ont fait qu'exacerber un malaise plus ancien. Le divorce des Français avec le projet européen serait même antérieur au « non » du traité constitutionnel de 2005.

A l'origine, un malentendu. Les Français ont pensé que l'Europe serait la France en grand. L'élargissement de 2004, en faisant entrer dans l'UE la Pologne et ses voisins, a rompu avec cette idée. L'Europe est devenue un ensemble qu'on ne comprend plus et qu'on connaît mal. *« La France n'est tout de même pas seulement un vingt-huitième d'Europe, mais les Français ont du mal à se trouver des points communs avec les Maltais ou les Estoniens »*, atteste un diplomate.

Le fonctionnement des institutions européennes leur semble obscur. L'Eurobaromètre de 2012 révélait que plus de 60 % des Français ignoraient qu'ils élisaient les eurodéputés au suffrage universel et méconnaissaient le rôle de la Commission. Fondée sur le consensus et le partage du pouvoir entre les chefs d'Etat, le Parlement et la Commission, la mécanique européenne s'éloigne de la vision française. Pas de chef d'Etat clairement identifié, ni de réelle alternance gauche-droite pour rythmer les mandats.

Les élections de 2014, en désignant pour la première fois une figure – Martin Schulz pour la gauche européenne et Jean-Claude Juncker pour la droite – censée prendre la tête de Commission à l'issue du scrutin, doit remédier en partie à ce manque d'incarnation. Mais cet habillage ne réglera pas tout.

Mal à l'aise dans la mondialisation, la France n'a pas su trouver sa place dans l'Union. Le bimoteur qu'elle formait avec l'Allemagne pour faire avancer le projet s'est déséquilibré. Quand Berlin, après la réunification, s'est attelé à réformer son économie, Paris se laissait distancer. Aujourd'hui, la voix de l'Allemagne pèse dans l'Europe, celle de la France moins.

Que François Hollande se soit, lors de sa campagne présidentielle de 2012, posé sans succès en défenseur de l'Europe du Sud opprimée face à Berlin et à l'austérité est symptomatique de ce mal-être. Bien qu'au cœur de l'Europe, la France se ressent comme un pays de la périphérie. *« On donne le sentiment d'être ballotté, d'être victime de l'Europe »*, insiste le diplomate.

Cette victimisation est en partie feinte. Il n'existe nulle décision européenne à laquelle la France n'ait pas souscrit. Mais face à la crise ou face aux crises, la France a toujours ce réflexe de *« l'économie dirigée, de dire l'Etat, l'Etat, l'Etat*, pointe M. Bitterlich, *on présente l'Europe comme une ennemie qui essaie de nous contrôler, de nous imposer des choses. Il suffirait d'un peu de courage ! »* Pour les intellectuels comme lui, plus d'Europe nous éviterait d'être dans un entre-deux. Déléguer plus clairement les pouvoirs à l'UE compenserait le malaise de l'identité française par la construction d'une identité européenne.

Mais ce projet n'est plus porté par les hommes politiques. Daniel Cohn-Bendit chez les Verts, qui fut un des plus europhiles des eurodéputés, part à la retraite. Dans les autres grands partis, nombre des candidats du 25 mai seront des seconds couteaux et rarement des européens convaincus. Selon les experts, le dernier des grands européistes assumés reste François Mitterrand, dont le mandat s'est achevé en 1995. Depuis, quelques avancées, certes, mais rien de très concret.

> Depuis la fin de la guerre froide, le besoin d'Europe ne semble plus évident, et la fin de l'âge d'or économique rend ses bienfaits discutables

L'idée européenne semble appartenir à un passé démodé. Elle a été portée par un contexte historique – la volonté de sanctuariser la paix après la seconde guerre mondiale – et économique – les « trente glorieuses ». Depuis la fin de la guerre froide, le besoin d'Europe ne semble plus évident, et la fin de l'âge d'or économique rend ses bienfaits discutables.

« Il y a une cybernétique naturelle », commente l'historien Jean-Noël Jeanneney. Après cette période, le projet européen n'a pas su se rendre accessible aux populations. *« Il est resté celui des élites »*, dit-il. Et l'historien de conclure : *« Dans une démocratie, il faut une lisibilité. Les élites se sont détachées des citoyens, elles n'arrivent plus à persuader. Il faut pouvoir mettre un nom sur l'Europe et la rendre explicite. »* Il reste vingt-cinq jours aux candidats pour y parvenir. ■

Claire Gatinois

De Schuman à « Merkozy », les jours où les dirigeants français ont fait et défait l'Europe

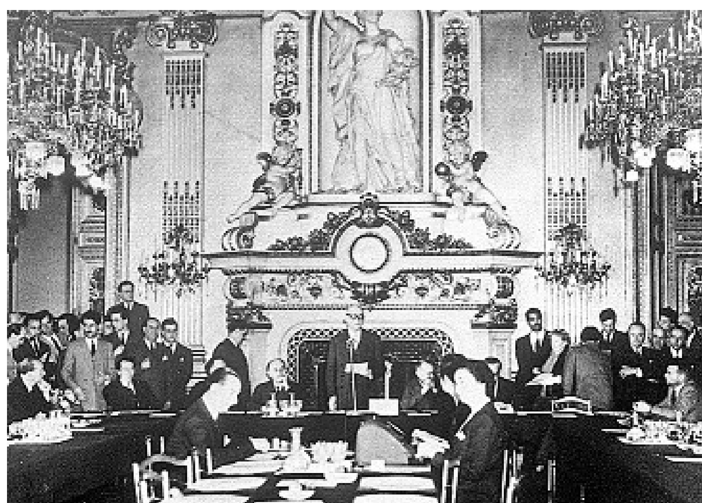
9 mai 1950 : la déclaration de Robert Schuman

« L'Europe n'a pas été faite, et nous avons eu la guerre »... Depuis cinq ans, les armes se sont tues. La reconstruction bat son plein et les privations sont moins cruelles, mais le souvenir du cataclysme est partout. Le ministre des affaires étrangères français, Robert Schuman (Mouvement républicain populaire, MRP), lance depuis le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, à Paris, un appel à un rapprochement européen rendant à tout jamais la guerre impossible.

Il fixe un premier objectif (une communauté du charbon et de l'acier), un moyen d'y parvenir (la méthode communautaire, fondée sur la création d'une autorité supranationale) et un horizon (une « fédération européenne »). L'annonce est un coup de tonnerre et la jeune République fédérale allemande (RFA) du démocrate-chrétien Konrad Adenauer s'empresse d'accepter l'offre française. Le mouvement est lancé.

30 août 1954 : le « crime » de Mendès France

La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), fondée le 18 avril 1951 à Paris, ambitionne de créer entre les signataires (Italie, Benelux, RFA et France) des intérêts économiques communs, préalables à l'union politique. L'accord pour la création d'une communauté européenne de défense (CED) est bien plus délicat. Imaginé au plus fort de la guerre froide – le conflit en Corée vient de commencer – en réponse à l'exigence américaine d'un soutien militaire européen accru, le traité instituant la CED est signé à Paris le 27 mai 1952.



Robert Schuman annonce la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le 9 mai 1950. AKG-IMAGES/PICTURE ALLIANCE/DPA

La perte de souveraineté qu'il représente ainsi que la perspective d'un réarmement allemand déclenchent une tempête politique en France. Même au MRP, des voix s'élèvent pour dénoncer ce texte. Le projet, soutenu mollement par Pierre Mendès France, qui refuse d'engager la responsabilité de son gouvernement, est rejeté par le jeu d'une simple question préalable (319 voix contre 264). Les démocrates-chrétiens ne lui pardonneront jamais le *« crime du 30 août »*.

27 novembre 1967 : de Gaulle, celui qui redit non

Une fois de plus il a dit non. Seul contre tous, le président français Charles de Gaulle met une nouvelle fois son veto à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE et en fait théâtralement l'annonce lors d'une conférence de presse télévisée. En retard économiquement mais surtout soupçonnée d'être inféodée à Washington, la Grande-Bretagne est jugée indésirable pour la deuxième fois en quatre ans. Elle devra attendre 1973 pour être intégrée, en même temps que le Danemark et la République d'Irlande.

Ce n'est pas la première foucade du général, qui a même pratiqué la politique de la « chaise vide » en 1965-1966, refusant de siéger aux institutions européennes jusqu'à obtenir le « compromis de Luxembourg », qui sanctuarise le principe de l'unanimité. L'intérêt vital de la France avant tout : l'esprit du traité de Rome est bien loin.

22 janvier 1983 : François Mitterrand au Bundestag

C'est peut-être la démonstration la plus parfaite de la réconciliation franco-allemande. Venu célébrer à Bonn le vingtième anniversaire du traité de l'Elysée, alors que la crise des euromissiles bat son plein, le président français se lance devant le Bundestag dans un vibrant plaidoyer pour l'amitié entre les deux peuples, l'Alliance atlantique et la dissuasion nucléaire : *« Sans l'amitié entre la France et l'Allemagne, rien n'est possible en Europe »*, lance-t-il, avant de plaider pour un renforcement du système monétaire européen. Quelques semaines plus tard, le président tirera les conséquences de cet engagement en refusant de céder aux sirènes des avocats de la dévaluation. La France reste dans le Système monétaire européen et engage le « tournant de la rigueur », prélude au traité de Maastricht. François Mitterrand a choisi l'Europe.



François Mitterrand au Bundestag, à Bonn, le 20 janvier 1983, pour les vingt ans du traité de l'Elysée. MARTIN ATHENSTAEDT/AFP

17 février 2003 : Chirac et la « bonne occasion de se taire »

En ce début 2003, des millions de personnes défilent dans le monde pour protester contre le projet américain d'intervention en Irak, soutenu par le Royaume-Uni, mais l'issue semble chaque jour plus inéluctable.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE, en réunion à Bruxelles, tentent d'aboutir à une position commune, mais les tensions entre partisans et adversaires de l'intervention sont au plus haut. Quelques jours plus tôt, le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a stigmatisé la *« vieille Europe »* pacifiste (France, Allemagne) pour mieux mettre en valeur les pays d'Europe orientale, plus sensibles à la rhétorique des néoconservateurs américains.

A ceux qui deviendront en 2004 membres à part entière de l'Union et qui ont cru bon de soutenir Washington, Jacques Chirac

Petite revue des contradictions hexagonales

De la politique industrielle à la diplomatie, Paris prône l'union tout en pratiquant le célibat

Bruxelles
Bureau européen

En pleine campagne européenne, l'affaire Alstom pourrait être délicate sur le plan politique pour François Hollande et sa majorité. A moins de quatre semaines du scrutin européen, les déboires du fleuron industriel mettent en avant les ambiguïtés françaises à l'égard de l'Europe, qu'il s'agisse de champions nationaux, de gouvernance économique ou de politique étrangère. *« Ces contradictions ne sont pas nouvelles et existent dans d'autres pays, mais elles s'exacerbent en France sous la pression des forces eurosceptiques*, estime Karel Lannoo, secrétaire général du laboratoire d'idées CEPS à Bruxelles. *Les Français ont toujours cru à leur différence, quitte à ignorer le monde, mais ils découvrent sur le tard qu'ils doivent s'adapter. »*

Les champions nationaux contre l'Europe

En janvier, François Hollande avait parlé, sans grande précision, d'un *« Airbus de l'énergie »* entre la France et l'Allemagne. Trois mois plus tard, le démantèlement redouté d'Alstom par General Electric ou Siemens vire au concours de patriotisme économique, propre à décourager tout nouvel investisseur. Au passage, on assiste à quelques surprenantes reconversions : le ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, l'une des voix les plus eurosceptiques du gouvernement, qui avait un jour comparé Angela Merkel à Bismarck, se fait le chantre d'un adossement du constructeur du TGV à l'allemand Siemens.

La droite s'offusque et rappelle l'action de Nicolas Sarkozy afin d'éviter la prise de contrôle du groupe par son rival allemand : l'ancien chef de l'Etat s'était démené en 2003, avant d'être élu à l'Elysée, pour convaincre les autorités européennes de la concurrence d'accepter un plan d'aide massif et une prise de participation publique. Depuis, les Français n'ont de cesse de plaider à Bruxelles en faveur d'une politique industrielle – sans grand succès. A l'instar d'Arnaud Montebourg, ils critiquent les gardiens de la concurrence, surtout quand leurs décisions semblent défavorables à tel ou tel champion national. Et, hors l'épisode Alstom, ils restent très méfiants à l'égard de toute alliance industrielle avec les Allemands.

Souveraineté contre discipline commune

Comme son prédécesseur, François Hollande plaide pour la mise en place d'un gouvernement économique de l'union monétaire. Les socialistes, après la droite, se sont résolus au renforcement des instruments communs de discipline budgétaire mais ils se méfient de tout transfert de pouvoirs supplémentaire au profit des instances bruxelloises. Au printemps 2013, le chef de l'Etat s'est même empressé de mettre en avant la *« souveraineté »* des autorités françaises, quand la Commission lui suggérait avec insistance de réformer les retraites en échange d'un délai de deux ans pour redresser les comptes publics.

« Les Français ont longtemps vécu en se racontant des fables sur le gouvernement économique européen, élu par personne et responsable devant personne, à les entendre », se moque Sylvie Goulard, eurodéputée MoDem, candidate dans le Sud-Est. Résultat, le gouvernement économique se met peu à peu en place après la crise des dettes souveraines. Mais les Français résistent aux demandes d'Angela Merkel, qui réclame des contrats destinés à encadrer les réformes dans chaque pays.

Ils ont aussi le plus grand mal à respecter les engagements visant à réduire leur déficit. Cette attitude exaspère leurs partenaires et risque de repousser d'autant la mutualisation des dettes de la zone euro, pourtant vue d'un bon œil par une bonne partie des dirigeants français. Pour les Allemands, en effet, pas question d'aller dans cette direction sans un saut fédéral et de nouveaux transferts de souveraineté.

Puissance française contre impuissance européenne

« Il n'y a pas de pays membres où l'on parle autant d'Europe puissance tout en étant très soucieux de son rôle dans le monde », constate Sylvie Goulard. De longue date, la France a cherché à renforcer la politique étrangère et la défense européenne. Mais l'inertie des uns, le peu des moyens des autres et ses propres ambitions l'incitent souvent à faire cavalier seul. Ce fut le cas au Mali, puis en Centrafrique dans un premier temps, avant que François Hollande ne se décide à demander le soutien des Européens. Ces derniers, dont Angela Merkel, n'ont pas manqué de lui faire comprendre qu'il leur était difficile de se joindre à ce genre d'opération en prenant le train en marche.

« En Libye, Sarkozy avait cherché à mobiliser ses partenaires très en amont, en organisant un Conseil européen spécial, alors que Hollande n'a même pas cherché à nous associer à la genèse de ses opérations », regrettait récemment un haut dirigeant européen en parlant d'*« occasions manquées »*. *« Hollande a déçu sur ce plan, car on le disait très européen »*, dit Karel Lannoo. *« Les Français tiennent pour acquis les avantages de l'Europe et sont prompts à dénoncer ses inconvénients*, conclut un haut diplomate européen, à Bruxelles. *Cette attitude existe un peu partout, mais elle se renforce plus qu'ailleurs en France. »* ■

Philippe Ricard



Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, le 18 octobre 2010, à Deauville, pour un sommet Russie-France-Allemagne. PHILIPPE WOJAZER/AFP

18 octobre 2010 : « Merkozy » à Deauville

La Grèce est en crise, la zone euro au plus mal. Pour mettre en scène leur unité et rassurer les marchés, le président français, Nicolas Sarkozy, et la chancelière allemande, Angela Merkel, se retrouvent à Deauville. La solution à la crise qu'ils y ébauchent prévoit une *« participation du secteur privé »* en cas de défaut de paiement grec. En clair, ils annoncent que certaines créances privées pourraient bien ne pas être honorées.

En évoquant cette possibilité, les représentants des deux principales économies de la zone euro créent une brèche dans la forteresse qu'ils tentaient de renforcer. La panique qui s'ensuit aggrave encore la crise de la zone euro, qui repart de plus belle. ■

Jérôme Gautheret

« Je veux un vote des citoyens, et pas un débat derrière des portes fermées »

Martin Schulz, le chef de file des socialistes européens à la présidence de la Commission, lundi 28 avril, lors du débat entre candidats retransmis par Euronews. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE devront tenir compte des élections des eurodéputés pour désigner le chef de l'exécutif européen.

Médias Les appels se multiplient pour « plus d'Europe à la télévision »

Dans une tribune, mise en ligne lundi 28 avril par le Huffington Post, une trentaine de candidats français aux élections européennes appellent France Télévisions à diffuser en direct le « grand débat » des élections du 15 mai. L'initiative fait suite à une pétition lancée par Fabien Chevalier, du think tank Sauvons l'Europe, plaidant pour *« plus d'Europe à la télé »* (plus de 8 000 signataires mardi 29 avril). France Télévisions a rappelé lundi que le débat du 15 mai était retransmis par les groupes européens d'audiovisuel public sur leurs chaînes parlementaires, donc LCP-Public Sénat en France.

25,93 %

C'est le taux de chômage en Espagne au premier trimestre, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique, mardi 29 avril, en légère augmentation par rapport au trimestre précédent (25,73 %). Selon Eurostat, ce taux de chômage était en février le deuxième plus élevé de l'Union, juste après la Grèce.

« L'Europe doit remettre la croissance et l'emploi au cœur de son agenda »

Pier Carlo Padoan, ministre italien de l'économie, recherche le soutien de Paris

Entretien

Lundi 28 avril, Pier Carlo Padoan, le ministre italien de l'économie et des finances, était à Bercy pour s'entretenir avec le ministre des finances français, Michel Sapin. Il n'est pas question, a-t-il expliqué au *Monde*, de former un front commun avec la France pour réclamer plus de souplesse à Bruxelles. L'Italie veut faire de la croissance la priorité de sa présidence de l'Union européenne (UE), qui débutera le 1er juillet. Le moyen, estime M.Padoan, de réconcilier les citoyens avec le projet européen.

L'Italie partage-t-elle la même vision que la France sur la sortie de crise de l'Europe ?

Nous sommes d'accord avec le gouvernement français sur un objectif essentiel : l'UE doit désormais mettre l'accent sur la croissance et l'emploi. Les Etats ont réalisé des ajustements budgétaires et des efforts importants pour redresser leur compétitivité, notamment au sud. Ces ajustements doivent se poursuivre. Mais il faut mettre l'accent sur la croissance et l'emploi. Il faut passer à la mise en œuvre. Il faut être très concrets.

Que peut faire l'Union européenne pour soutenir la croissance ?

Les gouvernements doivent surveiller l'impact des réformes structurelles sur le budget. Bien conçues, elles peuvent offrir plus de souplesse dans le processus d'ajustement budgétaire – toujours dans le respect des règles de Bruxelles. Il existe aussi d'importants gisements de croissance inexploités au sein du marché intérieur européen. L'une des pistes réside par exemple dans la libéralisation des services, qui représentent 70 % des emplois en Europe.

Faut-il réclamer plus d'argent à l'Europe ?

Il y a une mauvaise utilisation des fonds structurels, y compris dans mon pays. On peut utiliser les ressources à plus long terme.

Faut-il assouplir la règle des 3 % de déficit par rapport au PIB ?

Non. Le seuil des 3 % est indispensable pour assurer la soutenabilité de la dette publique. Surtout pour les pays comme l'Italie, affichant un endettement élevé *[132,6 % du PIB en 2013]*.

La France a un temps semblé réclamer un délai en la matière. Cela vous inquiète-t-il ?

Non. Le parcours d'équilibre de chacun des pays membres est difficile. L'Europe est passée par des ajustements complexes. Il faut continuer ! Bien sûr, il y a des différences dans la vitesse d'ajustement. L'important, c'est d'avoir une vision commune. Et entre la France et l'Italie, la philosophie est la même : diminuer les impôts et financer cela par une réduction des dépenses. Améliorer la croissance avec des mesures structurelles.

Le gouvernement français a tenté de faire alliance avec l'Italie pour amadouer Bruxelles...

Je n'aime pas le terme d'« alliance » : cela suppose qu'il y a conflit ! Avant la crise, l'un des objectifs de l'UE était d'augmenter le bien-être des citoyens en mettant la croissance et l'emploi au cœur de son agenda. Il faut y revenir. Mais cela ne peut pas être l'objectif de la France et de l'Italie. Tous les Etats membres, y compris ceux du nord, qui ont tourné plus rapidement la page de la crise, doivent partager cette vision.

L'Allemagne partage-t-elle cette vision ?

No comment.

Un Parlement européen plus à gauche aiderait-il à mettre l'accent sur la croissance ?

J'espère surtout qu'il se dégagera de ces élections une majorité convaincue que l'Europe est une opportunité et non un problème. Le véritable enjeu est là. Voilà pourquoi il est essentiel que l'Europe,

> « Entre la France et l'Italie, la philosophie est la même : baisser les impôts et financer cela par une réduction des dépenses »

qui a répondu à la crise d'abord en ciblant la réduction des déficits, mette désormais la croissance au cœur de ses politiques. Les efforts en la matière ont été insuffisants.

Redoutez-vous un tsunami des partis populistes en Italie ?

Les sondages montrent que ces partis *[Mouvement cinq étoiles et la Ligue du Nord]*, opposés à l'Europe, montent en puissance. Il y a ce réflexe, plus large, de désigner l'Europe comme le responsable du chômage. C'est faux. Il faut faire comprendre aux citoyens tentés de donner leurs voix à ces partis qu'ils ont tort.

L'économie italienne va-t-elle mieux ?

Oui. Après deux ans de récession, notre économie va renouer avec la croissance en 2014. C'est une bonne nouvelle, mais ce n'est qu'un début. Le défi est de renforcer la confiance pour favoriser la croissance. C'est pourquoi nous venons de baisser les impôts des ménages et des entreprises tout en menant des réformes structurelles.

Baisser les impôts alors que la dette publique frise des sommets, est-ce bien raisonnable ?

Il est vrai que notre dette publique est élevée, mais elle va refluer dès 2015. De plus, sa dynamique est l'une des plus stables d'Europe : nous affichons un excédent budgétaire primaire, et notre déficit public, de 2,6 % cette année, devrait être de 1,8 % en 2015. La baisse des impôts sera financée par une réduction structurelle des dépenses.

L'euro est-il trop fort ?

L'euro est fort. S'il était plus faible, ce serait mieux pour l'Europe, pas seulement pour la compétitivité, mais aussi pour éviter que les prix reculent.

A-t-on fait des erreurs dans la gestion de la crise en Europe ?

Les Etats-Unis ont utilisé leurs ressources pour réparer le système bancaire, puis ils ont ajusté le budget. En Europe, nous avons fait le contraire. Résultat : nous avons un problème structurel d'emploi (12 % de chômeurs, contre 6,6 % aux Etats-Unis). ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE CHARREL ET CLAIRE GATINOIS

Entre eurosceptiques et pro-européens, l'UMP tente une synthèse difficile

Le parti d'opposition mise sur l'impopularité du chef de l'Etat pour arriver en tête le 25 mai



M. Muselier, Mme Morano et M. Copé lors du lancement de la campagne européenne de l'UMP, le 24 avril, à Paris. MARC CHAUMEIL/DIVERGENCE

L'UMP rêve de réitérer son succès des élections municipales aux européennes du 25 mai. Mais la tâche paraît bien plus ardue. La menace ne vient pas du PS, à qui on promet une lourde défaite, mais du FN. Dans plusieurs sondages, la formation de Marine Le Pen est donnée en tête du scrutin, devant l'UMP. *« Comme le PS ne peut que perdre, le débat se focalise entre nous et le FN, qui peut nous battre »,* constate Alain Lamassoure, tête de liste UMP en Ile-de-France. A droite, on craint que la montée de l'euroscepticisme trouve un débouché dans les urnes.

Pour limiter la poussée de l'extrême droite, le parti gaulliste mise sur un fort taux d'abstention dans l'électorat populaire (théoriquement plus favorable au FN). Avec l'espoir d'être de nouveau le principal bénéficiaire d'un vote sanction contre François Hollande. L'UMP a bien conscience que son carburant électoral vient moins de ses propositions sur l'Europe que de l'impopularité du chef de l'Etat. Le président du parti, Jean-François Copé, tente donc de nationaliser la campagne des européennes. Son but ? En faire le troisième tour des municipales. *« Il faut amplifier la sanction »,* répète-t-il. C'est aussi la ligne de Renaud Muselier, tête de liste UMP dans le Sud-Est : *« Comme les gens s'en fichent de l'Europe, moi je ne m'embête pas : je fais campagne sur le rejet de Hollande. »*

Cette stratégie a le mérite de ne pas braquer les projecteurs sur les points faibles de l'UMP, qui subira la concurrence des listes centristes, pro-européennes, contrairement à 2009 lorsque leur alliance leur avait permis de l'emporter avec près de 28 % des voix. Surtout, le parti d'opposition peine à trouver une position homogène. Le traditionnel clivage entre pro-européens et eurosceptiques est réapparu ces dernières semaines.

« Eau tiède »

Si la majorité du parti se retrouve sur une ligne pro-européenne, certains responsables font entendre leur voix. Avec un double souci : tenir un discours musclé face au FN et se démarquer dans la perspective de la primaire UMP de 2016 pour la présidentielle. C'est le cas de Laurent Wauquiez, qui plaide pour un retour à l'Europe à six ou une sortie de l'espace Schengen. L'ancien ministre s'est fait reprendre par Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin ou Jean-François Copé, qui n'ont pas apprécié de voir leur ambitieux collègue faire un coup d'éclat sur le dos de l'Europe en véhiculant des thèses jugées *« populistes »*.

« Moi, au moins, je ne fais pas de l'eau tiède », se défend M. Wauquiez, persuadé que ses critiques sur l'Union sont partagées par une majorité de Français. Isolé à la direction du parti, il a trouvé un soutien du côté du souverainiste Henri Guaino, avec qui il a publié le 25 avril une tribune dans *Le Figaro,* cosignée par 37 parlementaires, pour appeler à *« tout changer »* en Europe. Xavier Bertrand a aussi tenté de se distinguer en appelant à la fin du *« Merkozy »*. La confusion est telle que certains dirigeants, comme François Baroin, jugent qu'une intervention de Nicolas Sarkozy serait utile pour fixer la ligne.

Loin de s'affoler, plusieurs poids lourds du parti relativisent ces clivages internes. De l'ancien responsable du RPR, Alain Juppé, à celui de l'UDF, Jean-Pierre Raffarin, ils rappellent que la droite a toujours été traversée par divers courants sur l'Europe. Pour eux, il est logique que l'UMP – alliance de l'UDF pro-européen et du RPR, plus eurocritique – n'échappe pas à la règle. En 1992, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Philippe de Villiers s'étaient opposés à la ratification du traité de Maastricht, face à Jacques Chirac et Edouard Balladur. Lors du référendum de 2005, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy avaient bataillé face à Nicolas Dupont-Aignan ou Christine Boutin.

Dès lors, trouver un discours consensuel relève du casse-tête pour l'UMP. Résultat : la droite tient un discours attrape-tout, promettant de l'intégration (davantage de convergence économique) et surtout beaucoup de protection (renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine, refus de tout nouvel élargissement).

« Une chose est frappante à droite depuis 1958 : les discours souverainistes restent cantonnés au stade du débat et ne se transforment jamais en action, remarque le politologue Dominique Reynié. *Il peut y avoir des discours différents mais lorsque la droite est au pouvoir, il n'y a qu'une action européenne. Elle n'a pas d'autre choix si elle veut rester un parti de gouvernement. » « Nous portons une ligne clairement pro-européenne mais pas eurobéate »,* résume M. Copé. Pas sûr que cet entre-deux soit clair pour les électeurs et permette à l'UMP d'arriver en tête le 25 mai. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

Martin Schulz offre au PS français une unité de façade

À L'APPROCHE des européennes et du naufrage annoncé, quand l'espoir vient à manquer, au PS on se raccroche à n'importe quelle bouée. *« Aux dernières élections en 2009, c'était catastrophique, on part de tellement bas en nombre de sièges qu'on ne peut pas faire pire »*, tentait de se rassurer un ministre proche de François Hollande avant la déroute des municipales. Pour ne pas battre leur « record » de 2009 (16 % des voix et 13 députés), les socialistes vont devoir ramer fort. Le dernier sondage Opinion Way pour *Le Figaro* et LCI, publié le 27 avril, accordait au PS 18 % des suffrages, distancé par l'UMP (22 %) et le FN (20 %).

De quoi inquiéter les responsables socialistes, parmi lesquels l'eurodéputé Henri Weber : *« Il ne faut pas se tromper d'élection, il ne faut pas se tromper de colère. »* Ne pas se tromper de campagne non plus, pourraient rétorquer les militants. Car c'est à un périlleux numéro d'équilibriste que le PS doit se livrer. Comment plaider pour *« une autre Europe »* en dénonçant la ligne *« austéritaire »* de Bruxelles *« imposée par les sociaux-libéraux »* tout en assumant la rigueur gouvernementale, rebaptisée *« sérieux budgétaire »* ?

D'un côté de la ligne de crête, M. Cambadélis, premier secrétaire bien peu compatissant envers un pouvoir qui vient de le nommer à la tête du parti, après la promotion aux allures d'éviction de Harlem Désir au poste de secrétaire d'Etat aux affaires européennes. *« Les critères de 3 %* [du PIB comme plafond des déficits publics] *ne peuvent être appliqués dans la crise que nous vivons. Il faut d'autres règles d'après-crise, car, depuis Maastricht, tout a changé en Europe »*, estime M. Cambadélis, fort du soutien d'une partie des élus PS.

De l'autre côté, François Hollande. Loin de la campagne pro-relance et anti-Merkel qu'il avait menée lors de la campagne présidentielle de 2012, le chef de l'Etat est contraint d'envoyer des gages à Bruxelles, demandant à ses ministres de défendre le respect de la règle des 3 % dès 2015.

En l'absence de locomotive française parmi les têtes de liste PS, Martin Schulz, le candidat allemand des socialistes européens à la présidence de la Commission s'est imposé comme un chef de file de campagne. Car ni le recrutement du médiatique syndicaliste de Florange Edouard Martin, ni la candidature de l'ex ministre de l'éducation nationale Vincent Peillon n'ont pour l'instant dynamisé la campagne.

Imbroglio

M. Schulz, qui a besoin des voix françaises, joue lui aussi les équilibristes. Il tient meeting avec le parti mais défend la ligne du président. *« Les 3 %, il faut faire avec ! Les critères et les traités sont là, il faut les respecter »*, explique-t-il.

L'imbroglio idéologique dans lequel se débat le PS n'est pas nouveau pour Gérard Grunberg, directeur de recherche au Centre d'études européennes de Sciences Po : *« Entre un gouvernement obligé de conduire pour partie une politique social-libérale et un PS qui explique toujours ses défaites par le fait que la politique menée ne serait pas assez à gauche, il y a un point de rupture. »*

Les divisions des socialistes sur l'Europe ne sont pas neuves. La fracture née du référendum de 2005 à peine résorbée, le PS s'est à nouveau déchiré dès le début du quinquennat Hollande sur la renégociation du traité européen avec Angela Merkel et sur sa ratification, finalement votée dans la douleur. Un an et demi plus tard, l'aile gauche du PS voit toujours dans ce coup de force, le péché originel du quinquennat.

Alors que le redressement du pays tarde à se concrétiser et que le désamour avec les électeurs est consommé, la tentation est forte de régler les comptes de la rue de Solférino sur la scène européenne. Ce qui ne surprend pas Gérard Grunberg : *« Les socialistes français, tout en se disant européens, sont très nationaux. »* ■

FRANÇOIS BÉGUIN, NICOLAS CHAPUIS ET PHILIPPE EUZEN

PUBLICITÉ

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Monsieur le Premier Ministre,

Nous faisons partie de ces entreprises que vous avez évoquées dans votre déclaration de politique générale, ces entreprises qui font face à une concurrence mondiale qui ne leur fait pas de cadeau, ces entreprises qui prennent des risques et agissent avec responsabilité pour préserver les emplois industriels en France, ces entreprises innovantes et exportatrices que vous voulez protéger et encourager.

Vos mots devant la représentation nationale ont eu une résonnance toute particulière dans notre industrie. **Depuis plusieurs semaines, notre avenir est suspendu à une mesure unilatérale du ministère de la Santé. Concrètement, il s'agit de subventionner les mutuelles pour les contraindre à moins bien rembourser les lunettes. Cette disposition viendrait contredire chacune des priorités que vous venez de fixer.**

Vous voulez redonner de la force à notre économie, encourager la production, la recherche et la création de richesse en France et soutenir l'emploi. Combinée aux autres initiatives relatives à l'optique adoptées récemment, cette mesure fera du coût de fabrication le seul élément de concurrence et exclura nos produits du marché au profit de ceux des pays à bas coûts. Elle condamnera nos 10 500 salariés directs dans nos 84 sites français*.

Vous souhaitez améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes. Cette mesure aboutira mécaniquement à une ponction d'une centaine d'euros en moyenne pour plus de dix millions de Français sans que les cotisations aux mutuelles ne baissent dans les mêmes proportions.

Vous entendez renforcer la justice sociale. Cette mesure instituera de fait une santé à deux vitesses et pénalisera d'abord les plus fragiles et ceux qui ont le plus besoin de la mutualisation.

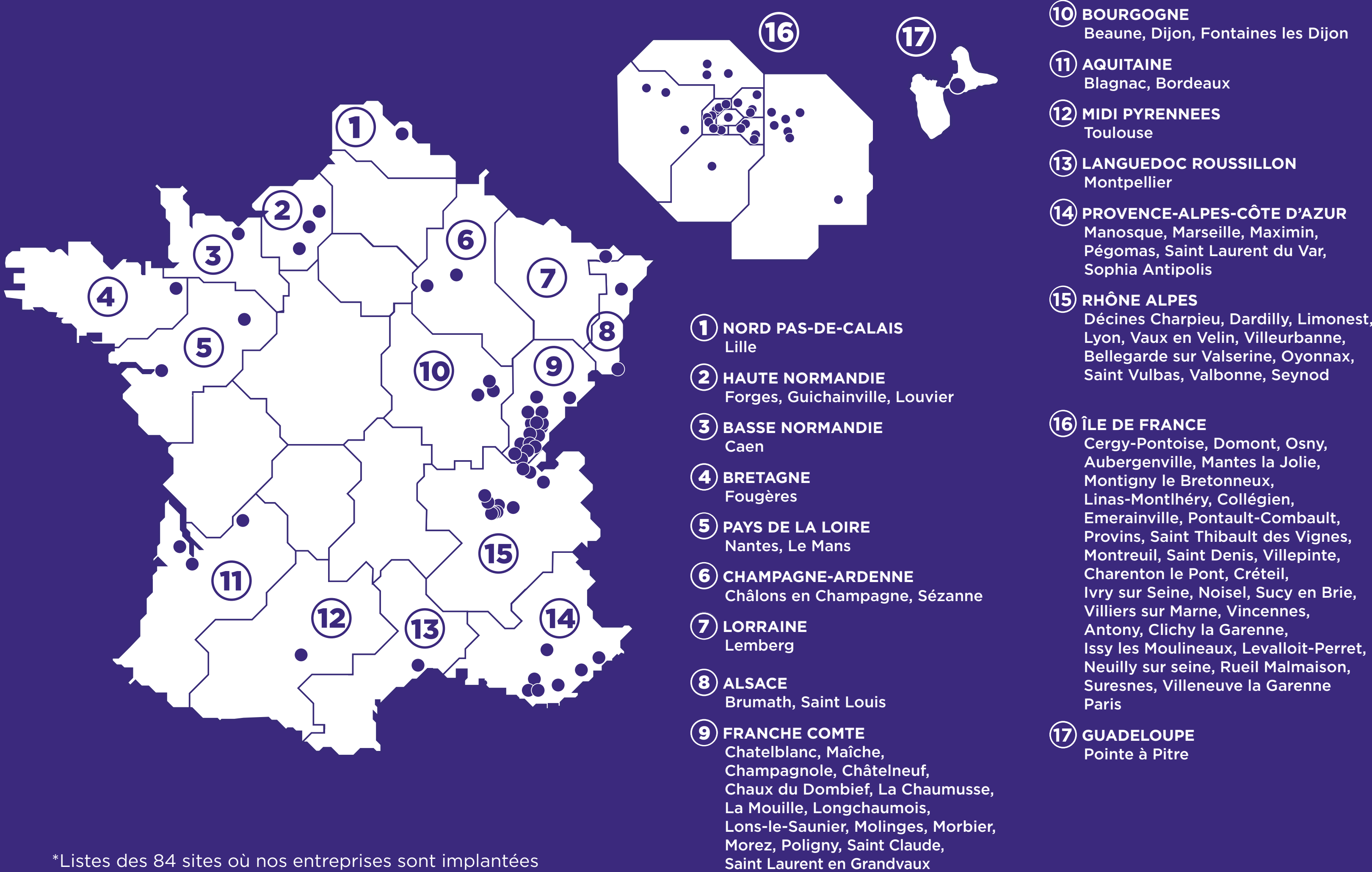
Vous êtes déterminé à redresser les comptes publics. Cette mesure n'induira aucune économie pour la collectivité puisqu'elle ne concerne que la sphère privée. À l'inverse, en décourageant l'effort de prévention, elle induira à moyen terme de coûteuses dépenses additionnelles.

Monsieur le Premier Ministre, ne voyez pas dans notre démarche la défense d'avantages acquis. Il s'agit du cri d'alarme d'entrepreneurs qui veulent pouvoir continuer à faire leur métier dans des conditions de concurrence équitable. Des entrepreneurs qui affrontent chaque jour les défis de la mondialisation mais qui sont aujourd'hui sous la menace d'un enchevêtrement de réglementations nationales de circonstance.

Parce que le dialogue, le travail de vérité et la confiance sont pour vous les conditions impératives d'une action publique efficace, nous vous demandons de reconsidérer cette mesure.

Nous gardons espoir et vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

LES INDUSTRIELS DE L'OPTIQUE
185, rue de Bercy - 75012 Paris // gifo@gifo.org



*Listes des 84 sites où nos entreprises sont implantées

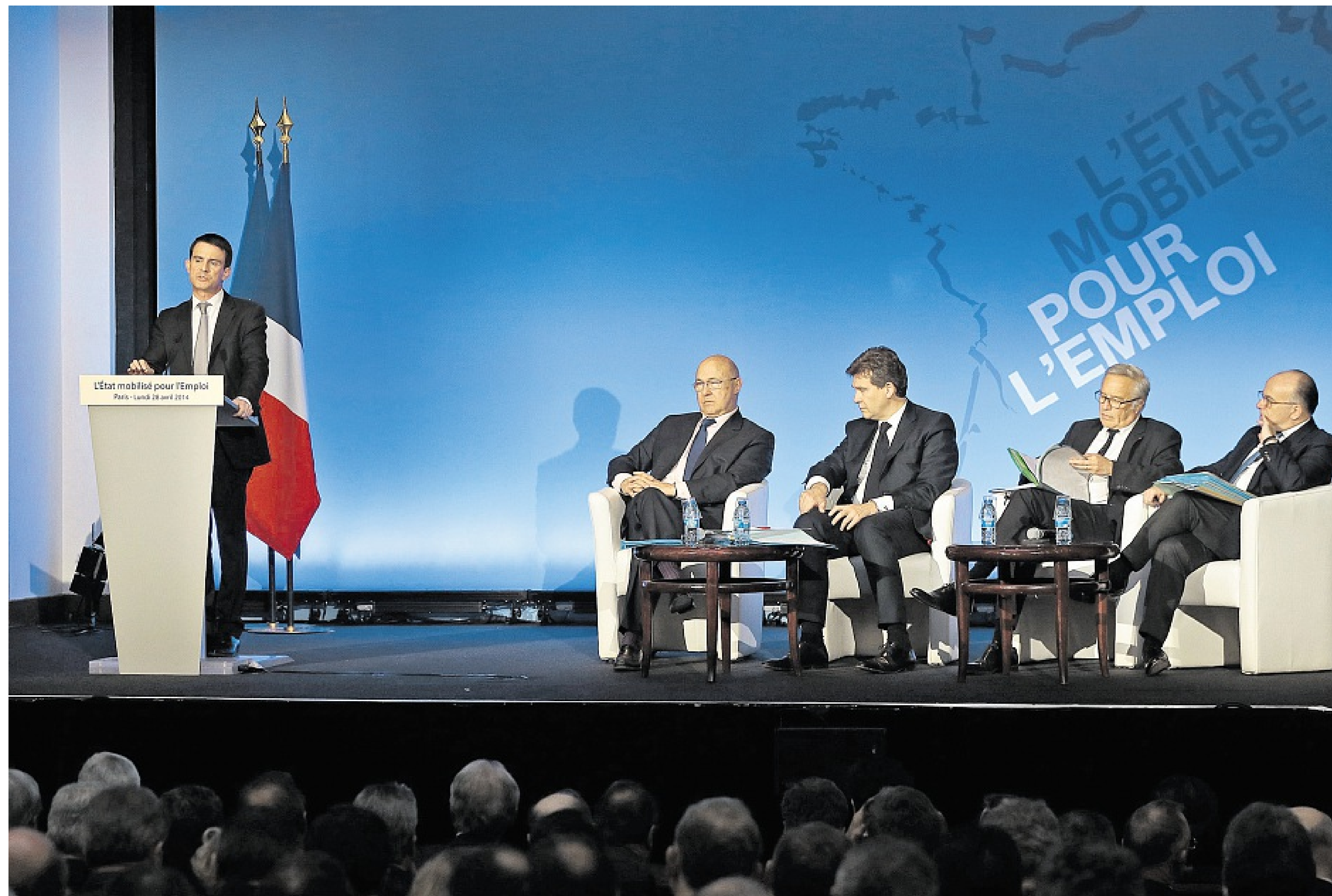
Comment Valls fait accepter la rigueur au PS

Le programme de stabilité, qui prévoit 50 milliards d'euros d'économies, devait être voté mardi par l'Assemblée

L'épisode aura été rugueux mais, au bout du compte, il pourrait constituer l'acte fondateur de l'ère Valls. Confronté à une contestation dans les rangs d'un PS traumatisé par la déroute des municipales, qui dépassait largement l'aile gauche du parti, Manuel Valls a étrenné ses habits de chef de la majorité et rodé sa « méthode » avant le vote sur le plan de rigueur par l'Assemblée nationale, mardi 29 avril.

Probablement, au départ, quand, le 16 avril, prenant tout le monde de court, il a dévoilé son plan d'économies de 50 milliards d'euros sur trois ans, n'avait-il pas pris toute la mesure de l'émoi qu'il susciterait dans son camp. Cette annonce éclair, faite à la sortie du conseil des ministres, depuis la salle des conférences de presse de l'Elysée, était aussi une façon de montrer où se prenaient les décisions et que c'était lui qui donnait le tempo.

La contestation a été sans équivalent depuis le début du quinquennat, venant, d'une part, d'une frange non négligeable des députés socialistes, alliant une partie de l'aile gauche, des proches de Martine Aubry ou de Benoît Hamon, jusqu'à certains plus modérés comme le « jospiniste » Pierre-Alain Muet, qui jugeaient *« dangereux économiquement »* un plan de réduction de la dépense publique de 50 milliards d'euros. Et, d'autre part, d'un axe constitué autour de Valérie Rabault, la nouvelle rapporteure générale de la commission des finances, et de la députée Karine Berger, qui proposaient plusieurs *« scénarios alternatifs »* afin d'éviter le choc du gel des prestations sociales et du point d'indice de la fonction publique.



Manuel Valls détaille le plan du gouvernement pour l'emploi à la Maison de la chimie, à Paris, le 28 avril. JACQUES DEMARTHON/REUTERS

Dès lors s'est déployé le dispositif de Matignon en direction de la majorité. Le premier ministre a reçu tour à tour des délégations des groupes socialiste, radical de gauche et écologiste. Avec un même message à tous : pas question de toucher aux grands équilibres sur lesquels repose la trajectoire de redressement des finances publiques – plan d'économies de 50 milliards d'euros et pacte de responsabilité de 30 milliards d'euros en faveur des entreprises –, d'accord pour le dialogue dans le cadre d'une approche *« constructive »*, chacun doit faire face à ses responsabilités. Tout en en disant le moins possible pour ne pas donner l'impression de zigzaguer.

Parallèlement, les responsables de la majorité ont été mobilisés pour circonscrire la contestation. D'abord, le groupe majoritaire met en avant des propositions *« responsables »* qui puissent servir de point d'atterrissage. La réunion extraordinaire du groupe convoquée mercredi 23, après la présentation du programme de stabilité, a servi à la fois d'exutoire aux doutes, réserves et critiques de toutes sortes, tout en permettant de cerner les points qui seraient portés par le groupe.

De leur côté, le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, et le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, se chargeaient de mettre la pression sur les diverses contestations en tentant de les marginaliser, n'hésitant pas à dramatiser les enjeux. Un travail minutieux qui, s'il a permis d'en ramener certains au bercail, a pu en agacer d'autres.

Le dernier épisode s'est joué durant le week-end pour peaufiner la mise en scène du lundi, avec une communication parfaitement verrouillée. Acte I : la délégation du groupe socialiste conduite par son président, Bruno Le Roux, est à nouveau reçue à Matignon. A la sortie, elle se félicite des *« mesures fortes »* qui vont être annoncées par M. Valls et se réjouit que le premier ministre ait *« entendu »* les parlementaires. *« Un équilibre a été trouvé entre les économies, le maintien du pouvoir d'achat et les retraites, ce n'est pas rien. Cela va faire basculer vers le vote plusieurs députés qui jusqu'à présent hésitaient »,* estime Valérie Rabault.

Acte II : Manuel Valls adresse aux parlementaires de la majorité une lettre de quatre pages solennisant le vote, *« qui est tout sauf indicatif, mais décisif »*, auquel ils sont appelés mardi 29. *« C'est un moment important. Déterminant même, pour la réussite de notre pays. C'est un moment de vérité »*, écrit-il, avant de conclure : *« C'est un rendez-vous majeur. Il nous oblige à nous dépasser. Avec courage. Je ne doute pas qu'ensemble nous saurons répondre présents. »*

Acte III : réunion extraordinaire du bureau national du PS, lundi soir. Avec 31 voix « pour » et 15 « contre », le plan Valls ne fait toujours pas l'unanimité. Ce rapport deux tiers-un tiers devrait cependant être largement émoussé mardi à l'Assemblée, dès lors que les députés socialistes vont être *« solennellement »* appelés à se plier à la discipline majoritaire.

> « C'est un moment déterminant pour la réussite de notre pays. C'est un moment de vérité »
> **Manuel Valls**

Les récalcitrants misent encore sur une *« cinquantaine »* d'abstentions, selon l'aubryste Jean-Marc Germain. Les dirigeants du groupe espèrent quant à eux limiter les défections à une trentaine de voix tout au plus. En dehors du groupe socialiste, les radicaux de gauche, se félicitant que leurs propositions aient été *« reprises »*, annoncent qu'ils voteront le programme de stabilité. François de Rugy, coprésident du groupe EELV, estime pour sa part que *« la discussion n'a pas été vaine »* : *« Ça évolue entre l'abstention et le pour »*, indique-t-il, alors que le groupe écologiste, la semaine précédente, se partageait entre l'abstention et le contre.

La semaine aura été décisive pour M. Valls. Non seulement pour obtenir une « majorité de gauche » sur ce vote mais aussi pour imprimer sa marque. *« On a enfin le sentiment que quelqu'un tient le manche »*, résume Thomas Thévenoud, député de Saône-et-Loire. Le plan sera adopté. Néanmoins, cet épisode aura aussi mis au jour une ligne de « résistance » au sein du groupe socialiste à l'orientation que M. Valls est chargé de mettre en musique. Elle pourrait se reformer lors de l'examen des prochains textes budgétaires dès le mois de juin. ■

Bastien Bonnefous et Patrick Roger

L'UDI divisée sur le vote du programme de stabilité

En définitive, le programme de stabilité des finances publiques 2014-2017 voté mardi 29 avril à l'Assemblée nationale ne devrait recueillir l'approbation ou l'abstention que d'une faible partie de l'opposition. Les voix « pour » se compteront sur les doigts d'une main. Très majoritairement, les 198 députés de l'UMP et apparentés voteront contre. Le groupe UDI, qui compte 29 membres, restait quant à lui partagé à quelques heures du vote. Dimanche, le président de l'UDI par intérim, Yves Jégo, estimait que le groupe pourrait voter « pour » *« sous conditions »*. Faute d'unanimité, le groupe laissera la liberté de vote à ses membres. Pour Hervé Morin, *« il n'est pas question d'apparaître comme la bouée de sauvetage de François Hollande »*. Même si la majorité de l'UDI devrait s'orienter vers une *« abstention positive »*, il y aura au moins une voix contre et quelques pour.

Rue de Solférino, le tour de vis budgétaire divise toujours

DANS SA LETTRE du 28 avril aux députés socialistes, Manuel Valls avait demandé le soutien de tous. Pourtant, son plan de rigueur continue de diviser le PS. Réunis en bureau national « extraordinaire » lundi soir, les socialistes ont bien adopté une « résolution de soutien » au programme d'économies de 50 milliards du gouvernement. Mais avec des scores qui traduisent toujours un malaise au sein du parti. Avec 31 voix « pour », 15 « contre » et une abstention, le plan Valls est en effet loin de faire un plébiscite.

Signe de cette tension durable, le verrouillage médiatique de la soirée rue de Solférino, afin d'éviter tout étalage des dissensions. Service d'ordre renforcé, larges rideaux noirs empêchant d'apprécier l'ambiance dans la salle où se réunissait le bureau national, le PS était loin d'avoir *« ouvert ses portes et ses fenêtres »*, comme le claironnait un de ses slogans il y a encore quelques mois.

Qu'importe, la direction du parti veut voir dans le résultat final *« un vote extrêmement clair de soutien »* au gouvernement, a affirmé son porte-parole Olivier Faure. *« Le PS appuie le plan de redressement »,* a martelé Carlos Da Silva, l'autre porte-parole et proche de Manuel Valls. Pour Solférino, l'essentiel est préservé : l'hémorragie est évitée au sein de la majorité et les socialistes qui renâclent restent cantonnés à l'aile gauche élargie, d'Emmanuel Maurel aux amis de Benoît Hamon.

Pour ces frondeurs qui réclament toujours un vote des militants socialistes sur le pacte de responsabilité, les annonces faites quelques heures plus tôt par Matignon ne suffisent pas. *« Je ne négocie pas des astuces »,* a balayé le député de Paris Pascal Cherki. *« Certains de nos camarades saluent le "bougé" du gouvernement ; nous, nous préférons rester fidèles au Bourget »,* a ajouté son collègue de l'Essonne Jérôme Guedj, en référence au discours de la campagne présidentielle de François Hollande en janvier 2012.

Pression toujours élevée

Mardi matin, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, devait présenter les conclusions du bureau national devant le groupe socialiste à l'Assemblée, afin de montrer l'exemple dans l'Hémicycle. *« Nous souhaitons que l'immense majorité des députés de notre groupe adopte notre position mardi »,* a expliqué M. Da Silva.

Si la direction du PS n'agite plus la menace de sanctions contre les députés qui pourraient manquer à l'appel, le porte-parole a néanmoins précisé que ce vote n'était *« pas seulement indicatif »*, mais *« engageait »* l'ensemble du parti. *« Hollande et Valls sont déterminés,* explique un haut dirigeant socialiste. *Ils sont prêts à affronter quelques députés qui regimbent car ils savent que ceux-ci n'ont pas de débouché politique réaliste. »*

La pression est loin de retomber à Solférino. L'issue plus qu'incertaine des élections européennes le 25 mai pourrait en effet de nouveau crisper le débat sur la politique économique du gouvernement.

« On veut rester groupés pour peser sur les prochaines échéances », confie d'ailleurs un réfractaire à la ligne générale. De la loi de finances rectificative en juin au vote du budget à l'automne, en passant par l'université d'été de La Rochelle fin août, les rendez-vous ne manquent pas ces prochains mois pour de nouveaux bras de fer entre socialistes. ■

Bastien Bonnefous

Comment préserver les « petites retraites » est soudain devenu possible

La revalorisation des pensions inférieures à 1 200 euros doit être maintenue en 2014

La volonté politique permet de vaincre les obstacles techniques présentés comme insurmontables. Le geste consenti par Manuel Valls envers les « petites retraites », en maintenant finalement leur revalorisation en 2014, alors que toutes les autres prestations sociales seront bloquées, le démontre une nouvelle fois. En octobre 2013, lors de l'examen de la réforme des retraites, le gouvernement avait refusé un geste similaire, alors qu'il était déjà question d'épargner aux petites retraites le décalage de revalorisation du 1er avril au 1er octobre.

Selon l'exécutif, il était alors impossible pour les différents régimes de retraite de savoir si leurs assurés percevaient des pensions d'un autre régime, une petite retraite dans l'un pouvant masquer une grosse retraite ailleurs. *« La mesure serait difficile à mettre en œuvre du point de vue technique ; elle supposerait, en effet, que chaque régime connaisse les autres sommes perçues par les polypensionnés. Or, aussi incroyable que cela puisse paraître, on ne sait pas aujourd'hui faire le total des différentes pensions »*, avait plaidé le rapporteur PS du texte, Michel Issindou, devant ses collègues députés. Seuls les bénéficiaires du minimum vieillesse, connus par les caisses, avaient alors été épargnés.

Face à la fronde de son propre camp, Manuel Valls a estimé lundi 28 avril que cet obstacle n'était plus insurmontable. *« Je propose que tous les retraités qui perçoivent jusqu'à 1200 euros de pension (tous régimes confondus) ne soient pas concernés par le report d'un an de revalorisation. 6,5 millions de personnes verront leur pouvoir d'achat intégralement préservé »*, a promis le premier ministre dans sa lettre envoyée aux parlementaires de la majorité.

La moyenne des pensions était de 1 256 euros en 2011. Près d'un retraité sur deux ne sera pas concerné par la mesure, pour un coût de 300 millions d'euros, sur 1,3 milliard prévu initialement. Comment y parvenir ? Selon différentes sources au sein de l'exécutif, il existerait au moins deux moyens, tous deux potentiellement longs à mettre en œuvre et entre lesquels le gouvernement n'a pas encore choisi.

Base de données

Première piste, passer par « l'échange inter-régimes de retraite » (EIRR), une base de données recensant normalement toutes les pensions versées par tous les régimes. Lancée en 2009, elle n'est pas encore pleinement opérationnelle, comme le rappelait une note de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) d'octobre 2013. *« Un certain nombre de régimes, de très faible effectif, n'alimentent pour l'instant pas l'EIRR »*, écrivait la CNAV, en rappelant par ailleurs que son utilisation est *« subordonnée à la publication du nouveau décret, à la signature des conventions et des contrats de service. »*

Deuxième possibilité, passer par l'administration fiscale, mécaniquement informée de tous les revenus de tous les retraités. Bercy communique déjà régulièrement aux caisses de retraite le taux de CSG à appliquer à leurs pensionnés, celui-ci variant en fonction des ressources. *« Le fisc pourrait dire aux régimes : "Lui, vous lui appliquez la revalorisation, lui non" »*, explique un conseiller de l'exécutif. Une telle piste permettrait aussi de différencier les retraités qui touchent aussi des revenus de leur patrimoine.

Elle s'annonce tout aussi compliquée à mettre en œuvre que la première, mais le pouvoir assure que c'est faisable en quelques mois. Si la revalorisation différenciée ne pouvait intervenir au 1er octobre, elle serait ensuite rattrapée, promet-on par ailleurs. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Les effets d'annonce sur la fonction publique

Manuel Valls a indiqué que le gel du point d'indice dans la fonction publique *« fera l'objet d'un réexamen chaque année »*. Lors de sa déclaration de politique générale, le 8 avril, il avait d'abord annoncé que ce paramètre serait bloqué jusqu'en 2017. Le premier ministre espère ainsi apaiser la colère des syndicats d'agents, qui ont appelé à faire grève le 15 mai. M. Valls a, par ailleurs, confirmé la revalorisation des rémunérations des fonctionnaires les moins bien payés (catégories C et B), une mesure annoncée en septembre 2013 par le gouvernement Ayrault.

M. Cambadélis : « Le PS fonctionne toujours sur de vieux logiciels »

Le premier secrétaire du Parti socialiste reconnaît l'« échec » de la gauche face à la montée du FN

Entretien

Un mois après le séisme des élections municipales, le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste publie le 30 avril *L'Europe sous la menace national-populiste* (L'Archipel, 140 pages, 12 euros). Un cri d'alarme : Jean-Christophe Cambadélis décrit la France comme *« le maillon faible »* et pronostique une course à trois PS-UMP-FN pour le second tour de la présidentielle de 2017.

Le soir du premier tour des municipales, Marine Le Pen annonçait l'avènement du tripartisme en France, un tripartisme PS-UMP-FN. Or, c'est aussi la thèse que vous défendez dans votre livre. Qu'est-ce qui vous pousse à dire cela ?

De scrutin en scrutin, le FN s'installe dans la vie politique, porté par l'idéologie dominante qui consiste à prôner l'identité plutôt que l'égalité, la purification culturelle et la chasse à l'anti-France. Cette idéologie imprègne toute la droite. On voit bien que l'UMP est tenaillée entre l'idée de voler le feu national-populiste au FN et celle de rester sur des principes classiquement républicains voire gaullistes.

Les questions d'identité, d'insécurité, d'immigration ont pris le pas sur tout le reste. Elles sont au cœur de la concurrence qui se joue à l'intérieur de ce parti et entre ce parti et le Front national. J'ajoute que cette idéologie dominante gangrène tout le pays : pour se développer, le FN a produit et se nourrit de l'idée d'une France dépassée, dépressive, dépravée. Plus le FN progresse, plus il déploie la ligne mortifère d'une France qui s'effondre.

Vous annoncez « une lutte à mort » en 2017 entre les trois partis…

Oui, car l'un d'entre eux ne sera pas au second tour de la présidentielle, et cela conduira dans les trois cas à un séisme politique. Si c'est le FN, on dira que la stratégie de la banalisation voulue par Marine Le Pen a conduit à son élimination. Si c'est l'UMP, le choc sera terrible et le débat féroce entre ceux qui voudront se rapprocher de Marine Le Pen et les autres. Si c'est le PS, avec un président sortant, les tensions que nous vivons aujourd'hui autour du plan d'économies seront démultipliées, et comme il reste encore dans le pays une force radicale à gauche, le PS se retrouvera dans la même situation que la SFIO moribonde.

Il y a une vingtaine d'années, vous étiez à l'origine du « Manifeste » contre le FN. Désormais, vous actez un tripartisme installé. N'est-ce pas le signe de l'échec de la gauche face au FN ?



Jean-Christophe Cambadélis, dans son bureau de la rue de Solférino, le 28 avril. ALBERT FACELLY POUR « LE MONDE »

Si, l'échec est total. Nous avons surestimé la scission intervenue en 1999 au FN, sous-estimé la banalisation et nous n'avons pas compris le phénomène national-populiste sur le continent européen.

> « PS, UMP, FN : l'un de ces partis ne sera pas au second tour de la présidentielle en 2017, et cela conduira à un séisme politique »

Plus grave, nous continuons de commettre une erreur d'interprétation : le FN n'est pas un parti fasciste, voire nazi, comme il en existait dans les années 1930, même si on trouve des points communs comme la haine de l'immigré. Le FN n'est pas hors les murs de la démocratie, il est en marche. C'est un parti médiatique, une petite entreprise familiale qui dispose d'une certaine hégémonie sur le Net et dont l'ambition est de démolir la République en créant l'apartheid. Son projet est beaucoup plus dangereux qu'un fascisme sépia. Revendiquer la préférence nationale, demander la purification culturelle, exiger que « les Français de souche » soient supérieurs aux « Français de papier », c'est créer les conditions d'une guerre civile entre les communautés.

Pourquoi le PS est il autant sur la défensive ?

Il n'a pas pris la mesure de notre époque. Il fonctionne toujours sur de vieux logiciels. Du coup, il est incapable de faire le récit de ce qu'il fait et d'en donner le sens. Notre sémantique est devenue effroyablement technocratique. Nous donnons l'impression d'un entre-soi qui écrase la politique. Franchement, que signifie pour les Français la politique de l'offre et de la demande ? Il faut faire redescendre la gauche dans le peuple car aujourd'hui le Parti socialiste donne l'impression de ne s'occuper que de lui-même.

Vous décrivez, plus largement, une Europe rongée par le « national-populisme ». Sur quoi vous appuyez-vous ?

J'ai été estomaqué d'entendre Geert Wilders, le chef du PVV d'extrême droite aux Pays-Bas, répéter par trois fois à la fin d'une réunion publique : *« Vous trouvez qu'il y a trop de Marocains ? On va s'en occuper ! »* C'est mot à mot ce que disait Goebbels des juifs ! Ce national-populisme s'appuie sur la xénophobie d'un monde occidental qui constate qu'il a perdu son hégémonie sur le reste de la planète.

Il se nourrit aussi de l'« ordolibéralisme » de Berlin et de Bruxelles, cette lecture hémiplégique des traités européens.

La stabilité s'est transformée en austérité, jetant des milliers de gens dans la rue et des centaines de milliers dans la plus extrême pauvreté. Continuer comme ça est totalement suicidaire.

> « Il faut faire redescendre la gauche dans le peuple, car le PS donne l'impression de ne s'occuper que de lui-même »

Vous appelez à revoir les critères de Maastricht, vous contestez la règle du 3 % de déficit public au moment où Manuel Valls affirme au contraire s'y conformer. La gauche n'est-elle pas devenue complètement schizophrène ?

Pas du tout, nous sommes complémentaires. Le gouvernement respecte les traités, c'est bien le moins ! S'en émanciper provoquerait une crise qui ne résoudrait rien. Mais le PS doit se battre pour pousser une nouvelle majorité au Parlement qui les dépassera. Ce chiffre de 3 %, arrêté avant les années de crise, a perdu toute pertinence dans la situation actuelle.

Comment espérez-vous vous faire entendre après le désastre des élections municipales ?

Je pense que les Français ne se tromperont pas de colère. Le sujet de l'élection européenne n'est pas Paris, mais Bruxelles. Si la majorité devient progressiste au Parlement européen, alors le président de la Commission européenne sera progressiste. Les électeurs peuvent changer le cours de l'Europe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BASTIEN BONNEFOUS ET FRANÇOISE FRESSOZ

« Calmons-nous »

Comment expliquez-vous l'extrême tension qui se manifeste entre le PS et le gouvernement ?

Le traumatisme post-municipal a été très brutal. En outre, la fronde se nourrit de multiples facteurs, certains politiques, d'autres organisationnels. Les socialistes ont besoin que le gouvernement les écoute. Et ils veulent retrouver le sens de leur action.

De nombreux rendez-vous délicats sont prévus cette année : vote du collectif budgétaire cet été, vote du budget à l'automne, faut-il s'attendre à une fronde perpétuelle contre la politique économique ?

Le rôle du PS n'est pas d'être la courroie du gouvernement mais de peser pour la sortie de crise… Donc, à chaque étape, il faudra du dialogue mais du dialogue pour converger car nous sommes condamnés à réussir : si nous échouons, c'est le PS et la gauche qui seront remis en cause.

Plusieurs milliers de militants socialistes ont signé ces derniers jours un appel « pour une autre politique ». Comprenez-vous cette fronde ?

Ne commençons pas à nous envoyer des pétitions à la figure. C'est médiatiquement intéressant mais politiquement nuisible. Nous avons des instances, utilisons-les pour débattre.

Comptez-vous sanctionner les députés PS qui voteront contre ou s'abstiendront mardi 29 ? Demandez-vous leur exclusion ? Leur démission ?

Je ne veux pas brandir de menace mais j'insiste : personne n'a intérêt à s'enfermer dans une posture qui deviendrait une impasse. Si à chaque vote, des élus socialistes votent contre, on n'est plus dans une défiance plus ou moins organisée, mais dans une sécession. Or, personne n'avance d'arguments qui laisseraient présager l'envie d'un rapprochement avec Jean-Luc Mélenchon. Donc calmons-nous. Je suis persuadé que nous pouvons surmonter le trauma municipal et retrouver un certain plaisir d'être de gauche.

Quelle est votre ambition à la tête du PS ?

Lui redonner une identité lisible mais pas dans des débats académiques, dans un dialogue avec notre électorat, à travers les états généraux. Egalité réelle, liberté ordonnée, fraternité laïque. Dès qu'on identifiera le PS à ces trois questions, nos électeurs ne nous bouderont plus. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. BO. ET F. F.

Pour Copé, le plan d'économies n'est qu'« une illusion d'optique »

Le président de l'UMP, Jean-François Copé, voit *« une illusion d'optique »* dans le plan d'économies du gouvernement. *« On gère la pénurie au lieu de changer de modèle »*, accuse-t-il dans un entretien aux *Echos*, publié mardi 29 avril. *« Le gouvernement nous présente une potion magique »* qui *« n'aura pas d'effets positifs parce qu'elle porte un péché originel : elle est fondée sur du rationnement sans réforme »*, juge M. Copé. Selon lui, *« il faut d'urgence baisser les dépenses publiques et appliquer une politique de compétitivité. Cela exige une sortie des 35 heures »*. ■

« L'initiative Valls est une idée de division générale de la majorité de gauche »

Jean-Luc Mélenchon, le leader du Front de gauche, réagissait au plan d'économies de Manuel Valls, mardi 29 avril, sur France 2

Le Maire dénonce « un rendez-vous manqué »

Le député UMP Bruno Le Maire juge que le plan d'économies du premier ministre *« est un rendez-vous manqué »*. Il *« regrette »* que le gouvernement *« poursuive dans la voie du déni et serve une potion aussi amère que vaine à nos compatriotes »*.

Pour le PCF, « le patronat vit un rêve éveillé »

Olivier Dartigolles, porte-parole du Parti communiste, estime que *« le patronat vit un rêve éveillé, bien réel »* grâce à la politique de M. Valls. Selon lui, *« 40 milliards d'euros seront offerts aux entreprises, sans contre-partie, mais toujours rien pour le pouvoir d'achat du plus grand nombre »*.

Enseignement supérieur : la guerre secrète de deux clubs

Le groupe « Vernant » accuse le groupe « Marc Bloch » d'avoir verrouillé les postes-clés pour promouvoir une vision managériale de l'université

Récit

Tous les mois, ou presque, la cinquantaine d'abonnés à la liste de diffusion « Marc Bloch » reçoit son invitation avec un ordre du jour et un lieu de rendez-vous. Le nomadisme de ce collectif secret est un gage de discrétion. Ses membres se réunissent dans un foyer du Crous, une grande école ou une université. Le scénario est chaque fois le même : un exposé suivi d'un débat. Les problématiques évoquées vont de la formation continue aux compétences élargies des universités, en passant par le développement de l'apprentissage. Le seul week-end complet de travail qu'ils ont organisé a eu lieu à la faculté de médecine de Paris-Descartes.

« Je ne suis d'aucune faction et je sélectionne mes collaborateurs sur leurs compétences », assure Mme Fioraso

« En général, nous sommes une vingtaine, explique un membre sous couvert d'anonymat. *Notre club réunit des gens qui ont des responsabilités dans la gestion de l'enseignement supérieur et veulent penser les nécessaires évolutions. »*

Réfléchir ? Ce n'est pas ce que leur reproche le camp d'en face... Le tout aussi secret groupe « Jean-Pierre Vernant » – du nom d'un autre historien – les accuse de verrouiller tous les postes de décision pour imposer une vision monolithique et managériale de l'université. Certains, favorables à la loi sur l'autonomie de 2007, la « LRU », étaient déjà aux manettes sous la droite. Ils auraient ensuite été les architectes de la loi d'orientation de Geneviève Fioraso et se partageraient les places pour contrôler l'évolution de l'université.

« L'appartenance au groupe Marc Bloch de membres d'exécutifs resserrés ne fait plus mystère, lit-on dans une note de blog du 22 avril du groupe Vernant. *Pour ne prendre qu'un exemple, l'architecte de ces ComUE (les regroupements d'établissements) est Jean-Yves Mérindol, récemment parachuté à la tête de Sorbonne Paris-Cité. Ce regroupement comprend des établissements dirigés ou ayant été dirigés par les membres les plus influents de ce lobby : Vincent Berger (Paris-Diderot), Axel Kahn (Paris-Descartes) et Jean-Loup Salzmann (Paris-XIII - Nord). »* L'appartenance de ces derniers à « Marc Bloch » est confirmée par deux membres du groupe.

En fait, ces deux groupes se livrent une drôle de guerre. Aux attaques répétées des « Vernant », les « Bloch » opposent le silence. Leur blog n'est plus alimenté depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Même quand les hostilités ont monté d'un cran et que le groupe Vernant a relayé la pétition du 4 avril – signée par 11 000 universitaires mécontents de la politique menée par Geneviève Fioraso depuis 2012 –, ils n'ont pas bougé.

La secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur, qui ne nie pas l'existence du groupe – elle reçoit d'ailleurs certains de ses membres mardi 29 avril –, estime que, comme les pétitionnaires, les « Vernant » ne voulaient pas qu'elle fasse partie du gouvernement Valls. Quant à l'accusation d'avoir placé les « Bloch » à tous les postes-clés, Mme Fioraso *« refuse d'entrer dans ce débat médiocre »* et précise que certains de ses *« conseillers appartiennent à Terra Nova, à l'UNEF... ». « Pendant très peu de temps, j'ai eu dans mon cabinet quelqu'un appartenant, je crois, à "Marc Bloch". Aujourd'hui, il n'y a personne de ce groupe. Je ne suis d'aucune faction et je sélectionne mes collaborateurs sur leurs compétences »*, assure-t-elle, avant d'ajouter que *« la vie n'est pas un complot »*.

Laurent Bouvet, classé à gauche, qui n'appartient à aucun de ces deux groupes mais observe depuis son poste de professeur de sciences politiques à l'université Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines, estime que *« le groupe Marc Bloch a effectivement mis en place une stratégie d'influence qui a bien fonctionné »*. Si l'on reprend les mises en cause de « Vernant », on comprend le sens de l'accusation de *« noyautage »* : M. Berger est devenu conseiller de François Hollande. Après avoir occupé ce même poste, Jean-Yves Mérindol a pris la tête de Sorbonne Paris-Cité. M. Salzmann, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, est président de la Conférence des présidents d'université (CPU). Les réunions du groupe sont animées par Patrick Fridenson, de l'EHESS, lequel a été missionné en janvier par Mme Fioraso pour réfléchir à l'insertion des docteurs. Ce dernier, qui ne s'estime pas autorisé à parler pour le groupe, a fait savoir au *Monde* que *« ce qui est imputé au groupe Bloch est à mourir de rire »*. Un autre membre qui a accepté de répondre s'il n'était pas cité *« réfute cette idée de verrouillage des postes-clés ». « D'ailleurs, vous me citez des gens qui ont été élus et non nommés »*, ajoute-t-il.

Les « Bloch » ont-ils des postes stratégiques parce qu'ils font partie de ce groupe et qu'ils ont une vision « managériale » de l'université, comme le pensent les « Vernant » ? Ou, au contraire, parce qu'ils ont une réflexion plus aboutie sur l'avenir de l'Université ?

Ces liens entre les décideurs de l'Université française seront peut-être bientôt plus clairs. Le séminaire « Politiques des sciences » de l'EHESS, qui travaille sur l'émergence de nouveaux rapports sociaux dans l'Université, a en effet constitué une base de données de près de 5 000 noms pour *« observer les trajectoires des décideurs, comprendre où sont les vrais lieux de pouvoir, comment les gens circulent d'un groupe à un autre »*, explique Christian Topalov, directeur d'études. Pour le chercheur, l'origine de « Marc Bloch » est à chercher du côté de la Conférence des présidents d'université.



Une partie des opposants à la politique de Geneviève Fioraso se sont réunis, lundi 28 avril, à l'EHESS, à Paris. JULIEN MUGUET/IP3 POUR « LE MONDE »

De l'avis général, l'initiative de sa constitution revient à Jean-Loup Salzmann, président de Paris-XIII-Nord. Avec Vincent Berger (alors président de Paris-Diderot), Lionel Collet (Lyon-I - Claude-Bernard), Jean-Yves Mérindol (ENS Cachan) et quelques autres, ils décident de préparer le retour de la gauche, en 2011. *« Nos fonctions requéraient un droit de réserve que la signature "Marc Bloch" nous permettait de respecter »,* confie l'un d'eux.

La bataille entre les deux groupes met au jour deux conceptions antagonistes du supérieur

Au départ, le groupe s'appelait *« les 59 »*. Patrick Hetzel, aujourd'hui député UMP, se souvient de sa surprise, le 4 juillet 2011, à la lecture des *Echos*. *« Il y avait une tribune d'un mystérieux groupe Marc Bloch,* raconte celui qui, à l'époque, était directeur de l'enseignement supérieur. *Au conseil national de l'enseignement supérieur qui a suivi, chacun regardait son voisin en se demandant qui en faisait partie... Le groupe se disait composé de 59 présidents d'université, directeurs d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche et hauts fonctionnaires, cela faisait du monde. »* Deux noms émergent rapidement : Lionel Collet et Axel Kahn. L'Agence éducation et formation (AEF) les mentionne début 2012 comme porte-parole. Ils ne démentent pas, même si M. Kahn récuse aujourd'hui cette appartenance.

Les « Vernant », eux, sont *« 59 universitaires des établissements franciliens farouchement opposés aux projets de regroupements prévus en Ile-de-France »*. Ils se sont rassemblés en janvier 2014, dans un groupe baptisé « Collectif pour une université confédérale, réseau Abélard ». A l'origine, c'est *« un petit groupe d'une trentaine de personnes travaillant à Paris-Diderot, issu d'amitiés datant du mouvement de 2009 »,* dit l'un d'eux.

Ils sont préoccupés par la politique de rapprochement des universités menée par la ministre, notamment en Ile-de-France où ils sont en poste. Tous sont *« en faveur d'une confédération universitaire »* et non de fusions. Dans un premier temps, ils lancent une pétition que de nombreux universitaires franciliens signent. Le 9 février, ils tweetent leur premier message : *« Etre le grain de sable que les plus lourds engins, écrasant tout sur leur passage, ne réussissent pas à briser. »* La phrase est de Jean-Pierre Vernant. Le message est clair : la base contre l'élite. Les enseignants-chercheurs contre les manageurs. « Vernant », c'est l'anti-« Bloch ».

Cette opposition met au jour deux conceptions antagonistes de l'enseignement supérieur, preuve pour certains que la gauche française reste divisée sur le sujet. Elle peut aussi s'interpréter comme une résurgence de la ligne de front qui, en 2009, a opposé les universitaires – de base – et les présidents d'université. ■

Maryline Baumard

Au cœur de la fronde, les communautés d'universités

C'EST PEUT-ÊTRE son dernier combat. Et malgré sa *« fatigue »,* sa *« lassitude »* et une *« certaine résignation »* après un long tunnel de réformes, la communauté universitaire veut le mener jusqu'au bout. Lundi 28 avril, une partie des opposants à Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et la recherche, ont débattu pendant quatre heures d'un sujet brûlant pour les établissements : la création de communautés d'universités et d'établissements (Comue). L'un des objectifs de la loi votée en juillet 2013 est de simplifier l'organisation des établissements et de passer de 150 contrats à une trentaine. Pour ce faire, les universités peuvent fusionner, s'associer ou créer une Comue.

Le principe de l'association est plutôt prévu pour des regroupements de grande taille, comme à Strasbourg, ou pour de petits établissements relevant d'autres ministères. Dans tous les autres cas, le ministère estime que lorsque rien ne justifie que l'un des établissements membres joue le rôle de chef de file, la meilleure solution est celle de la Comue. D'ores et déjà, il a prévu que sur les vingt-sept ex-PRES (pôle de recherche et d'enseignement supérieur), dix-sept dont sept en Ile-de-France doivent évoluer en Comue d'ici juillet. Objectif : s'accorder sur l'offre de formation et pourquoi pas mutualiser les moyens dans les domaines numériques, international...

A la manœuvre pour dénoncer les Comue : le groupe Jean-Pierre-Vernant, qui regroupe une cinquantaine d'enseignants-chercheurs. Ce lobby défend avec vigueur le modèle de l'association pour la région Ile-de-France. Selon Bruno Andreotti, professeur à Paris-VII et membre de ce groupe, qui a animé une partie de la soirée, *« il ne s'agit rien moins que de placer l'ensemble des décisions importantes en matière de budget, de formation et de recherche hors de portée des universités proprement dites, de leurs personnels et de leurs étudiants, pour les remettre entre les mains d'une poignée de décideurs au sommet d'une nouvelle couche du millefeuille du supérieur »*. En cause aussi, le manque de démocratie de cette structure qui empêche tout contre-pouvoir. De fait, le scrutin direct pour désigner les représentants des établissements au conseil d'administration a été supprimé par un amendement adopté en catimini lors du vote de la loi sur l'agriculture. Toute représentation minoritaire est ainsi éliminée.

« Alors on disparaîtra »

Plus généralement, les enseignants-chercheurs dénoncent le « chantage » exercé par le ministère pour que les universités choisissent la Comue. Comme s'il n'y avait pas d'alternative. Comme à Paris-VIII par exemple, qui discute avec Paris-X-Nanterre. *« On nous dit : si on fait une association, il nous faut un chef de file et, dans ce cas, nous allons être mangés par Nanterre,* relate Jean-Louis Fournel, ancien président de Sauvons l'université et professeur à Paris-VIII. *Et si on ne fait pas de Comue, alors on disparaîtra car nous n'aurons pas d'argent du ministère... »* Partout, les opposants à cette nouvelle gouvernance, les enseignants-chercheurs tentent de mobiliser leurs collègues. Des assemblées générales sont prévues, des pétitions sont lancées.

« Le combat sur la Comue est le plus important, après on plie les gaules et on a perdu, lâche Jean-Pierre Fournel. *Il faut convaincre que si on laisse passer la Comue, on n'a plus qu'à aller cultiver son jardin. »* Pour un autre universitaire, si les Comue passent *« alors là, on sera vraiment fichu »*.

Sur ce sujet brûlant, il a été beaucoup question au cours de cette soirée du groupe Marc-Bloch, critiqué pour « truster » les postes-clés dans le supérieur. L'un des exemples de cette endogamie est illustré, selon eux, avec l'ex-PRES Sorbonne-Paris-Cité (qui regroupe notamment Paris-III, V, VII et XIII) présidé par Jean-Yves Mérindol, ex-conseiller enseignement supérieur de l'Elysée, et remplacé à ce poste par Vincent Berger, ex-président de Paris-VII. Sans compter Jean-Loup Salzmann, président de Paris-XIII et de la Conférence des présidents d'université et l'un des initiateurs de ce groupe. ■

Nathalie Brafman

Geneviève Fioraso, une secrétaire d'Etat menacée ?

GENEVIÈVE FIORASO fait-elle courir un risque politique à François Hollande ? La secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur concentre la colère de 11 000 pétitionnaires. Elle a beau arguer *« qu'il n'y a pas que des enseignants-chercheurs parmi eux* [que] *beaucoup de retraités ont signé »*, les faits sont là, renforcés par la violence de commentaires déposés sur le site de la pétition « Pour un réel changement à l'université et dans la recherche ». Lasse des réformes incessantes, la communauté universitaire estime que l'Etat lui demande l'impossible – former les étudiants les moins préparés à l'enseignement supérieur – sans lui en donner les moyens.

Quand le président a choisi de reconduire Mme Fioraso, il savait tout cela. Mais il fallait une femme, une femme prête à troquer son maroquin de ministre contre un titre de secrétaire d'Etat et, surtout, à poursuivre la même politique : il n'était pas question de revenir sur l'autonomie instaurée en 2007 et remaniée en 2013.

Quelques réformes

C'est sans doute ce qui a empêché Isabelle This Saint-Jean, dont le nom circulait, de reprendre le bail de la rue Descartes. L'universitaire reste marquée par son rôle dans la mobilisation des enseignants-chercheurs de 2009. Du reste, le bilan de Mme Fioraso pouvait rassurer M. Hollande. En deux ans, elle a réussi à mener quelques réformes, certes modestes, sans jeter la foule dans la rue.

Le vent tournerait-il ? Pascale Laborier et Marie-Laure Basilien, les deux universitaires qui ont écrit le texte de la pétition début avril font vivre l'opposition (une page Facebook créée, bientôt un site Web, un événement peut-être en juin). Les réseaux qui, en 2009, s'étaient mobilisés, en vain, contre la réforme du statut d'enseignant-chercheur reprennent contact. Mais le vrai risque est ailleurs.

Comme toujours, le pouvoir craint de voir les étudiants descendre dans la rue. Leur manque d'enthousiasme à soutenir leurs professeurs, en 2009, avait joué un grand rôle dans l'issue du conflit. Or, Mme Fioraso surveille l'humeur étudiante comme le lait sur le feu. Elle les consulte, les ménage. La nomination de Benoît Hamon à la tête du grand ministère apparaît comme une garantie supplémentaire pour l'UNEF. Le ministre exerce une certaine influence sur les anciens du syndicat étudiant. Il a en outre prouvé, durant l'affaire Leonarda, qu'il savait parler aux associations de jeunesse. A peine arrivé, il précisait aux étudiants qu'il n'augmenterait pas les droits d'inscription... Un parti pris qui diminue d'autant le « risque Fioraso ». ■

Benoît Floc'h

Banlieues : Mme Vallaud-Belkacem affiche son ambition, sans nouveaux projets

La ministre veut convaincre que la politique de la ville ne sera pas délaissée

Une lettre adressée aux préfets et aux maires, un déplacement à Amiens-Nord, une infographie colorée envoyée à la presse : Najat Vallaud-Belkacem a sorti, lundi 28 avril, toute une panoplie d'outils de communication pour montrer que *« les quartiers »* restent une priorité du gouvernement. Et seront au cœur de son ministère multifonctions.

Depuis sa nomination, le 2 avril, avec un portefeuille couvrant à la fois la jeunesse, les femmes, le sport et les banlieues, la ministre a fort à faire pour convaincre que la politique de la ville ne sera pas oubliée. La disparition d'un ministère de plein exercice a laissé un goût amer aux acteurs des quartiers. Depuis un an, son prédécesseur, François Lamy, s'était beaucoup affairé pour mettre en musique la promesse de François Hollande de ne pas oublier les territoires relégués. Mme Vallaud-Belkacem s'est donc démenée pour atténuer cette impression.


Najat Vallaud-Belkacem avec des habitants d'Amiens-Nord, lundi 28 avril. FRED HASLIN/MAXPPP

Au vu de la *« feuille de route »* exposée lundi, elle se met fidèlement dans les pas de M. Lamy. Quatre priorités sont réaffichées dans son courrier du 25 avril : la nouvelle géographie prioritaire, la poursuite des programmes de rénovation urbaine, la participation des habitants et la création d'emplois.

Sans surprise, la ministre reprend les grands principes de la loi sur la ville du 21 février : les crédits sont reconcentrés sur 1 300 quartiers prioritaires, définis à partir du seul critère de pauvreté. Mme Vallaud-Belkacem réédite les mêmes arguments pour justifier le resserrement de la géographie prioritaire : *« Mieux concertée et mieux coordonnée, elle sera plus ciblée et plus efficace »*, écrit-elle aux maires. Les villes sont appelées à mettre au point des contrats de ville pour définir, au côté de l'Etat, les actions en faveur des quartiers prioritaires.

Comme prévu, le décret précisant les règles de définition des territoires prioritaires a attendu la fin de la période des municipales pour être présenté au Conseil d'Etat. La liste définitive ne sera, elle, connue qu'*« à l'automne »* : les préfets doivent d'abord discuter avec les maires des contours précis des quartiers retenus…

La rénovation urbaine, véritable manne de la politique de la ville, est poursuivie avec les 5 milliards annoncés lors du vote de sa loi. L'Agence nationale pour la rénovation urbaine pilote le nouveau programme national annoncé pour 200 quartiers *« présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants »*. Là encore, les mots sont ceux utilisés par M. Lamy mais sans plus de précision sur les critères permettant d'évaluer ces *« dysfonctionnements »*.

Réduire les écarts

L'emploi dans les quartiers avait été décrété priorité numéro un. Il l'est toujours. C'est sur ce dossier que la ministre veut *« mettre le paquet »*, explique son cabinet. Elle entend consacrer *« une enveloppe de 600 millions d'euros pour lever des investissements privés et co-investir dans des projets »,* précise-t-elle dans son courrier. En rappelant que 18 points séparent le niveau d'emploi dans les zones urbaines sensibles et le reste du territoire, Mme Vallaud-Belkacem se fixe l'objectif ambitieux de réduire de moitié cet écart *« dans un délai de cinq ans »*.

Les moyens annoncés ne sont pourtant, là encore, pas nouveaux : c'est la Caisse des dépôts et consignations et la Banque publique d'investissement qui sont appelées à épauler les projets de créations d'entreprises dans les quartiers. Les emplois jeunes sont toujours censés privilégier les jeunes des ZUS mais ils peinent à trouver leur essor : faute d'employeurs, seuls 18 % y ont été affectés. Un coup de pouce est prévu avec les « programmes d'investissement d'avenir » à hauteur de 250 millions d'euros.

Enfin, la ministre n'a pas manqué de souligner l'importance de la participation des habitants, rappelant la création à venir de « conseils citoyens » associés à l'élaboration des contrats de ville qui doivent mobiliser élus et administrations sur les quartiers prioritaires. Elle dit aussi souhaiter l'expérimentation des budgets participatifs qui permettent aux citoyens de décider de petites parties des budgets locaux, oubliant qu'elles ont déjà cours dans plusieurs villes.

La vraie seule nouveauté de la « feuille de route » de Mme Vallaud-Belkacem réside dans un point soulevé à la fin de sa missive aux maires : les discriminations à l'embauche. La ministre souhaite la mise en place d'actions collectives ou « class-actions » en lien avec les syndicats, un outil efficace pour lutter contre ce fléau qui handicape les habitants des quartiers populaires. Le projet devrait être discuté lors de la conférence sociale prévue début juillet. ■

Sylvia Zappi

Rassurée sur la PMA, La Manif pour tous « reste en alerte » sur les questions de genre

Laurence Rossignol a reçu les opposants à la loi sur le mariage pour tous

A peine installée au secrétariat d'Etat à la famille, Laurence Rossignol avait souhaité *« le dialogue et l'apaisement »* avec les opposants à la loi Taubira. C'est chose faite. Lundi 28 avril, les représentants de La Manif pour tous, fer de lance de la contestation contre le mariage gay, et ceux de L'Avenir pour tous, issu des dissidences au sein des manifestants, ont été reçus par la secrétaire d'Etat, dans le cadre de ses rencontres avec les associations familiales. Ils en sont sortis plutôt *« rassurés »* sur les projets du gouvernement en matière de politique familiale et ravis d'être *« enfin entendus »*.

La secrétaire d'Etat leur a *« solennellement »* assuré que *« le gouvernement s'opposerait à tout amendement sur la procréation médicalement assistée pour les couples homosexuels ou sur la gestation pour autrui »*. Une garantie dont se réjouit Ludovine de La Rochère, présidente de La Manif pour tous, mais qui a suscité la colère des associations de défense des droits des homosexuels. *« Logiquement, il faudrait maintenant que le Comité national d'éthique soit dessaisi de cette question »,* poursuit Mme de La Rochère. Une hypothèse que ne prévoit pas le gouvernement. Mme Rossignol avait prévenu : *« Rencontrer La Manif ne veut pas dire me soumettre à leur point de vue. »*

Côté gouvernement, la volonté de calmer le jeu est néanmoins évidente. L'opération déminage avait pris un nouveau tour à Rome, dimanche. En marge de la canonisation de Jean Paul II et Jean XXIII, à laquelle assistaient des milliers de catholiques français, le premier ministre, Manuel Valls, avait plaidé pour *« l'apaisement et le rassemblement »* sur *« toute une série de débats »,* notamment *« la fin de vie et la PMA-GPA »*. *« On ne peut pas à la fois dire qu'on écoute le message lancé par les électeurs* [aux municipales] *et dire "on y va, on continue" »*. Quelques heures plus tard, Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, avait renchéri : *« La PMA n'est pas une question qui aujourd'hui est sur la table. »*

« Plus rien de contestable »

« Sur le fond, il n'y a plus rien de contestable dans la proposition de loi APIE [sur l'autorité parentale et l'intérêt de l'enfant, qui sera discutée courant mai] », estime donc Frigide Barjot, de L'Avenir pour tous. La Manif pour tous juge aussi *« positif »* le maintien du lien parents-enfant dans ce texte. Mais ces mouvements, qui dénonçaient récemment la *« familiphobie »* du gouvernement, regrettent qu'il ne mette pas l'accent sur la *« prévention des séparations et divorces ou la préparation au mariage civil »*. Mme Rossignol a assuré que *« les objectifs de la loi pourraient être précisés et améliorés au cours du débat parlementaire »*.

De profondes divergences demeurent sur le mariage pour tous. L'Avenir pour tous reste opposé au volet adoption de la loi, un *« bouleversement du concept de filiation »*. La Manif pour tous, elle, ne désespère pas de voir la loi *« abrogée »*. Elle s'inquiète aussi de la circulaire Taubira, censée permettre la délivrance d'un certificat de nationalité française aux enfants nés par GPA à l'étranger. Et *« reste en alerte »* sur la question du genre. Elle compte bien être reçue par le ministre de l'éducation, Benoît Hamon, pour lui dire tout le mal qu'elle pense des « ABCD de l'égalité », programme de lutte contre les stéréotypes, qui, selon ses opposants, nie *« la réalité de la différence des sexes »*. ■

Stéphanie Le Bars

HÔPITAL

La rémunération des médecins intérimaires sera plafonnée

Marisol Touraine, a annoncé, lundi 28 avril, que les rémunérations des médecins employés à titre temporaire par les hôpitaux allaient être plafonnées. Pour la ministre des affaires sociales, qui s'exprimait dans une tribune publiée sur Le Huffington Post, ces intérimaires *« se comportent parfois comme de véritables mercenaires »*. Le phénomène représente un surcoût de 500 millions d'euros chaque année et concerne environ 6 000 médecins. Selon un rapport du député socialiste Olivier Véran, un médecin intérimaire touche en moyenne de 600 euros à 800 euros net pour une journée de travail, contre 260 euros pour un collègue titulaire. ■

Santé Selon une étude, des traces de pesticides ont été détectées dans les cheveux des enfants

De nombreuses traces de pesticides perturbateurs endocriniens ont été trouvées dans les cheveux d'enfants vivant en zone agricole. C'est ce qu'indiquent des analyses réalisées sur 30 écoliers de 3 à 10 ans par un laboratoire indépendant, pour l'association Générations futures. 21,52 résidus de pesticides perturbateurs ont été retrouvés en moyenne par enfant. Au total, treize substances interdites dans l'agriculture ont été détectées. – *(AFP.)*

Justice « Minute » comparaîtra devant le tribunal pour avoir comparé Christiane Taubira à un singe

Le parquet de Paris a cité à comparaître *Minute* devant le tribunal correctionnel pour injure à caractère racial. L'hebdomadaire d'extrême droite avait, sur sa « une » du 13 novembre 2013, comparé la garde des sceaux, Christiane Taubira, à un singe : *« Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane. »* Le directeur de la publication, Jean-Marie Molitor, estime que *« la satire n'est pas un délit »*. La date du procès sera fixée ultérieurement. – *(AFP.)*

Education En 2012-2013, la moitié des directeurs d'école auraient été agressés par des parents

La moitié des directeurs d'écoles maternelles et élémentaires auraient été agressés, verbalement ou physiquement, par des parents d'élèves pendant l'année scolaire 2012-2013. C'est ce qu'indique une enquête réalisée pour l'Observatoire international de la violence à l'école, publiée dans *Le Parisien* du 29 avril. Le questionnaire, envoyé à 4 000 directeurs, montre que le premier motif de conflit est lié aux punitions et aux sanctions.

Politique Rama Yade et Laurent Hénart candidats à la présidence du Parti radical

Rama Yade, vice-présidente du Parti radical et conseillère régionale d'Ile-de-France, est candidate à la succession de Jean-Louis Borloo à la présidence du parti. Elle devrait affronter en juin Laurent Hénart, secrétaire général du parti, député et maire de Nancy.

Le Monde
Mercredi 30 avril 2014

■■■ EXCELLENT ■■□ À VOIR ■□□ POURQUOI PAS □□□ ON PEUT ÉVITER

L'animation au pouvoir à la Gaîté-Lyrique

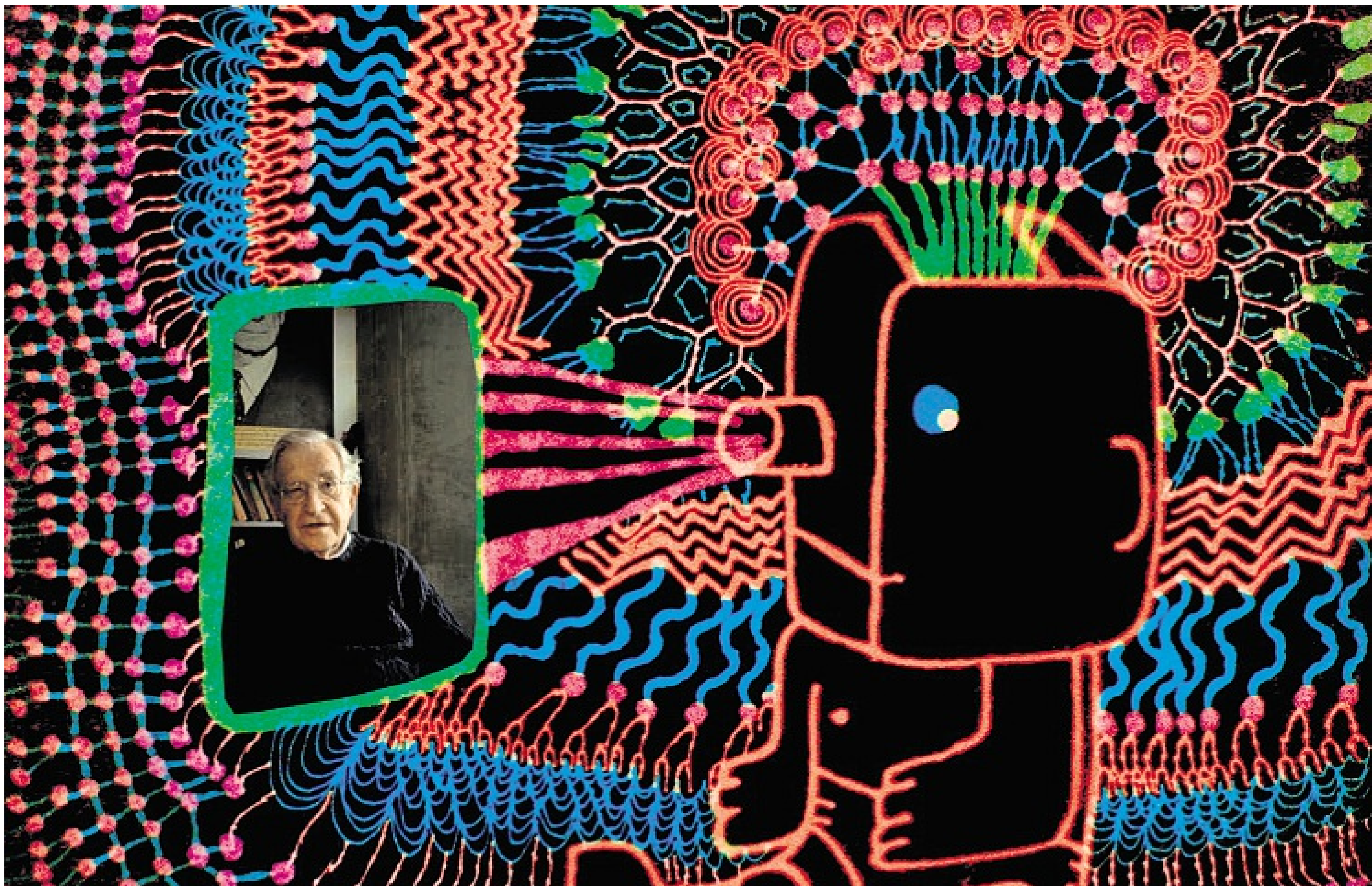
Le réalisateur Michel Gondry, auteur d' un « documentaire animé », commente l'exposition qui vient d'ouvrir à Paris

Exposition

Depuis le 24 avril, les visiteurs franchissant les portes de la Gaîté-Lyrique à Paris se voient ouvrir l'accès à un autre monde. « Motion Factory », nouvelle exposition de cette institution spécialisée dans les cultures numériques, fait passer ses visiteurs dans les coulisses du cinéma d'animation, à travers un parcours riche et varié construit autour d'une vingtaine de réalisateurs contemporains : Kyle Bean, Jamie Caliri, le duo Pic Pic André...

Bénéficiant d'une scénographie légère et élégante, qui s'inspire des planches de travail utilisées par les animateurs, l'exposition se scinde au sous-sol en un parcours binaire : à gauche, une longue enfilade d'écrans diffusant des courts métrages. A droite, des couloirs de bois clairs où sont punaisés croquis, extraits de story-boards, photos, au-dessus d'autres écrans montrant le making of des films et de petites vitrines abritant le trésor de « Motion Factory » : marionnettes, décors et accessoires échappés à la poubelle à laquelle ils sont destinés d'ordinaire, faute de place.

Le réalisateur Michel Gondry était invité à présenter dans le cadre de l'exposition son dernier long-métrage, *Conversation animée avec Noam Chomsky*, un film qui illustre en dessins animés les propos du linguiste américain. Il commente l'exposition : *« J'aime bien voir les objets en mouvement et les objets inertes côte à côte, comme si les acteurs d'un film étaient assis devant l'écran. C'est le principe même de l'animation : des images fixes qui par un effet de succession créent une impression de mouvement dans le cerveau. Ça m'émerveille chaque fois que je l'observe ou que j'en fais. »*



Le long-métrage de Michel Gondry illustre les propos du linguiste américain Noam Chomsky (en photo) avec des dessins animés. DR

Sensible dès le début de *Conversation animée*, lorsque le cinéaste se représente couvrant frénétiquement de dessins les feuilles qui serviront à animer la séquence, cet « émerveillement » s'enracine dans la matière. Et c'est dans ce sens que l'exposition prétend nous offrir *« les ficelles du monde animé »*. Chaque artiste y est présenté à travers deux caractéristiques de son travail : ses *« matériaux récurrents »* et ses *« techniques récurrentes »*. Morceaux de sucre, stylo à bille et fils de laine prisés par Emma De Swaef et Marc James Roels y côtoient le plastazote LD45 de Mikey Please et l'imprimante 3D. Le *stop motion* travaille de conserve avec la prise de vue réelle et les techniques les plus récentes de l'infographie.

S'il marie parfois prise de vue réelle et animation, Michel Gondry reste méfiant vis-à-vis de la première, plus manipulatrice selon lui car semblable au monde. Le réalisateur juge paradoxalement l'animation plus fidèle à la réalité et désigne son film comme « documentaire animé ». *« Cela reste une conversation spontanée. J'ai utilisé les prises de son comme des prises de vue, dont l'animation m'a permis d'illustrer les concepts scientifiques et de donner mon interprétation. L'idée de "documentaire animé" est venue comme une provocation, mais je l'ai trouvée naturelle. L'intérêt de l'animation, c'est ce qu'elle a de clairement subjectif. On ne regarde pas quelque chose qui prétend être la réalité. »*

Au sous-sol, les visiteurs sont invités à expérimenter ce rapport singulier à la réalité dans la Kino-Factory, studio d'animation participatif où se tourne désormais, jusqu'à la fin de l'exposition, un film. Chacun peut créer, coller, faire bouger, photographier. Mais quand bien même il n'aurait posé qu'un arbre miniature sur le gazon, le visiteur aurait tort d'ignorer l'importance de son geste. La plus grande poésie et même la plus grande vérité de l'animation se cachent dans les plus petits détails.

> Dans la Kino-Factory, studio d'animation participatif, se tourne un film. Chacun est invité à coller, bouger, photographier

Michel Gondry raconte : *« Je me souviens d'une publicité Bic dans les années 1960. Un petit garçon marchait, et on voyait que par la manipulation les cheveux bougeaient un peu, de manière aléatoire, et cela donnait vraiment l'impression du vent... »* Pour le réalisateur, *« on retrouve des choses semblables dans* Fantastic Mr. Fox, *de Wes Anderson, où le côté "fait main" se sent dans cette manière qu'ont les poils du renard de bouger dans tous les sens. L'effet n'est pas entièrement contrôlé, il y a une vibration due à l'accumulation de la manipulation et des images... Une sorte de désorganisation du détail qui est comme la vie. »* ■

Noémie Luciani

Motion Factory – Les ficelles du monde animé
La Gaîté-Lyrique, 3 bis, rue Papin, Paris 3e. De 14 heures à 20 heures du mardi au samedi et de 12 heures à 18 heures le dimanche.
Tél. : 01-53-01-52-00.
Jusqu'au 10 août.

Noam Chomsky et Michel Gondry dans la comédie du langage

Conversation animée avec Noam Chomsky

■■□

Et pourquoi pas une comédie musicale pour illustrer l'œuvre du théoricien et critique Edward Saïd ? C'est le genre de question ironique qui vient au mauvais esprit en prenant connaissance de l'argument de *Conversation animée avec Noam Chomsky,* le nouveau film de Michel Gondry : un dessin animé sur le philosophe Noam Chomsky. A la sortie de la projection, la question se pose sur un autre mode. Et pourquoi pas plutôt une comédie musicale à partir de *L'Orientalisme,* livre majeur de Saïd ? Cette rencontre entre le linguiste et militant américain et le cinéaste et bricoleur français porte ses fruits, en pensée et en images : elle devrait faire école.

Michel Gondry, qui partage son temps entre la France et les Etats-Unis, a d'abord été frappé par la position politique de Chomsky, contempteur inflexible de l'impérialisme américain, défenseur tout aussi inflexible de la liberté d'expression, y compris lorsqu'elle s'applique à des opinions ailleurs condamnables par la justice. Plus tard, l'auteur de *Soyez sympa, rembobinez* s'est aussi intéressé au scientifique, fondateur de la linguistique générative. C'est au savant que Michel Gondry s'est surtout intéressé.

Conversation animée avec Noam Chomsky est le produit de trois heures d'entretiens au long desquelles le réalisateur a tenté de comprendre les fondements de la théorie du langage selon Noam Chomsky. Au début du film, Gondry établit les règles du jeu, dévoile les conditions de captation des paroles du savant (analogiques, entre autres) et explique son parti pris de les illustrer par des séquences animées réalisées en solitaire. Pendant qu'il dirigeait la très lourde, très onéreuse et très délicate post-production du *Frelon vert,* un gros film réalisé pour la Columbia, le cinéaste se détendait, le soir, chez lui, en illustrant les propos de Noam Chomsky. On ne peut imaginer contradiction plus spectaculaire.

Séduisant

Le film issu de ces soirées de détente l'est beaucoup moins. Gondry s'est d'abord attaché à ouvrir quelques portes aux ignorants, qui auront ainsi une idée sommaire de la pensée de Chomsky avec, en supplément d'âme, un aperçu de sa personnalité dont il défend jalousement l'intimité. Ce rejeton d'une famille d'immigrés juifs a grandi à Philadelphie et l'on retrouve dans les quelques détails sur son enfance un peu de l'univers de certains romans de Philip Roth. Le linguiste évoque aussi le prix qu'il a payé pour son militantisme, particulièrement pendant la guerre du Vietnam.

Les prises de position politiques sont évoquées en passant. C'est assez pour que Chomsky expose l'une des positions qui l'ont rendu intolérable pour beaucoup, affirmant que les conditions de vie des détenus des camps nazis n'ont pas été immédiatement améliorées à l'arrivée des Alliés.

L'essentiel du film est consacré aux fondements de la linguistique générative qui a fourni son titre au film. Pour caricaturer maladroitement une thèse complexe, la linguistique générative veut que certains processus du langage soient communs à l'humanité entière. Ainsi le passage à la forme interrogative d'une phrase comme *« le grand homme est heureux »* se fait sans apprentissage. *« The tall man is happy »* devient *« Is the man who is tall happy ? »* (Est ce que l'homme qui est grand est heureux ?) dans toutes les langues.

De l'aveu même du réalisateur, il lui a fallu visionner à plusieurs reprises cette séquence pour s'assurer qu'il avait assimilé le concept. On fera ici sien cet aveu. Ce qui ne fait pas de Michel Gondry ou de ses spectateurs des linguistes aguerris. Simplement, le réalisateur partage le privilège d'être en contact avec l'un des esprits majeurs de l'époque. Le contraste entre l'enthousiasme un peu narcissique du cinéaste et l'impavidité du linguiste donne au film une dimension comique qui achève de le rendre tout à fait séduisant. Un adjectif qui n'a pas dû être employé fréquemment dans un texte consacré à Noam Chomsky. ■

Thomas Sotinel

Film d'animation français de Michel Gondry (1 h 25).



John Vijay est Lankan, un détective privé engagé par les « méchants » pour retrouver la petite fille. DR

Un thriller tamoul mêlant kitsch et suspense

L'odyssée d'une gamine et d'une prostituée, traquées par un souteneur, est filmée par le cinéaste Balaji K. Kumar qui joue avec les genres

Avant l'aube

On sort, après les deux heures de projection d'*Avant l'aube*, avec le sentiment d'avoir vécu une expérience un peu bizarre, d'avoir été plongé dans un bain de cinéma particulièrement hétérogène, d'avoir vu un film qui ne se souciait pas de coller à une catégorie familière. Mais plutôt de mélanger ambiances et sensations, genres et émotions, sans se préoccuper de ce qui se rapprocherait de ce que l'on appelle le bon goût. Sans doute faut-il rattacher cela à une relative méconnaissance de ce qui fait la féconde, mais peu connue en France, cinématographie tamoule.

L'hétérogénéité du film doit peut-être aussi au parcours de son réalisateur, Balaji K. Kumar, diplômé de l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), et expert, dit-on, en réalisation et conception de films publicitaires. *Avant l'aube* relève d'une sorte de *« world cinema »* impur.

Une jeune femme au visage marbré de coups et une fillette s'enfuient dans la nuit. Elles sautent dans un train en partance pour Bombay. Un homme, présenté comme un souteneur, les traque, lui-même sommé par un gangster de retrouver les fuyardes, sous peine de subir divers sévices.

Une fin outrancière

L'odyssée des deux échappées est entrecoupée de retours en arrière, amenant le spectateur à comprendre les origines de la situation. Rekha, la jeune femme, est une prostituée contrainte d'emmener une petite fille, Nandhini, chez un riche chef de gang amateur de « viande » très fraîche. Refusant de céder à l'homme, les deux femmes tuent celui-ci par accident et prennent la fuite. Elles sont poursuivies et par le maquereau de Rekha et par le fils du patriarche pédophile flanqué de ses hommes de main.

Avant l'aube fonctionne ainsi sur un suspense classique (vont-elles échapper à leurs poursuivants ?) tout autant que sur la description de la relation qui va unir, durant leur périple, la prostituée et l'enfant. C'est cette dimension qui constitue la meilleure part du film. Le rapport qui s'installe entre les fugitives, la femme meurtrie et la chipie, mêlé d'affection et d'agressivité, apparaît d'une solide densité, porté par la qualité de l'interprétation, et joue habilement de l'empathie et de l'agacement du spectateur.

Cette manière de donner chair et esprit à ces deux personnages de mélodrame contraste avec l'artifice quasi permanent du spectacle. Un artifice construit à coups de typages, de clichés et d'effets numériques qui, régulièrement, font perdre tout contact avec un quelconque réalisme. La dernière partie du film, à la fois cauchemardesque et outrancière, achèvera de convaincre le spectateur, pour peu qu'il apprécie cette agrégation de kitsch et de suspense, de pathos et de démesure gore. ■

Jean-François Rauger

Film indien (de langue tamoule) de Balaji K. Kumar. Avec Pooja Umashankar, Malavika Manikuttan, Vinoth Kishan, John Vijay (2 h 08).

Balaji K. Kumar : « Le cinéma parle la même langue dans le monde entier »

NÉ À CHENNAI, dans le sud de l'Inde, Balaji K. Kumar se présente aujourd'hui en citoyen américain. C'est aux Etats-Unis qu'il a appris le cinéma, et en anglais qu'il a tourné son premier long-métrage, un conte noir, *9 Lives of Mara*, suivant un jeune garçon aux prises avec une belle-mère démoniaque. *Avant l'aube*, produit à Kodambakkam, quartier de Chennai, est le premier film tamoul « kollywoodien » (terme créé en combinant les noms de Kodambakkam et de Hollywood, par opposition aux films « bollywoodiens » produits à Bombay) de Balaji. K. Kumar.

Pourquoi avez-vous choisi de tourner en Inde ?

J'avais envie de comprendre comment les gens vivent et pensent là-bas. Mais, si on m'avait donné l'occasion de tourner un film français, j'aurais accepté aussi ! Je me serais installé en France pour un an ou deux, plongé dans la culture, j'aurais appris un peu la langue, sans avoir à l'écrire. Je suis tout aussi incapable d'écrire en tamoul ! J'ai écrit mon film en anglais, puis l'ai fait traduire. Le cinéma parle la même langue dans le monde entier, c'est la manière de travailler qui change.

Comment passe-t-on d'Hollywood à Kollywood ?

Les méthodes de travail indiennes sont très différentes. Au début, j'ai pensé m'adapter à elles, puis j'ai changé d'avis. Producteur, chef opérateur, monteur, costumière, actrice (pour la petite fille) : j'ai décidé de ne travailler qu'avec des débutants, pour qu'eux s'adaptent à mes méthodes ! Pendant un an, j'ai fait le professeur. Je leur ai appris ce que je voulais sur le plan administratif, comment s'organiser, comment filmer, comment passer du développement à la production, de la production à la postproduction... Ils continuent de travailler selon ces méthodes aujourd'hui, et les apprennent à d'autres. Les nouvelles générations les appliqueront. Je ne dis pas que la manière hollywoodienne est la meilleure, mais tout y est systématisé : c'est le divertissement adapté au monde réel.

Est-il facile aujourd'hui de faire un film si différent de l'esthétique traditionnelle à Kollywood, surtout avec un sujet pareil ?

C'est très difficile. Je dois tout à mon producteur. Il a vu mon travail, et m'a dit : *« Fais ce que tu veux. Même si je dois y perdre tout mon investissement, vas-y. »* Il faut être un génie ou un fou pour dire cela, peut-être les deux ! C'est un audacieux. Par exemple, il a montré le film aux critiques une semaine avant la sortie, ce qui ne se fait jamais en Inde : les producteurs ont bien trop peur de leur regard...

Comment le film a-t-il été reçu là-bas ?

Très bien. Les critiques nous ont soutenus, ils y ont vu quelque chose d'un genre nouveau.

Et le public ? Etait-il prêt pour ce genre nouveau ?

Bien sûr, le public est toujours en attente de nouveauté ! Ce sont les gardiens de l'institution qui font obstacle. La plupart des films produits aujourd'hui en Inde sont des films traditionnels, avec chants et danses. Pourtant, dans les cinémas, les gens sortent pendant les séquences musicales. Ils cessent même d'aller au cinéma : ils téléchargent, et à chaque chanson ils appuient sur « avance rapide »... De temps en temps il y a une bonne chanson, et ils la regardent. Mais 90 % des chansons sont mauvaises. ■

Propos recueillis par Noémie Luciani

Quatre jours dans la vie d'une femme, hors du temps

Kate Winslet incarne avec une économie d'effets remarquable une mère dépressive qui, prise en otage, redécouvre la passion

Last Days of Summer

Adaptant le roman de Joyce Maynard *Long Week-End,* publié en 2009, Jason Reitman ajoute un mélodrame à son panthéon de comédies amères. On se souvient de *Juno*, son plus gros succès, ou encore d' *In the Air* avec George Clooney. Sa stature d'auteur « honnête », sans plus, jetait un a priori mitigé sur cette production, de nature à faire se pâmer un public épris d'histoires à l'eau de rose. Mais ses émotions délicates, sa tonalité mélancolique et ses comédiens donnent à cette romance un supplément d'âme.

L'histoire est celle d'Adèle, une mère de famille fragile qui ne s'est jamais remise de son divorce. Elle vit avec son fils Henry, un adolescent devenu, par la force des choses, l'homme de la maison. Agoraphobe et dépressive, Adèle s'est coupée du monde extérieur. Or, un beau jour d'été, elle doit se faire violence pour aller acheter des vêtements à son fils. Dans le magasin, tous deux croisent Frank, un détenu en cavale qui les prend en otage et se cache chez eux. De la peur à l'empathie, leurs relations vont prendre un tour inattendu.

L'intrigue s'étire sur quatre jours, baignés d'une chaleur écrasante. Un huis clos s'installe dans cette touffeur qui a pour décor la maison familiale. Son aspect intérieur comme extérieur reflète le délabrement psychologique d'Adèle. Cette demeure est une enclave, un lieu hors du monde et du temps qui abrite trois individus dans une situation d'enfermement. Henry est prisonnier de la relation fusionnelle qu'il entretient avec sa mère, à l'âge où on commence à s'intéresser aux filles. Phobique, Adèle vit quant à elle comme une recluse depuis des années. C'est Frank qui va leur permettre d'ouvrir leur univers. Adèle trouve en lui une reconnaissance.

> Un huis clos s'installe dans la maison familiale sous une chaleur écrasante

Leurs blessures communes scellent une passion inattendue. Mais l'extérieur se rappelle à eux, à travers une série de menaces de plus en plus rapprochées. Le temps du bonheur sera fugace, le cocon se fissurant à mesure que la réalité rattrape cette « famille » constituée par les contingences.

La mise en scène n'a malheureusement pas toujours la même subtilité que les sentiments des personnages. La tragédie personnelle d' Henry, condamné pour meurtre, se dévoile à travers une série de flashbacks ripolinés. Celle d'Adèle n'échappe pas à ce même goût du surlignage. La scène fondatrice (du moins présentée comme telle) de la préparation d'une tourte aux pêches a, quant à elle, la même sensualité balourde que la fameuse scène de poterie dans *Ghost*.

Mais la maestria des acteurs corrige ce travers. Josh Brolin compose un taulard en fuite tout en fêlures. Dans le rôle du jeune Henry, Gattlin Griffith (vu dans *L'Echange,* de Clint Eastwood) assoit sa réputation de jeune talent.

Mais la grâce de *Last Days of Summer* se loge tout entière dans la prestation de Kate Winslet, qui confirme qu'elle est l'une des comédiennes les plus passionnantes à observer. Il n'est pas un rôle pour lequel elle n'invente une gestuelle ou n'adapte sa diction. Une actrice a rarementautant incarné ses personnages, avec une telle économie dans les effets mais avec une intensité étourdissante. Ici, un léger souffle précède la formation de ses mots, comme si Adèle s'excusait de parler, un tremblement de la main préfigure la perte de contrôle, un froncement de sourcils traduit la difficulté du personnage à sortir de la prison qu'elle a érigée entre elle et le monde. Le beau regard las de l'actrice accompagne ce film sur la fatigue et le renoncement que rompt, un temps, la fulgurance de la passion. ■

Sandrine Marques

Film américain de Jason Reitman. Avec Kate Winslet, Josh Brolin, Gattlin Griffith, Tobey Maguire (1 h 51).

Tye Sheridan, l'enfant chéri des cinéastes

Révélé par Terrence Malick , le jeune acteur brille dans « Joe », de David Gordon Green

Rencontre

Il a la bouille espiègle des gamins qui s'amusent d'une bagatelle. En cet été 2013, sur la terrasse de l'hôtel Excelsior, à Venise, Tye Sheridan porte une cravate, et l'homonymie entre son prénom et l'étoffe qu'il a nouée autour du cou – « tie » en anglais – le fait rire aux éclats. Alors âgé de 16 ans à peine, il est sur la lagune pour présenter *Joe*, de David Gordon Green, sélectionné à la Mostra, qui lui vaudra le prix Marcello-Mastroianni du meilleur acteur débutant.

Mais, débutant, il ne l'est plus depuis belle lurette. Dans les pattes, il a déjà une Palme d'or, *The Tree of Life* (2012), de Terrence Malick, et *Mud* (2013), de Jeff Nichols, qui a ravi la critique et le public partout où il a été montré. A l'horizon, d'autres tournages se profilent, aux côtés de Charlize Theron, John Travolta ou Ewan McGregor – excusez du peu.

De ce doux manège, cependant, il parle avec l'ingénuité des garçons de son âge, quand bien même ses camarades de jeu s'appellent Brad Pitt ou Matthew McConaughey : *« Tous les jours, sur le tournage de* Mud, *Matthew poussait une sorte de grognement guttural, pour se détendre. Sans m'en rendre compte, je me suis mis à faire pareil, jusqu'à ce que Jeff me gronde : "Arrête d'imiter Matthew !" »*, dit-il, mèche châtaine sur mine chafouine.

A l'évocation de cette bêtise, il lui en revient une autre, plus grave. Ses yeux bleus brillent d'une excitation coupable et facétieuse. Le galopin hésite, puis confesse : *« Dans* Mud*, Ray McKinnon jouait le rôle de mon père. Au milieu de chaque scène, il se gourait. Je me suis dit : "Puisque Ray a droit à plusieurs prises, je mérite le même traitement !" Et j'ai commencé à foirer toutes mes répliques... Heureusement, quelqu'un m'a engueulé tellement fort que j'ai fini par me reprendre. »*



Tye Sheridan à Deauville en septembre 2013. LAUREN FLEISHMAN POUR « LE MONDE ».

Sur le plateau de *Joe,* Nicolas Cage lui a fait découvrir les films de James Dean, qui est devenu son comédien favori. L'acteur de *Hell Driver* n'a pas eu besoin, en revanche, de lui donner des cours de conduite : Tye, qui a eu son permis en février 2013, est un as du volant. Dès l'âge de 13 ans, il s'est fait la main à bord du tracteur des parents d'un de ses copains.

Car le petit n'est pas un enfant du sérail. Les Sheridan possèdent un ranch dans la campagne texane, *« quelque part entre Dallas et Houston »,* marmonne-t-il. Le père travaille chez UPS, une entreprise postale ; la mère tient un salon de beauté. Depuis que leur fils crève l'écran, ils l'accompagnent de tournages en festivals. *« Je suis devenu le boulot à plein-temps de ma mère »*, s'excuse le garnement, qui a abandonné le lycée pour des cours par correspondance.

Devoirs à faire

Il y a cinq ans, Tye passe le casting de *The Tree of Life*, comme dix mille autres jeunes pousses. Malick le retient, séduit par la musicalité sudiste de son accent et l'expressivité de son visage, capable, en un froncement de sourcils, de faire passer des torrents de tourments juvéniles. De fait, c'est dans ce registre torturé que Jeff Nichols et David Gordon Green, poulains officiels de Malick, et anciens camarades d'université, l'emploient. *« A l'école, je suis fort en sport et en anglais. Je n'aime pas lire, mais j'adore écrire. Si je réalise un film un jour, ce sera un drame »,* indique Sheridan.

De sa célébrité naissante, il semble ne pas souffrir : *« Entre le tournage d'un film et sa sortie, je change tellement de tête que les gens sont incapables de me reconnaître ! »* Il n'exclut pas de s'acheter une villa près de Los Angeles, songe à s'inscrire à l'université du Texas, à Austin, où vivent presque tous ses mentors. Présentement, il aimerait regarder le match de son équipe de base-ball, les Texas Rangers, mais il a un devoir à faire : visionner le DVD de *Vacances romaines*, avec Audrey Hepburn. *« Ca a l'air cool, cela dit. »* ■

Aureliano Tonet

Nicolas Cage, perdant magnifique dans un western baroque

Joe

■■□

David Gordon Green est un auteur déroutant. De *George Washington* (2000) à *L'Autre Rive* (2004) – qu'on compara à *La Nuit du chasseur* et que produisit son mentor, Terrence Malick –, ses débuts furent marqués par des drames, sombres et mélancoliques. A partir de 2008, il investit la comédie, en réalisant *Délire Express,* avec Judd Apatow à la production. Il y eut, avant le splendide *Prince of Texas* (2013), quelques comédies ratées mais qui n'entamèrent pas l'aura dont jouit cet auteur indépendant, légataire d'un cinéma gothique, ancré dans le sud des Etats-Unis. Avec *Joe,* David Gordon Green revient à cette manière et aux drames enténébrés de ses débuts.

Comme dans la plupart de ses films, l'action se situe dans une bourgade du Sud où se débattent des laissés-pour-compte. Le Texas, où le réalisateur a grandi et où il s'est installé, offre un décor viscéral à ses portraits d'individus cabossés. Joe Ransom complète cette galerie de perdants. Il est interprété par Nicolas Cage, qui revient de loin, lui aussi. Il donne à son personnage d'ex-taulard toute l'ampleur et l'intensité qui semblaient s'être dissoutes dans ses films commerciaux. Le voilà en patron d'une petite entreprise, chargée d'abattre les arbres. Le poison qui le ronge est de la même nature que celui avec lequel ses employés ruinent la forêt. Autodestructeur, sans attaches, Joe végète dans son trou perdu. Jusqu'au jour où Gary, un gamin de 15 ans, vient lui demander du travail pour subvenir aux besoins de sa famille à la dérive. Il le prend sous son aile, ce que voit d'un mauvais œil le père de Gary, alcoolique et instable. Joe n'aura d'autre choix que de le protéger de l'influence néfaste de ce dernier.

Symbolique biblique

Cette double filiation que met en scène David Gordon Green – l'une positive, l'autre négative – donne au film sa matière abrasive. En tâchant de soustraire Gary puis sa sœur aux griffes de leur père, Joe travaille à sa rédemption. La symbolique biblique du film – appuyée – se cristallise autour d'un bestiaire omniprésent. La petite ville où se jouent différents règlements de comptes, et au milieu de laquelle est planté un bordel, donne au film ses allures de néowestern baroque, poussiéreux et moite.

Joe doit son climat ténébreux à l'écrivain Larry Brown, qu'adapte ici David Gordon Green. La structure du film pâtit parfois de développements superflus, que rattrape la prestation de Nicolas Cage. L'acteur prend à lui toute la tension de cette histoire avec une force qui n'a d'égale que celle, très intériorisée, de Tye Sheridan, son jeune et excellent partenaire. Son personnage est proche de celui qu'il interprétait dans *Mud* de Jeff Nichols. La proximité entre les univers des deux cinéastes n'est pas due au hasard : David Gordon Green a produit le premier film de Nichols. Tous deux ont su imposer, de film en film, leur vision pessimiste, poétique et naturaliste des Etats-Unis. ■

Sandrine Marques

Film américain de David Gordon Green. Avec Nicolas Cage, Tye Sheridan, Gary Poulter, Adriene Mishle (1 h 57).

LES AUTRES FILMS DE LA SEMAINE

Retrouvez l'intégralité de la critique sur Lemonde.fr (édition abonnés)

■□□ POURQUOI PAS

Aux yeux des vivants
Film français de Julien Maury et Alexandre Bustillo (1 h 35).
Trois ados s'aventurent dans d'anciens studios de cinéma où ils rencontrent un père et son fils dégénéré qui les prend en chasse. S'inscrivant dans la tradition du *slasher movie*, (de *« to slash »*, « taillader »), ce film maniériste revendique ses influences mais croule sous leur poids. ■ **S. Ma.**

Enfants de nuages, la dernière colonie
Documentaire espagnol d'Alvaro Longoria (1 h 20).
Ce documentaire engagé d'Alvaro Longoria, produit par l'acteur Javier Bardem qui a fait sienne cette cause, revient sur le sort du peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination. Il affiche une volonté pédagogique et prime sur une forme qui aurait gagné à plus d'ambition. ■ **S. Ma.**

Ali a les yeux bleus
Film italien de Claudio Giovannesi (1 h 39).
D'origine égyptienne, Nader, 16 ans, vit à Rome et se revendique pleinement italien. Ce n'est pas l'avis de sa famille, qui veut l'éduquer dans le respect des valeurs de l'islam et refuse, entre autres, sa relation avec sa petite amie Brigitte... Un peu convenu, malgré un excellent casting, dans le parcours initiatique révolté de Nader, *Ali a les yeux bleus* trouve son fil d'Ariane dans une peinture juste, forte et émouvante de l'amour fou vécu comme un défi au reste du monde. ■ **N. Lu.**

Le Dernier Diamant
Film français d'Eric Barbier (1 h 48).
Simon (Yvan Attal) est en liberté surveillée, mais il ne faudra pas beaucoup insister pour le convaincre de se lancer dans ce qui pourrait être le plus beau coup de sa carrière : le vol d'un diamant légendaire, le Florentin, au cours d'une vente aux enchères... Malgré quelques détours par le film de gangsters, cette arnaque à la française reste convenue dans sa forme. ■ **N. Lu.**

Man of Tai Chi
Film américain de Keanu Reeves (1 h 46).
Mystérieux homme d'affaires à la tête d'un réseau de combats clandestins, Donaka Mark (Keanu Reeves), en quête d'un nouveau poulain, jette son dévolu sur un jeune combattant tai chi (Tiger Chen), dont le talent l'intéresse autant que l'innocence... Première réalisation de Keanu Reeves, *Man of Tai Chi* ne dit rien de neuf par son scénario, mais les combats qu'il propose, filmés avec une variété de techniques étonnante, racontent une histoire passionnante à eux seuls. ■ **N. Lu.**

The Amazing Spider-Man 2 : le destin d'un héros
Film américain de Marc Webb (2 h 15).
Il aura échappé à quelques distraits que la Columbia Pictures a lancé en 2012 un *reboot* (« redémarrage ») de la trilogie Spider-Man signée entre 2002 et 2007 par Sam Raimi. Le second volet de cette nouvelle série, pilotée par Marc Webb avec Andrew Garfield dans le rôle-titre, est à l'aune du premier : on le découvre sans déplaisir excessif, sans pouvoir s'empêcher de préférer infiniment le charme de l'ancienne série. ■ **J. Ma.**

3 × 3 D
Film de Peter Greeneway, Edgar Pêra, Jean-Luc Godard (1 h 02).
Ville millénaire et ancienne capitale royale, la cité portugaise de Guimaraes a voulu concilier passé et futur en commandant à trois cinéastes de renommée diverse un court-métrage en format 3 D consacré à la mémoire. Comme la plupart de ces insondables initiatives, le résultat est contrasté. On recommandera, moins au nom des amitiés francophones qu'en vertu de son détournement de la commande, le film de Jean-Luc Godard, prologue à son premier long-métrage en 3 D annoncé dans la compétition cannoise. ■ **J. Ma.**

□□□ ON PEUT ÉVITER

Les Femmes de Visegrad
Film bosnien, allemand, quatari de Jasmila Zbanic (1 h 13).
Comédienne australienne, Kym Vercoe a découvert la Bosnie en touriste. A Visegrad, elle a séjourné dans un hôtel dont elle a compris plus tard qu'il avait abrité les viols en série et les meurtres de près de 200 femmes. Choquée par ces crimes, et par le silence des autorités et des habitants de la ville, elle a monté une pièce de théâtre sur le sujet, et la cinéaste bosnienne Jasmila Zbanic en a fait un film. ■ **I. R.**

NOUS N'AVONS PAS PU VOIR

Barbecue
Film français d'Eric Lavaine (1 h 37).

Les meilleures entrées en France

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ?	2	1 271 984	639	↑ 11 %	2 952 233
Rio 2	3	512 967	797	↑ 21 %	1 843 558
Babysitting	2	348 076	350	↓ −9 %	891 805
Divergente	3	204 685	507	↓ −18 %	1 037 647
Une rencontre	1	189 299	344		189 299
Noé	3	164 775	568	↓ −36 %	1 089 187
Brick Mansions	1	162 693	329		162 693
Khumba	1	134 302	389		134 302
Clochette et la Fée Pirate	4	122 497	469	↑ 37 %	715 954
Dans la cour	1	113 445	211		113 445

AP : Avant-première
Source : Ecran Total
* Estimation
(1) Période du 23 au 27 avril inclus

Trois millions d'entrées en deux semaines d'exploitation, ça vous parle ? Oui, naturellement, surtout si vous êtes un de ses concurrents : *Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ?*, de Philippe de Chauveron. Cette comédie sur le racisme bon teint est donc la surprise printanière du cinéma français, le petit diable qui sort de la boîte des passions nationales pour tailler des croupières à l'angélique *Supercondriaque*. Parmi les nouveautés, la première place est occupée par *Une rencontre*, de Lisa Azuelos, qui ne renouvelle pas l'engouement connu par *LOL*. Derrière, *Dans la cour*, comédie d'auteur deneuvienne, tire son épingle du jeu quand *96 heures*, néopolar à l'antique, rate de toute évidence sa sortie.

Alexandre Arcady veut susciter un « choc mémoriel »

Huit ans après l'assassinat d'Ilan Halimi par le « gang des barbares », le cinéaste adapte le livre poignant de la mère du jeune homme

24 jours, la vérité sur l'affaire Ilan Halimi

Il s'appelait Ilan Halimi. A 23 ans, moyennant 1 200 euros par mois, il vendait des téléphones portables dans une boutique, boulevard Voltaire, à Paris. Le 20 janvier 2006, ce jeune homme sans histoire fut appâté par une fille de 17 ans qui se faisait appeler Emma. 3 000 euros, telle était la promesse faite à Emma par un dénommé Youssouf Fofana en échange d'un *« juif, donc riche »*.

Séquestré pendant 24 jours dans un trois-pièces d'un immeuble de la cité de la Pierre-Plate, à Bagneux (Hauts-de-Seine), Ilan fut torturé à maintes reprises. Le 13 février 2006, il fut retrouvé le corps nu, rasé, brûlé, supplicié, agonisant au bord d'une voie ferrée à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne). Il mourra pendant son transfert à l'hôpital.

L'affaire Ilan Halimi commençait. Huit ans après les faits, cette histoire qui secoua l'opinion, un temps tenue, à la demande de la police, dans l'ignorance de ce qui s'était passé, donne lieu à deux films, l'un de Richard Berry, en cours de réalisation, l'autre d'Alexandre Arcady, en salles cette semaine et que François Hollande a pu voir en avant-première. Exceptionnellement, le film a en effet été projeté à l'Elysée en présence de la famille d'Ilan Halimi et du premier ministre, Manuel Valls, qui s'était rendu sur le tournage d'une scène à la gare de Sainte-Geneviève-des-Bois.

Le crime ignoble révélait alors aux Français l'existence de Youssouf Fofana et de son « gang des barbares ». Parisien, né de parents ivoiriens, Youssouf Fofana s'était mis en tête, depuis le printemps 2005, d'enlever des juifs, préjugeant de leur richesse ou de celle de leur communauté, qu'il imaginait assez aisée et solidaire pour racheter la liberté d'un des siens. Faisant miroiter des gains importants, il avait réussi à recruter près d'une trentaine de comparses.

Dans la chambre, au fond de l'appartement, Ilan est maintenu menotté et les pieds entravés par le même gros ruban adhésif qui lui obstrue les yeux et la bouche. Il grelotte. On l'alimente à la paille. Il urine dans une bouteille et défèque dans des sacs en plastique.

Coups, cigarette écrasée sur le front, joue tailladée au cutter sur plusieurs centimètres afin de fournir une *« photo gore »* pour influencer sa famille, les tortures se multiplient. Pendant ce temps, Fofana entreprend de négocier avec le père d'Ilan, sans savoir qu'il est sur écoute. La stratégie de la brigade criminelle est claire : sauver l'otage, si possible sans verser de rançon ; gagner du temps pour localiser ses ravisseurs ; observer un silence médiatique afin de ne pas mettre en danger la vie de l'otage.

> Certains crieront à l'instrumentalisation, dénonceront un film partisan destiné à « communautariser » cette affaire

Jusqu'à 400 policiers furent mobilisés. A partir du 8 février, le « 36 » décida de refuser tout contact avec les ravisseurs, plaçant du même coup Fofana devant une alternative terrible : libérer Ilan Halimi sans condition, ou bien tuer son otage. L'opération tourna au fiasco. Dans un premier temps, la police voulut s'en tenir à la thèse du crime crapuleux. Lors d'une conférence de presse, le procureur de la République de Paris lui emboîta le pas. *« Aucun élément,* déclara-t-il*, ne permet de rattacher ce meurtre à un propos ou à une action antisémite »*. Contourner la réalité, coûte que coûte...

Une fois le corps d'Ilan retrouvé, l'enquête alla vite. Grâce aux aveux d'un geôlier, les membres de la bande furent arrêtés. Fofana, repéré en Côte d'Ivoire, fut extradé le 4 mars et mis en examen pour *« association de malfaiteurs, enlèvement, séquestration en bande organisée avec acte de torture et de barbarie, assassinat »*.

Les juges d'instruction retinrent contre lui la circonstance aggravante de faits commis *« en raison de l'appartenance de la victime à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée »*, accréditant l'hypothèse d'un acte antisémite.

Vingt-sept personnes comparurent devant la cour d'assises de Paris. La circonstance aggravante d'antisémitisme ne fut finalement retenue que contre deux accusés, dont Youssouf Fofana, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité avec vingt-deux ans de sûreté.

« Il est manifeste que Fofana est un antisémite forcené et qui se revendique comme tel, déclara l'avocat général Philippe Bilger. *Pour les autres, je ne suis pas sûr que les choses soient aussi tranchées qu'on le prétend »*. Tel n'était pas l'avis de Me Francis Szpiner, l'avocat de la mère d'Ilan Halimi, qui revendiquait, lui, le fait de ne *« pas défendre une partie, mais une cause publique »*, la lutte contre l'antisémitisme. *« La cour d'assises n'a pas pour vocation de discuter dans le vague de phénomènes graves. Elle est liée par les qualifications pénales dont elle est saisie »*, répliqua M. Bilger.

Le 17 décembre 2010, après sept semaines de procès à huis clos (deux des accusés étaient mineurs au moment des faits), la cour d'assises du Val-de-Marne, siégeant en appel, aggrava d'un à trois ans les peines de sept accusés et confirma le verdict prononcé pour les dix autres.



Zabou Breitman (au centre) incarne la mère d'Ilan Halimi avec force et pudeur. ÉTIENNE GEORGE

Un an plus tôt, après avoir fait inhumer son fils à Jérusalem, Ruth Halimi avait écrit, avec l'aide d'Emilie Frèche, un livre poignant intitulé *24 jours, la vérité sur la mort d'Ilan Halimi* (Seuil). *« Je voudrais que la mort d'Ilan serve à donner l'alerte »*, écrivait-elle.

Reprochant à la police de s'être entêtée à ne voir dans cet enlèvement qu'une affaire crapuleuse alors qu'elle était *« avant tout antisémite »*, Mme Halimi dénonçait des erreurs commises par les enquêteurs, en particulier des occasions manquées d'interpeller le ravisseur. Sidérée que personne n'ait rien remarqué pendant le calvaire de son fils, elle notait : *« Croire que personne n'a rien vu, rien entendu, oui, il faut croire cela pour ne pas risquer de ne plus croire en rien... »*

Ce livre, Alexandre Arcady a choisi d'en faire l'adaptation cinématographique. Avec Emilie Frèche et Antoine Lacomblez, il a reconstitué l'affaire, épousant résolument le point de vue de la mère d'Ilan.

Zabou Breitman incarne cette femme pieuse avec force et pudeur. Très vite, elle n'hésite pas à exprimer son désaccord face à la stratégie de la police, réclamant, en vain, que des négociations, y compris financières, s'engagent avec les ravisseurs.

Le commissaire Delcour (Jacques Gamblin) et la psychologue de la police, Brigitte Farell (Sylvie Testud), n'en démordent pas : la fermeté et la discrétion doivent prévaloir. Tiraillé entre son ex-femme et les enquêteurs, le père d'Ilan (Pascal Elbé) choisira de s'en remettre à la police, jouant le rôle d'intermédiaire téléphonique avec Fofana.

24 jours, la vérité sur l'affaire Ilan Halimi est un film efficace. Considérant qu'Ilan Halimi fut *« le premier jeune juif à avoir été tué en France depuis la Shoah »,* Alexandre Arcady espère provoquer un *« choc mémoriel »*.

Certains crieront à l'instrumentalisation, dénonceront un film partisan destiné à « communautariser » cette affaire. Qu'ils se souviennent simplement de ce que disait l'avocat général Philippe Bilger : *« Il est manifeste que Fofana est un antisémite forcené et qui se revendique comme tel »*. ■

Franck Nouchi

Film français d'Alexandre Arcady. Avec Zabou Breitman, Pascal Elbé, Jacques Gamblin, Sylvie Testud (1 h 50).

L'amour est un champ de bataille

La rencontre entre un professeur de philosophie et une coiffeuse

Pas son genre

A la Comédie-Française, Loïc Corbery joue en ce moment Alceste, retiré du monde au gré de son humeur. Pour son premier grand rôle à l'écran, le jeune premier incarne Clément Leguern, exilé à Arras par décision de l'éducation nationale. Théoricien de l'amour publié par une maison d'édition assez prestigieuse pour que la couverture de ses livres soit unie, il gagne néanmoins sa vie en enseignant la philosophie à des élèves qui n'en ont cure. Au moins le faisait-il jusqu'ici à l'abri du périphérique, se réchauffant à la flambée des esprits parisiens. Il n'attend rien de son séjour à Arras, sinon qu'il se termine.

Pour employer au mieux une pause entre deux cours, Clément se fait couper les cheveux. Moderne Samson, sa Dalila s'appelle Jennifer, elle est incarnée par Emilie Dequenne. L'intellectuel et la coiffeuse – l'un vénère Kant, l'autre adule Jennifer Aniston –, on devine la fable qui s'annonce. Encore mieux si l'on a lu le roman de Philippe Vilain dont Lucas Belvaux l'a adapté.

Sauf que l'on ne devine rien du tout. Certes, *Pas son genre* se présente comme un film plutôt sage, dont les péripéties sont loin d'être toutes imprévisibles. Mais l'important du film est ailleurs que dans ces rebondissements : la rencontre entre Clément et les amies de Jennifer, la confrontation entre les goûts cinématographiques de l'une et de l'autre. Il tient au parti pris de Lucas Belvaux.

Ce n'est pas la première fois qu'un cinéaste importe dans la fiction les réflexions de Pierre Bourdieu et passe l'amour au scanner de la distinction de classe. Mais il faut bien convenir que, toujours, la personne qui se trouve derrière la caméra se tient, consciemment ou pas, au côté du mieux-né des deux amants. Lucas Belvaux, consciemment ou pas, s'est fait le supporteur de Jennifer dans cet affrontement. Belvaux met en scène le courage de cette jeune femme, mère célibataire, qui prend le risque d'une liaison avec un petit homme de lettres, et filme sans condescendance et sans aveuglement (il y a un très joli travelling sur l'intérieur de Jennifer, qui observe les animaux de porcelaine, les bibelots rapportés de vacances, et l'on ressent d'abord les envies qui les ont fait choisir, avant d'en évaluer la laideur ou la joliesse).

Lutte des classes

On croit d'autant plus à ce courage qu'Emilie Dequenne se trouve aujourd'hui exactement à l'endroit qu'il faut pour tenir le rôle. Quinze ans après *Rosetta,* le souvenir de cette apparition saisissante est assez vif pour que la modestie des origines du personnage s'impose comme une évidence. Le parcours de l'actrice a été assez brillant pour que l'on ait conscience d'avoir affaire à un être de fiction, à une construction brillante, séduisante. *Pas son genre* serait une comédie romantique (les amoureux sont jolis, il leur arrive de jolies choses) si Lucas Belvaux consentait à décréter une trêve dans la guerre des classes. Mais ce n'est pas le genre de Belvaux.

La rencontre amoureuse est aussi un affrontement entre un fort et une faible. Non que le personnage de Clément soit imposant – il est souvent dérisoire, et Loïc Corbery prend apparemment beaucoup de plaisir à croquer un intellectuel contemporain, avec sa fausse modestie, son aveuglement, qu'il prend pour de la lucidité. Mais l'histoire l'a placé du côté des forts et Jennifer attend qu'il passe la barricade. Certes, il consent à l'accompagner à une soirée karaoké, certes il trouve ses amies formidables. Mais que se passera-t-il quand elle rencontrera ses amis à lui, et qu'ils l'entendront l'appeler « chaton », lui qui a fait de son incapacité à aimer une théorie générale des rapports humains ?

Lucas Belvaux pose la question avec une insistance croissante, faisant de *Pas son genre* un film à suspense. D'un même mouvement, Emilie Dequenne fait trembler pour Jennifer, héroïne qui affronte un adversaire d'autant plus redoutable qu'il ne sait même pas qu'il lui veut du mal. ■

T. S.

Film français de Lucas Belvaux. Avec Emilie Dequenne, Loïc Corbery (1 h 51).

Le Monde
Mercredi 30 avril 2014

Comédienne, chanteuse

Micheline Dax

Micheline Dax – Micheline-Josette-Renée Etevenon de son vrai nom –, morte dimanche 27 avril à Paris, à l'âge de 90 ans, était, comme la plupart des comédiens de sa génération (elle était née le 3 mars 1924 à Paris), une artiste de variété, dans le sens premier et aujourd'hui légèrement galvaudé du terme. Elle savait tout faire : jouer la comédie au théâtre, au cinéma et à la télévision, chanter, doubler des voix de films et de dessins animés, faire la marrante de service dans des jeux télévisés fameux tels « L'Académie des neuf » ou « Le Francophonissime »...

La jeune fille étudie au Cours Simon et se destine à jouer *Bérénice* et *La Dame aux camélias,* ce à quoi sa voix naturellement grave la prédisposait. Mais on ne prit pas une seconde au sérieux cette brune piquante et sexy, et il lui fallut, à sa grande tristesse d'alors, dévier ses projets de carrière vers le genre comique et boulevardier, dans lequel elle fit une magnifique carrière populaire, commencée en 1946 dans la troupe des Branquignols, auprès de Colette Brosset et Robert Dhéry.

3 mars 1924 Naissance à Paris
1967 Enregistrement de « La Veuve joyeuse », de Franz Lehar
27 avril 2014 Mort à Paris

A partir de 1949, parallèlement à ses activités de théâtre et de cabaret, elle tourne de très nombreux films de cinéma, notamment avec Jacques Becker (*Rue de l'Estrapade,* 1952), Sacha Guitry (*Si Paris nous était conté,* 1955), Henri Decoin (*Le Pavé de Paris,* 1961), Jacques Demy (*L'Evénement le plus important depuis que l'homme a marché sur la Lune,* 1973), Tonie Marshall (*Pentimento,* 1989), ainsi qu'une palanquée de nanars peu mémorables. Ses deux dernières apparitions au grand écran furent, en 2009, dans *Bancs publics (Versailles Rive-Droite),* de Bruno Podalydès, et *La Femme invisible,* d'Agathe Teyssier. Elle se produit cependant encore à la télévision, sur M6, dans la minisérie *La Pire Semaine de ma vie* (2011), de Frédéric Auburtin.

Micheline Dax était également cantatrice de formation. En 1998, rencontrée avant un concert qu'avait organisé pour elle le pianiste Philippe Cassard aux Estivales de Gerberoy, qu'il dirigeait alors avec Eric Slabiak, elle avait confié au *Monde* : *« J'étais soprano léger. Personne ne voulait le croire, avec cette voix grave que j'avais déjà enfant. Mais j'étais réellement un soprano flûté à l'aise dans l'aigu. Dès 3 ans, je chantais les opérettes que j'entendais. J'adorais cela. »* Elle travaille avec une chanteuse de l'Opéra de Paris, est recommandée par la chef de chœur Yvonne Gouverné au compositeur Henri Dutilleux, à l'époque en poste à la radiodiffusion nationale : *« J'ai passé l'audition, on n'a pas voulu de moi comme artiste lyrique classique mais on m'a reçue à l'unanimité dans la catégorie "folklore" ! Quand je suis passée devant le jury, pour un entretien, après avoir chanté, personne n'a voulu croire que cette voix parlée si grave était bien celle de la chanteuse auditionnée à l'aveugle... »*

Elle se fait alors connaître comme interprète d'opérette : *« J'ai remplacé au pied levé le rôle-titre de La Grande-Duchesse de Gerolstein* [d'Offenbach]... *On m'a appelée le vendredi et je suis entrée sur scène le lundi soir, sans avoir répété. J'avais tout mémorisé en quelques heures, la mise en scène, la musique, les paroles... Un miracle ! »* Elle enregistre en 1967 *La Veuve joyeuse,* de Franz Lehar, pour Pathé Marconi, mais affronte les préjugés de certains musiciens : *« Ils me prenaient alors pour une comédienne, une amuseuse, et ne pensaient pas que j'y arriverais. Mais j'en suis fière de cette* Veuve *! »*

« Petite, je sifflais déjà »

Micheline Dax revendiquait crânement et sérieusement un autre emploi musical : siffleuse. *« Petite, je sifflais déjà. Plus tard, lorsque je travaillais mes morceaux, je les déchiffrais en sifflotant. Je ne devinais pas que j'allais en faire une activité professionnelle ! Pourtant, parmi les musiciens de studio, j'ai été classée dans la catégorie "instrument". Un jour, Kosma cherchait un siffleur pour Jean Giono, qui réalisait un film* [*Crésus,* 1960]. *Il m'a auditionnée et en a eu le sifflet coupé, si je puis dire : il s'est assis et m'a regardée, médusé, pendant tout l'enregistrement de la musique. Je suis toujours heureuse de siffler, surtout quand quelqu'un comme William Sheller m'écrit spécialement une chanson* [*Aria Dax* – extrait de l'album *Olympiade*] *! »*



En 1958. STUDIO LIPNITZKI/ROGER VIOLLET

Elle fut aussi une excellente doubleuse. Certains se souviendront de sa vache Azalée dans « Le Manège enchanté » (1966) mais plus nombreux sont ceux à connaître son inénarrable incarnation de la voix française de Miss Piggy dans la fameuse série du « Muppet Show » (1977-1981) : *« Savez-vous qu'on m'a appelée en me demandant si je voulais doubler une grosse cochonne folle de son corps ? J'ai dit oui tout de suite, pardi ! La poignée de comédiens* [Roger Carel, Pierre Tornade, Francis Lax et Gérard Hernandez] *se partageait les rôles... Nous doublions une dizaine de voix chacun et réécrivions les textes. Et je ne faisais pas que les voix de femmes ! Ce fut une expérience incroyable... »*

A la fin de sa carrière, Micheline Dax perdit progressivement la vue, ce qui l'empêchait de mémoriser de nouveaux textes. Elle aura pourtant pu se livrer à une expérience inattendue : elle fut l'une des actrices à se succéder, à Paris, en 2005, dans les *Monologues du vagin* (1996), d'Eve Ensler.

Sentant derrière cette faconde de rigolote de service une fêlure qu'elle avait dû masquer depuis ses débuts d'actrice comique, son ami Philippe Cassard lui demanda de lire, lors du festival des Nuits romantiques du lac du Bourget à Aix-les-Bains (Savoie), en 2000, *Mademoiselle Else* (1924), d'Arthur Schnitzler. Le pianiste se souvient : *« Arrivée sur scène en sifflant* La Veuve joyeuse, *pour le plus grand plaisir d'un auditoire non préparé à écouter une lecture devenue au fil des pages de plus en plus poignante – puisqu'il s'agit du récit d'une jeune fille qui va se suicider dans la honte de s'être livrée d'une manière vénale à un baron libidineux qui sauverait sa famille de la ruine –, Micheline Dax a lu d'une voix sépulcrale ce récit dans un silence glaçant et pétrifié. Elle s'est tellement prise au jeu de ce drame intérieur qu'au baisser de rideau, elle était en larmes, effondrée sur une chaise, me disant entre deux spasmes : "Personne ne m'a jamais demandé de lire ou d'incarner un personnage aussi dramatique. Il a fallu que j'atteigne 75 ans". »*

Car celle qui publia son autobiographie sous le titre *Je suis gugusse, voilà ma gloire* (Plon, 1985) n'était pas que cela. ■

Renaud Machart

Architecte autrichien

Hans Hollein

L'architecte autrichien Hans Hollein, lauréat du Pritzker Prize en 1985, est mort, jeudi 24 avril, dans sa ville natale de Vienne des suites d'une longue maladie. Il avait 80 ans.

Issu d'une famille d'ingénieurs miniers, Hans Hollein est né le 30 mars 1934. Après des études d'ingénieur, il obtient son diplôme de l'Académie des beaux-arts de la capitale autrichienne. A la fin des années 1950, il étudie l'architecture et l'urbanisme à l'Institut de technologie de l'Illinois à Chicago où Ludwig Mies van der Rohe fut l'un de ses professeurs. Il se rendra ensuite dans le Wisconsin afin de se former aux côtés de Frank Lloyd Wright, puis de Richard Neutra en Californie, Etat où il obtient sa maîtrise d'architecture à l'université de Berkeley. En 1964, il ouvre son agence.

30 mars 1934 Naissance à Vienne
1985 Prix Pritzker
24 avril 2014 Mort à Vienne

Hans Hollein, et c'est l'une de ses singularités, a multiplié les approches créatives en tant qu'architecte, commissaire d'exposition ou designer : bijoux, meubles, lampes, lunettes, pianos et même des poignées de porte. Il affirme cette position transversale dans un manifeste (« Tout est architecture ») écrit pour la revue *Bau* en 1964, dont il est alors le rédacteur en chef. Ses incursions théoriques l'ont amené à être considéré comme l'une des figures de proue du postmodernisme, tentative de libérer le langage architectural des préceptes trop rigoristes de la modernité.

C'est aussi en 1964 que sa réputation est acquise, grâce au dessin du Retti Candle Shop, une petite boutique de bougies très chic, à Vienne, où il multiplie les associations de matières dominées par des panneaux d'aluminium brillant. Mais sa première réalisation architecturale d'ampleur est le Musée d'Etat Abteiberg, à Mönchengladbach (Allemagne), en 1980, où il prend le contre-pied des pratiques en vigueur qui célébraient l'espace à tout prix. Constituée par un jeu d'assemblages, cette œuvre architecturale façonne plus l'usage que l'inverse. Suivra en 1991 le Musée d'art moderne de Francfort, surnommé « le morceau de gâteau ». Entre les deux, Hans Hollein obtient, en 1985, le prix Pritzker.

Son sens de la sculpture s'exprime dans Vulcania (1997), centre français de culture scientifique autour du volcanisme, situé à Saint-Ours (Puy-de-Dôme), dont l'essentiel des lieux, soit 15 000 m², est enterré sous deux vastes semi-cratères. Plus discuté fut la Haas Haus à Vienne, un immense centre commercial de verre, de pierre et de marbre construit en 1990 dont la verticale façade en rotonde reflète sans fard la cathédrale de Saint-Etienne qui lui fait face.

Hans Hollein laisse de nombreuses réalisations aux Etats-Unis, au Pérou, au Japon, en Russie ou en Arabie saoudite. Et aussi en Chine. Découvert par la grâce d'une petite boutique viennoise, l'architecte autrichien ne verra pas s'élever, en 2016 à Shenzhen, sa tour de 200 mètres faite de cubes empilés, ni même dans le ciel de Changsha, ses totems tortueux, icônes du futur plus grand centre culturel et historique du monde. ■

Jean-Jacques Larochelle

Ecrivain et homme politique portugais

Vasco Graça Moura

Grande figure de la vie publique portugaise, écrivain prolifique, traducteur, avocat et homme politique, Vasco Graça Moura est mort dimanche 27 avril à l'hôpital Da Luz de Lisbonne, après une lutte de quatre années contre le cancer. Il était âgé de 72 ans.

Avec son long visage et ses lunettes cerclées, Vasco Graça Moura avait tout de l'intellectuel éclairé – et pas n'importe lequel. *« Une sorte de Pic de La Mirandole du XXIe siècle »*, résume Colette Lambrichs qui, aux côtés de feu Joachim Vital, fut son éditrice à La Différence. D'une culture abyssale, la curiosité sans cesse en éveil, Vasco Graça Moura parlait couramment une demi-douzaine de langues. Il avait d'ailleurs traduit en portugais des auteurs aussi divers que Walter Benjamin, Dante, Federico Garcia Lorca, Rilke, Ronsard, Shakespeare ou Villon, la liste étant loin d'être exhaustive.

3 janvier 1942 Naissance à Foz do Douro (Portugal)
1988 « Derniers chants d'amour »
1999-2009 Député européen
27 avril 2014 Mort à Lisbonne

Né le 3 janvier 1942 à Foz do Douro, près de Porto, dans une famille bourgeoise, Graça Moura débute dans la vie littéraire en 1963. Il a alors 21 ans et édite à compte d'auteur *Manière changeante*, une plaquette tirée à 200 exemplaires qu'il payera en plusieurs versements. Parallèlement, il entame une carrière d'avocat et, peu après la « révolution des œillets », en 1974, se lance dans la politique. Il sera, en 1975, secrétaire d'Etat dans deux gouvernements provisoires, puis occupera différentes fonctions officielles, notamment directeur des programmes de la première chaîne de la télévision portugaise en 1978 et commissaire général de la Commission nationale pour les commémorations des découvertes portugaises (1989-1995). Membre du Parti social-démocrate (PSD, centre droit), il est élu en 1999 député européen et occupe le poste de vice-président de la commission de la culture du Parlement européen. Réélu en 2004, il siège jusqu'en 2009. Depuis 2012, il présidait le Centre culturel de Belém.

Romans et poésie

A cette carrière brillante, s'ajoute une œuvre littéraire riche et diverse, couronnée de nombreux prix, au Portugal et en Italie. Poésie, essai, fiction, théâtre, pamphlet, chronique : aucun genre n'était étranger à ce boulimique de travail demeuré pourtant un quasi-inconnu en France. En effet, sur la soixantaine d'ouvrages publiés par Vasco Graça Moura au Portugal, seuls cinq ont été traduits aux éditions de La Différence et aux éditions de L'Escampette. Parmi ceux-ci, figurent notamment deux romans, *Derniers chants d'amour* (La Différence, 1988) et *Le Magnolia* (La Différence, 2004).

Dans ce dernier opus, Graça Moura construit une saga familiale sur plusieurs générations entrelaçant l'histoire de ses personnages avec celles du vin de Porto et de la région du Alto Douro. L'héroïne, Adélaïde, est une femme de tête, courageuse, qui cache un secret – ce qui s'est passé « derrière le magnolia » du jardin. Un mystère qui sera révélé par bribes tout au long du livre.

Mais plus encore que par ses romans, c'est par sa poésie que Vasco Graça Moura restera dans la mémoire de ses lecteurs. *Une lettre en hiver et autres poèmes*, anthologie couvrant les années 1963 à 2005, montre l'étendue et la virtuosité de son inspiration. Dans la préface, l'éditeur Joachim Vital souligne le *« parfait dosage du narratif et du lyrique »* de ces *« poèmes secs, nets, ou baroques sans emphase, rompant avec l'héritage de Fernando Pessoa, déterminant chez bon nombre de créateurs portugais du XXe siècle »*.

La résonance actuelle des thèmes est elle aussi frappante. Comme dans ce poème (sans majuscules ni ponctuation) qui donne son titre au recueil : *Sous les averses de pluie rappelons-nous la chute de constantinople/ au long des décennies sa grandeur est allée décroissant/ les mécanismes du pouvoir se sont corrodés/ les affaires de venise et de gênes, la recrudescence/ des ennemis proches, les querelles de famille/ les morts et les alliances, la maladie, la pourriture/ et ce qui devait arriver est arrivé.*

Jusqu'à la fin, Vasco Graça Moura aura envoyé ses chroniques au journal *Diario de noticias* et participé à tous les combats qui lui tenaient à cœur, notamment sa défense passionnée de la lusophonie. *« Pour le Portugal,* note Colette Lambrichs, *il était sans doute l'équivalent d'un Malraux ou d'un Mauriac. Quelqu'un qui bâtit une œuvre tout en ayant prise sur la vie de son pays. »* ■

Florence Noiville

EN ASSOCIATION AVEC les cinémas GAUMONT PATHE!

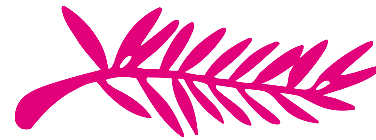
AVEC LE SOUTIEN DU FESTIVAL DE CANNES

LE SOUTIEN DE CANAL+

ET LE SOUTIEN DE NESPRESSO

Le Monde

PRÉSENTE



CANNES À PARIS

VIVEZ LE FESTIVAL DE CANNES À PARIS

DU **23** AU **25 MAI** 2014

3 **JOURS**

+ DE 15 **FILMS** de la sélection officielle

GAUMONT OPERA

CINÉMA
2 bd des Capucines
PARIS 9e - 01 47 42 35 00

En exclusivité au Gaumont Opéra
Informations et e-billets sur **www.cinemasgaumontpathe.com/offres**

AU CARNET DU «MONDE»

Naissances

Bienvenue à

Georges !

né le 24 avril 2014.

Béline, Benjamin, Pablo et Marnie Dolat-Peiro, Paris 14e.

Arsène et **Valentine GARREAU,**
Théodore et **Apolline TOURNEUR,**
s'associent à
Bernard et **Marie-Noëlle GARREAU,**
leurs grands-parents,

pour souhaiter la bienvenue à leur petite cousine,

Lena,

née à Neuilly (Hauts-de-Seine),
le 23 avril 2014,

chez
Louis et **Laetitia**
GARREAU-KERDON.

Décès

François Benichou,
Jean-Jacques Benichou,
ses enfants,

Sa famille
Et ses proches,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jeanne BENICHOU,
née **BENOLIEL,**

survenu le 27 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 30 avril, à 15 h 15, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar Quinet, Paris 14e.

73, boulevard Beaumarchais,
75003 Paris.

Lionel et Martine, Bernard et Isabelle, Sabine, Hortense, Caroline et André,
ses enfants, beaux-enfants
et neveux,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants
Et ses petits-neveux,
Dominique Truchy,
son frère,

ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Jacqueline
CARTIER-BRESSON,
née **TRUCHY,**

survenu le 24 avril 2014, à Montreuil (Seine-Saint-Denis),
à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 mai, à 16 heures, en l'église de Pianottoli-Caldarello (Corse), suivie de l'inhumation au cimetière.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Merri, à Paris 4e, le mercredi 14 mai, à 18 heures.

Lionel Paillard,
60, boulevard de Clichy,
75018 Paris.

Bernard Cartier-Bresson,
106, chemin de la Désirée,
78520 Saint-Martin-La-Garenne.

Mme Alain Champetier de Ribes,
née Claude Berthoud,
son épouse,

Caroline Champetier de Ribes,
Dorothée et Pascal Ponroy,
Valérie Champetier de Ribes,
Grégoire et Caroline Champetier de Ribes,
ses enfants,

Mélanie et Benjamin, Jeanne, Clément, Quentin, Louise, Alice, Lucie, Simon, Thiphaine, Gaspard,
ses petits-enfants,

Iris et Joséphine,
ses arrière-petites-filles,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Alain
CHAMPETIER de RIBES
CHRISTOFLE,
architecte DPLG,

survenu le 27 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 2 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 8, rue de l'Annonciation, Paris 16e, suivie de l'inhumation à 16 heures, au cimetière de Saint-Hilarion, dans les Yvelines.

51, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.

François, Claire,
Dominique, Olivier,
ses enfants,
Stéphane, Sophie,
Wassim, Dounia, Éliès, Florent, Emmanuel et Laure,
ses petits-enfants,
Romain, Manon,
Abel,
son arrière-petit-fils,
Colette et Monique,
ses sœurs,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

Eveline CHASLIN,
née **RAVIER,**

survenue chez elle à Binic,
le dimanche 27 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-douzième année.

Mme Geneviève Chomprey,
son épouse,
Stéphane et Viviane Chomprey,
son fils et sa belle-fille,
Junie et Capucine,
ses petites-filles,

ont la peine de faire part du décès de

M. Jean CHOMPREY,

survenu le 27 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Il sera inhumé le mercredi 30 avril, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e, dans la plus stricte intimité et sans cérémonie, selon sa volonté.

Blandine, Constance et Thibaud,
ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Olivier GARIEL,

le vendredi 25 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La messe d'A-Dieu aura lieu le vendredi 2 mai, à 14 heures, en l'église de Louveciennes.

A Bruxelles, le 19 avril 2014,

Patricia KARLIN-HAYTER,
byzantiniste,

nous a quittés.

De la part de

Sophie et Marc Alexander,
leurs enfants et petits-enfants.

Avenue Kersbeek, 118,
1190 Bruxelles.

Bordeaux.

M. Gérard Lacourt,
son époux,
Bruno et Sylvain,
ses fils,
Ses parents
Et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Danielle LACOURT,

survenu à l'âge de soixante-six ans,
après dix années d'un courageux combat contre la maladie.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 30 avril 2014, à 11 h 30, au cimetière de Bordeaux Nord.

Anne et Michel Pochoy,
sa fille et son gendre,
Jean-Loup et Tanguy Pochoy,
ses petits-fils
Et toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Simone LENOIR,
née **LAROSE,**
officier
dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 27 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 3 mai, à 10 heures, en l'église Sainte-Anne de la Butte-aux-Cailles, 188, rue de Tolbiac, Paris 13e.

Mme Henriette Ley,
son épouse,

Christiane Schloesing,
Antoinette et Francis Dutilly,
Le docteur Geneviève Ley,
Elisabeth et Norbert Chenivesse,
Béatrice et Jean Bonhomme,
ses filles et leurs conjoints

Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Francis LEY,
historien,
docteur d'Etat ès Lettres,
lauréat de l'Académie française,
de l'Académie des Sciences morales et politiques,
et de l'Institut d'Etudes slaves,

survenu le 18 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Une courte cérémonie de recueillement a eu lieu dans l'intimité familiale au crématorium de Nanterre.

14, rue des Bourguignons,
92600 Asnières-sur-Seine.

Guy, Annie, Pascale
Ainsi que tous ses petits-enfants
Et ses proches,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le samedi 19 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-septième année, de

Mme Renée LUGUET.

Elle repose là où elle est née, à Joinville-le-Pont, sur une boucle de la Marne.

Lison Traynard
et Marthe Buffaria,
ses sœurs,

Jean-Michel et Marcella Traynard,
Rémi et Catherine Traynard,
Odile Traynard,
Bruno Buffaria et Michelle Maille,
Anne-Marie et Philippe de Beaucoudrey,
Thérèse Buffaria,
Magali Traynard,
Pérette Buffaria et Alonso Tordesillas,
Alice Traynard et Wolfgang Soergel,
ses neveux et nièces et leurs conjoints,

Anaïs, Aristeo, Aurèle, Baptiste, Benoît, Blanche, Christophe, Cyril, Dorian, Emmanuel, Estelle, Gabriel, Louise, Mathilde, Mickaël, Mireille, Miryam, Pascal, Raphaële, Vincent,
ses petits-neveux,

Camille, Émile, Gaël, Pierre-Louis,
ses arrière-petits-neveux,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marie-Hélène MARGAILLAN,
professeur agrégée de mathématiques,

survenu le 24 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Le culte aura lieu au temple protestant de Lourmarin, le samedi 3 mai, à 14 heures.

La Tuilière,
40, chemin d'Aguye,
84160 Lourmarin.

« Ce qui équilibre l'absurde,
c'est la communauté des hommes
contre lui. »
Albert Camus.

La famille de

Mlle Marcelle PERRIER,

fait part de son décès,
survenu aux Annabelles, Lyon 3e,
le 25 avril 2014.

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 mai, à 14 h 15, au cimetière de la Guillotière, Lyon 8e.

Micheline Petiot,
son épouse,
Emmanuel, Valérie, Geoffroy et Florence,
ses enfants,
Baptiste, Apolline, Donatien, Axel, Héloïse et Elliot,
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Gérard PETIOT,
agrégé de l'Université,
amoureux de la Corse et des plantes,

survenu le 24 avril 2014.

Odile, Françoise, Pierre-Emmanuel, Jean-Marc,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses petits-enfants
et leurs conjoints,
Ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Anne-Marie PICARD,
fondatrice
d'Ile-de-France Environnement,
docteur en médecine,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite.

Elle rejoint son époux,

Jacques

et sa fille,

Isabelle.

Les obsèques seront célébrées le 2 mai 2014, à 15 heures, en l'église Saint-Louis-en-l'Ile, Paris 4e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

amj.picard@laposte.net

Dominique Renier,
son frère,
Delphine Berruezo-Renier
et Florian Berruezo
et leurs enfants, Valentine et Axel,
Héloïse et Stéphane Garino
et leurs enfants, Pierre et Maxime,
Nicolas Renier et Géraldine Gouzer,
Antoine Renier,
ses nièces, neveux, petite-nièce
et petits-neveux
Et ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques RENIER,

survenu le 21 avril 2014.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx Dormoy (Hauts-de-Seine), le vendredi 2 mai, à 11 h 15.

Marise Riff-Bellissant,
son épouse,
François et Lily Riff,
ses enfants,
Florent Bessat-Riff et Matthew Riff,
ses petits-fils,
Les familles Bellissant, Dib,
Ses collègues et amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

Claude RIFF,
ancien combattant,
croix de guerre 1939-1945,
principal honoraire
du collège Gérard Philipe de Massy,
officier
dans l'ordre des Palmes académiques.

La crémation aura lieu le 2 mai 2014, à 13 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20e.

23 *bis*, boulevard Arago,
75013 Paris.

Les familles Lekehal, Safir et Azzout

ont la tristesse de faire part du décès de

Eveline SAFIR LAVALETTE.

Engagée en 1955 dans le combat pour l'indépendance de l'Algérie, arrêtée en 1956, torturée, libérée en 1959, elle fut députée à l'Assemblée constituante puis à la première Assemblée nationale en 1964, avant de poursuivre une carrière au ministère du Travail.

Femme de liberté, femme amie, femme sœur, femme poète ou plus simplement *Juste algérienne*.

Eveline a rejoint

Abdelkader,

le 25 avril 2014, à Médéa,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Elle « voulait faire quelque chose de sa vie », elle nous laisse pour héritage une tissure d'amours et de combats à défendre sans cesse.

Mme Dominique Coulon,
sa fille,
Sylvestre, Martin, Margaux,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Anatole TEMKINE,

survenu le 27 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-treizième année.

Il a rejoint son épouse,

Eugénie,

qui l'a précédé le 24 mars.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 mai, au cimetière des Batignolles, dans l'intimité familiale.

24, quai de Béthune,
75004 Paris.

Créteil. Lyon. Noisiel.
Castanet-Tolosan.

Simone Zimmermann,
son épouse,
Anne-Eléonore,
sa belle-fille
et son fils, Sacha,
René et Jacqueline Zimmermann,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Michel et Marie-Claire Zimmermann,
leurs enfants et petits-enfants,
Marie-France Zimmermann,
ses enfants et petits-enfants,
ses frères et soeur,
Roland Hofer-Bury,
son cousin
Et la famille Hofer-Bury,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Christian ZIMMERMANN,
ancien chef-adjoint du secrétariat
de rédaction du journal *Le Monde*,
critique de cinéma et écrivain,

survenu le 16 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité, le mardi 22 avril.

[Christian Zimmermann était une figure du secrétariat de rédaction du *Monde*, rue des Italiens, service où il a travaillé de nombreuses années. « Zim », ainsi qu'on l'appelait au journal, était un homme d'une grande érudition et avait une connaissance encyclopédique de l'histoire du cinéma. Les lunettes relevées sur le front, il scrutait l'erreur, l'imprécision, la faute dans les nombreux articles qui lui passaient chaque jour entre les mains. Il continuait à venir nous voir régulièrement au siège du journal, boulevard Blanqui. Il n'avait jamais rompu le lien avec *Le Monde*. Nous présentons à toute sa famille nos plus vives et sincères condoléances. — N. N.]

Anniversaires de décès

Il y a dix-sept ans, disparaissait

Gilbert ROY.

Papa, tu es toujours présent dans notre cœur.

Pierre VERMERSCH,
27 avril 1986 - 30 avril 2005.

Tu es toujours avec nous.

Familles Vermersch-Mouzaoui.

Souvenir

Le 30 avril 2004, il y a dix ans,

Mario DABBAH

nous quittait.

Nous pensons à lui, en associant
le souvenir de son épouse,

Claire DABBAH,
née **SOKOLOWSKI,**

décédée en 2008.

Familles Makowski et Missika
makowskimissika@gmail.com

Conférences



Le parc Al-Azhar du Caire
et la revitalisation du quartier
de Darb Al-Ahmar,
avec **Christophe Bouleau**,
architecte du patrimoine,
Trust Aga Khan pour la Culture

Modérateur : **Chéhrazade Nafa**,
architecte,
enseignante à l'Ecole de Chaillot
et à l'Ecole nationale supérieure
d'architecture et du paysage de Lille

lundi 5 mai 2014, à 19 heures,
Entrée libre
inscription sur citechaillot.fr

Cité de l'architecture & du patrimoine,
auditorium,
7, avenue Albert de Mun, Paris 16e,
(métro Iéna ou Trocadéro).

Les mercredis de l'INET

L'événement dédié aux cadres
de direction territoriaux !

« La politique européenne
de cohésion 2014-2020 :
quel avenir pour nos territoires ? »,

le mercredi 30 avril 2014, à Paris,
de 10 heures à 16 heures.
Programme et inscription :
www.inet.cnfpt.fr

L'INET c'est quoi ?
L'institut national des études territoriales (INET) est l'organisme de formation des cadres de direction des grandes collectivités territoriales françaises (Conseil régional, conseil général, communauté urbaine, ville…).

< -5° | -5 à 0° | 0 à 5° | 5 à 10° | 10 à 15° | 15 à 20° | 20 à 25° | 25 à 30° | 30 à 35° | 35 à 40° | > 40°

Mercredi 30 avril
Encore assez instable

meteonews www.meteonews.fr

Ville	Aube	Après-midi
Lille	7	18
Cherbourg	8	15
Amiens	6	19
Rouen	7	18
Châlons-en-champagne	7	18
Caen	5	18
PARIS	9	19
Metz	8	18
Brest	7	15
Strasbourg	10	18
Rennes	5	17
Orléans	7	18
Nantes	6	17
Besançon	9	15
Dijon	8	16
Poitiers	6	18
Chamonix	4	9
Clermont-Ferrand	8	15
Limoges	7	16
Lyon	9	16
Grenoble	8	15
Bordeaux	10	20
Biarritz	12	17
Toulouse	11	18
Montpellier	11	22
Marseille	11	21
Nice	12	19
Perpignan	12	21
Ajaccio	11	19

35 km/h · 25 km/h · 30 km/h · 25 km/h · 60 km/h

Températures à l'aube 1 22 l'après-midi

Robert
Coeff. de marée 47

Lever 06h30
Coucher 21h04

Lever 07h19
Coucher 22h31

Aujourd'hui

Mercredi, les pressions resteront moyennes sur le pays, ce qui favorisera encore de l'instabilité par endroits. Cela sera par exemple le cas de l'Aquitaine à l'Alsace et aux Alpes, régions où les averses ou pluies seront parfois ponctuées d'un coup de tonnerre, notamment sur le quart Nord-Est. Les ondées seront cependant plus rares du Nord à l'Ouest, et le soleil fera de très larges apparitions vers la Méditerranée avec encore du vent modéré.

Jeudi

9 14 · 7 16 · 9 16 · 10 17 · 10 19 · 6 16 · 11 18 · 10 19 · 10 17 · 12 20

Jours suivants

	Vendredi	Samedi	Dimanche
Nord-Ouest	7 16	5 16	4 17
Ile-de-France	9 16	8 15	6 16
Nord-Est	8 16	7 16	4 16
Sud-Ouest	9 17	8 17	7 20
Sud-Est	11 21	12 20	9 21

En Europe

30.04.2014 12h TU

A Anticyclone · D Dépression · Front chaud · Front froid · Occlusion · Thalweg

Reykjavik · Oslo · Stockholm · Helsinki · St-Pétersbourg · Riga · Moscou · Copenhague · Edimbourg · Dublin · Minsk · Amsterdam · Berlin · Varsovie · Londres · Bruxelles · Prague · Kiev · Paris · Munich · Vienne · Budapest · Odessa · Berne · Milan · Zagreb · Belgrade · Bucarest · Sofia · Rome · Barcelone · Istanbul · Ankara · Madrid · Lisbonne · Séville · Athènes · Tunis · Alger · Rabat · Tripoli · Beyrouth · Jérusalem · Le Caire

Très pluvieux sur New York et Washington

Ville	Temps	Min	Max
En Europe			
Amsterdam	bien ensoleillé	11	18
Athènes	assez ensoleillé	14	20
Barcelone	assez ensoleillé	15	19
Belgrade	soleil, orage possible	12	22
Berlin	assez ensoleillé	11	20
Berne	averses éparses	7	12
Bruxelles	averses éparses	8	18
Budapest	bien ensoleillé	12	23
Bucarest	averses éparses	11	21
Copenhague	bien ensoleillé	10	14
Dublin	nuageux	8	13
Edimbourg	pluie modérée	9	12
Helsinki	assez ensoleillé	2	10
Istanbul	assez ensoleillé	14	17
Kiev	en partie ensoleillé	9	19
La Valette	beau temps	16	16
Lisbonne	assez ensoleillé	14	22
Ljubljana	soleil, orage possible	9	21
Londres	averses éparses	7	19
Luxembourg	averses éparses	8	16
Madrid	bien ensoleillé	11	24
Moscou	en partie ensoleillé	12	21
Nicosie	beau temps	18	23
Oslo	averses éparses	5	12
Prague	beau temps	8	20
Reykjavik	assez ensoleillé	3	7
Riga	bien ensoleillé	5	12
Rome	assez ensoleillé	11	19
Sofia	averses éparses	8	17
Stockholm	nuageux	4	10
Tallin	bien ensoleillé	3	9
Tirana	averses éparses	11	17
Varsovie	beau temps	11	22
Vienne	beau temps	11	22
Vilnius	beau temps	9	20
Zagreb	soleil, orage possible	10	23
Dans le monde			
Alger	beau temps	15	27
Amman	beau temps	15	27
Bangkok	soleil, orage possible	29	35
Beyrouth	bien ensoleillé	21	26
Brasilia	assez ensoleillé	12	22
Buenos Aires	en partie ensoleillé	13	19
Dakar	beau temps	21	21
Djakarta	pluies orageuses	27	31
Dubai	assez ensoleillé	30	35
Hongkong	averses modérées	24	26
Jérusalem	beau temps	14	25
Kinshasa	soleil, orage possible	24	33
Le Caire	beau temps	19	33
Mexico	assez ensoleillé	17	27
Montréal	averses modérées	5	10
Nairobi	assez ensoleillé	13	26
New Delhi	beau temps	27	44
New York	forte pluie	7	11
Pékin	beau temps	16	31
Pretoria	beau temps	9	23
Rabat	beau temps	14	25
Rio de Janeiro	bien ensoleillé	18	26
Séoul	en partie ensoleillé	9	20
Singapour	soleil, orage possible	27	33
Sydney	assez ensoleillé	18	22
Téhéran	bien ensoleillé	15	29
Tokyo	pluie modérée	16	18
Tunis	bien ensoleillé	14	24
Washington	fortes pluies orageuses	14	22
Wellington	en partie ensoleillé	13	13
Outremer			
Cayenne	soleil, orage possible	25	29
Fort-de-Fr.	en partie ensoleillé	27	27
Nouméa	assez ensoleillé	21	28
Papeete	assez ensoleillé	25	26
Pte-à-Pitre	assez ensoleillé	26	27
St-Denis	soleil, orage possible	26	27

C'EST À VOIR | CHRONIQUE

par Renaud Machart

Petite musique

Voilà une dizaine de jours que je m'agace de voir Arte programmer un cycle de films de Claude Sautet. Une fois encore, j'ai pensé que la chaîne franco-allemande, dont la mission me semblait être de défendre un cinéma, non pas forcément underground (quoique...) mais plus rare, se laissait prendre au piège de l'audience. Car il n'est pas douteux qu'en programmant *Les Choses de la vie* (1970), *Vincent, François, Paul et les autres* (1974) ou *Un cœur en hiver* (1992), le nombre de spectateurs sera plus grand que s'il s'agissait de films de Sergueï Paradjanov.

Certes, je me suis naguère un peu moqué de certains anciens documentaires d'Arte à propos de l'intégration des populations turques dans la banlieue nord de Karlsruhe ; mais il doit bien y avoir la possibilité d'un axe médian entre ces deux extrêmes.

J'ai aussi assez souvent dit ici en quoi Arte pourrait suffire à l'éducation et à l'agrément du public, tant l'essentiel de sa programmation est exemplaire, pour pouvoir me permettre de chicaner à l'occasion la chaîne présidée depuis mars 2011 par l'excellente et rigoureuse Véronique Cayla.

Cependant, je regrette un tweet malheureux que j'ai pondu il y a quelques jours, où j'affirmais que *« le cinéma de Sautet a mal vieilli »* et que la *« petite musique »* qui le caractérisait *« sentait un peu le bouchon »*. Un correspondant m'a alors rétorqué : « Les Choses de la vie *certes*, Nelly et M. Arnaud *et* Un cœur en hiver *beaucoup moins.* »

Ce dont je me suis rendu compte en regardant, lundi 28 avril en début d'après-midi, *Un cœur en hiver*. C'est un cinéma « daté », mais comme le sont tous les cinémas, celui des *Comédies et proverbes* (1980-1990) d'Eric Rohmer tout autant. Mais j'ai été saisi et ému par la mélancolie cruellement feutrée de ce film – que je n'avais pas revu depuis belle lurette –, qui me touche aussi sûrement parce qu'il y est question de musiciens.

D'ailleurs, même si *Un cœur en hiver* n'était pas un bon Sautet, la seule scène entre Emmanuelle Béart et Daniel Auteuil, dans l'automobile à l'arrêt, suffirait à en faire un grand film. Quel moment extraordinaire que celui où la jeune violoniste que joue Béart avoue sa passion au luthier, le persuadant de se laisser aller enfin à l'évidence de l'amour auquel il se refuse. Les dialogues sont si justes, le jeu des deux comédiens si incroyable. Et le visage et le cou de Béart, filmés de profil, dont on voit la pomme d'Adam se comprimer alors qu'elle retient ses larmes, si émouvants... Comme disait la Duras : *« Sublime, forcément sublime. »*

> Une fois encore, j'ai pensé qu'Arte se laissait prendre au piège de l'audience

Je me souviens toujours, dans ce genre de situation, de la remarque que Camille Saint-Saëns avait adressée à son ami Gabriel Fauré quand ce dernier devint à la fin de sa vie critique de musique : *« Il faut savoir apprécier ce que l'on n'aime pas. »* ■

Les jeux

Mots croisés n° 14-102

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II			■									
III								■				
IV						■					■	
V					■				■			
VI							■					
VII				■					■			
VIII			■							■		
IX						■						
X												

Horizontalement

I. S'arrange pour que tout aille encore plus mal. **II.** Peut tout prétendre. Fait bonne mesure dans les liquides. **III.** Portés pour ne rien cacher. Possessif. **IV.** Garnit sous la cape. Comme un hareng. **V.** Identité absolue. Pour un ami, mais pas pour un copain. Pousse à prendre la tête. **VI.** Entre dans le beurre. Après le jéjunum. **VII.** Bien plein. Est devenu un pôle de recherche. Forme de savoir. **VIII.** En trop. Dans les airs depuis Ader. En terre. **IX.** A la tête de la municipalité. Signe de reconnaissance. **X.** Permet aux meilleurs d'arriver.

Verticalement

1. Après le départ. **2.** Met du gras en cuisine et dans le discours. **3.** Charmants jeux de mots. Partir à la fin. **4.** Capitale pour un petit nombre de Chinois. A beaucoup cogné. **5.** Cendrier. Mauvaise toile. **6.** Des cailloux dans les sables. Divinement protégé. **7.** Arrive après coup. Tout serait bon chez lui. **8.** Premier tour de cadran. Céder. **9.** Ne cèdera pas facilement. Pour les amateurs de bulles. **10.** Etendues et détendues. Fait la liaison. **11.** Ne rumine plus. Bien peu fréquentable. **12.** Croisée chemin faisant.

Philippe Dupuis

Solution du n° 14 - 101

Horizontalement

I. Ecrivailleur. **II.** Chas. Douille. **III.** Haillons. Ami. **IV.** Apnée. AG. **V.** Née. Ossature. **VI.** Canonicité. **VII.** Rut. Imola. Fa. **VIII.** Ut. Ane. Bols. **IX.** Rets. Ocelles. **X.** Espagnolette

Verticalement

1. Echancrure. **2.** Chapeautés. **3.** Rainent. Tp. **4.** Isle. Asa. **5.** Léonin. **6.** Ado. Siméon. **7.** Ionesco. Co. **8.** Lus. Ail. El. **9.** Li. Attablé. **10.** Elague. Olt. **11.** ULM. Flet. **12.** Réitérasse.

Sudoku n° 14-102

	6				2			
2		7			8	4	1	
5							8	
	4						2	
		2			3	6		7
		5	1					
8			5					
				6	7	2		
1							4	

Solution du n° 14-101

3	8	6	5	1	7	4	2	9
4	9	7	2	3	6	1	5	8
5	2	1	9	4	8	3	6	7
2	6	8	3	7	9	5	4	1
9	5	3	1	2	4	8	7	6
1	7	4	6	8	5	2	9	3
8	3	9	4	6	2	7	1	5
6	1	2	7	5	3	9	8	4
7	4	5	8	9	1	6	3	2

Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Loto

Résultats du tirage du lundi 28 avril.
19, 32, 36, 45, 49 ; numéro chance : 7.
Rapports :
5 bons numéros et numéro chance : pas de gagnant ;
5 bons numéros : 194 274,60 € ;
4 bons numéros : 1 560,10 € ;
3 bons numéros : 13,30 € ;
2 bons numéros : 6,00 €.
Numéro chance : grilles à 2 € remboursées.
Joker : 4 952 463.

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ; par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €
Courrier des lecteurs : blog : http://mediateur.blog.lemonde.fr/ ; Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Finances : http://finance.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/ Immobilier : http://immo.lemonde.fr
Documentation : http ://archives.lemonde.fr
Collection : *Le Monde* sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

M publicité
Président : **Louis Dreyfus**
Directrice générale : **Corinne Mrejen**

OJD PRESSE PAYANTE Diffusion Certifiée 2013
PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

Imprimerie du « Monde »
12, rue Maurice-Gunsbourg, 94852 Ivry cedex
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

Les soirées télé

Mardi 29 avril

TF1

20.55 Unforgettable.
Série. Jeu de mémoire. Passé sous silence (saison 2, 4 et 5/13) ⑩ ; Un univers impitoyable (saison 1, 6/22). Avec Poppy Montgomery.
23.20 La Brigade.
Episode 4/6 : Le Cœur des hommes ⑩.
0.45 Episode 3/6 : Le Choix d'une vie ⑫.
Episode 2/6 : La Mort en face ⑩ (165 min).

FRANCE 2

20.45 Comme s'il en pleuvait.
Pièce de Sébastien Thiéry. Mise en scène de Bernard Murat. Au Théâtre Edouard-VII, à Paris, le 29 avril 2014. Avec Pierre Arditi, Evelyne Buyle.
22.25 Infrarouge - Un coupable idéal
Film Jean-Xavier de Lestrade (France, 2001).
0.15 « Un coupable idéal », dix ans plus tard.
0.40 Infracourts. « Dans la peau » (10 min).

FRANCE 3

20.45 Malgré-elles.
Téléfilm. Denis Malleval. Avec Louise Herrero, Flore Bonaventura, Macha Méril (France, 2012).
22.20 Météo, Grand Soir 3.
23.25 Les Carnets de Julie (55 min).

CANAL +

20.45 Football. Ligue des champions (Demi-finale retour) : Bayern Munich - Real Madrid.
22.50 Oblivion ■■
Film Joseph Kosinski. Avec Tom Cruise, Olga Kurylenko, Morgan Freeman (EU, 2010) ⑩.
0.50 The Call ■
Film. Brad Anderson. Avec Halle Berry, Abigail Breslin, Morris Chestnut (EU, 2013, 90 min) ⑫.

FRANCE 5

20.35 Le Monde en face - Mes questions sur. La Franc-maçonnerie.
21.40 Le Monde en face. Débat.
21.45 Un empire en Afrique. Documentaire.
22.40 C dans l'air. Magazine.
23.50 Entrée libre. Magazine (20 min).

ARTE

20.50 Histoire - 14, des armes et des mots. [1 et 2/8] Le Gouffre. L'Assaut.
22.40 Thema - Les Aryens. Magazine.
22.45 Les Aryens. Documentaire. Mo Asumang.
0.15 Débat animé par Emilie Aubry (10 min).

M 6

20.50 Spider-Man 2 ■■
Film Sam Raimi. Avec Tobey Maguire, Kirsten Dunst, James Franco (Etats-Unis, 2004) ⑩.
23.10 FBI : duo très spécial.
Série. Pis-aller. Blackout. Le Trésor de Priam (S2, 14 à 16/16). Avec Matthew Bomer (145 min).

Mercredi 30 avril

TF1

20.55 Grey's Anatomy.
Série. Chacun sa bulle. Une belle fin ⑩.
Accepter pour avancer (S9, 4 à 6/24, inédit).
23.25 Revenge.
Série. L'Insoutenable Vérité. Retour providentiel. Seconde noce (saison 2, ép. 4 à 6/22, inédit). Avec Emily VanCamp (145 min).

FRANCE 2

20.45 L'Esprit de famille.
Téléfilm. Frédéric Berthe. Avec Michaël Youn, Ary Abittan, Richard Berry (France, 2014).
22.25 La Parenthèse inattendue.
Invités : Lambert Wilson, Thierry Marx, Rose.
0.45 Grand Public.
Magazine présenté par Aïda Touihri (40 min).

FRANCE 3

20.45 L'Ombre d'un doute.
Vienne, ombres et lumières. Magazine.
22.50 Météo, Grand Soir 3.
23.55 Les Chansons d'abord.
Spécial chansons drôles.
0.40 Couleurs outremers (25 min).

CANAL +

20.55 Hitchcock
Film Sacha Gervasi. Avec Anthony Hopkins, Helen Mirren (Etats-Unis, 2012) ⑩.
22.30 Inégalité pour tous ■■
Film Jacob Kornbluth (Etats-Unis, 2012).
0.00 Mafiosa.
Série (saison 5, 5 et 6/8). Avec Hélène Fillières, Philippe Corticchiato (105 min) ⑫.

FRANCE 5

20.35 La Maison France 5.
Magazine présenté par Stéphane Thebaut.
21.40 Silence, ça pousse ! Magazine.
22.30 C dans l'air. Magazine.
23.45 Entrée libre. Magazine.
0.05 Acheter vert, l'envers du décor.
Documentaire (55 min).

ARTE

20.50 There Will Be Blood ■■■
Film Paul Thomas Anderson. Avec Daniel Day-Lewis, Paul Dano (Etats-Unis, 2007).
23.25 Toscan ■
Film Isabelle Partiot-Pieri (Fr., 2010, 85 min).

M 6

20.50 Pékin express : à la découverte des mondes inconnus. Episode 3 : A la rencontre de la tribu reculée des Pa-O !
23.00 Pékin express : le tour du monde de l'inattendu.
Episodes 3 et 2. Jeu (115 min).

Affaire Alstom : quel avenir pour l'industrie française ?

Alors que l'acquisition des activités « énergie » d'Alstom par l'américain General Electric (GE) devait être conclue, le conseil d'administration de l'industriel français a finalement décidé, dimanche 27 avril, de se donner quarante-huit heures de réflexion supplémentaires, après la contre-offensive de l'allemand Siemens. Quel choix industriel s'impose ?

L'incohérence de la stratégie française

Jean-Luc Gaffard
Directeur du département de recherche sur l'innovation et la concurrence à l'OFCE, professeur des universités, détaché à Skema Business School

Dans les années 1980 et 1990, le développement des relations de marché a pris place dans un contexte où la référence à la valeur financière de l'entreprise est devenue dominante. Alcatel comme Alstom en sont l'expression. La redéfinition des frontières de l'entreprise est, désormais, tributaire de l'exigence des créanciers et, plus généralement, de celle des marchés financiers. Du coup, l'intégration dans un même groupe devient sans valeur à leurs yeux et la désintégration est favorisée. L'actionnaire de référence, fortement engagé dans une entreprise, en partageait les risques et était attentif à la stratégie de long terme de celle-ci. Le fonds de placement n'a pas le même souci de surveillance de l'entreprise en organisant sa propre couverture contre le risque. Cette évolution est allée de pair avec la nouvelle orientation des banques qui se sont tournées vers des activités de marché au détriment de leur activité traditionnelle d'évaluation et de supervision directes des entreprises auxquelles elles prêtaient.

La redéfinition des frontières de l'entreprise Alstom sous la contrainte des marchés financiers peut conduire à un recentrage sur ce qu'il est convenu d'appeler le cœur de métier ou de compétences conçu comme une source d'augmentation de la valeur financière censée traduire la valeur intrinsèque. Cette redéfinition peut aussi se faire au détriment de leur capacité d'innovation et les conduire à la désintégration en soumettant davantage les entreprises concernées aux desiderata des marchés financiers et à privilégier des investissements courts et des innovations incrémentales.

Les différences de choix stratégique ne sont pas sans expliquer les différences de performances entre l'entreprise allemande Siemens, restée présente sur plusieurs métiers, et les différentes entreprises issues du démantèlement de la Compagnie générale d'électricité devenue Alcatel Alstom, qui avait une stratégie analogue à celle de Siemens. Siemens a gardé sa capacité de répondre aux chocs de son environnement, Alcatel et Alstom sont devenues le jouet de marchés financiers qui ont fini par sanctionner leurs mauvaises performances. Après les déboires d'Alcatel, ce sont maintenant ceux d'Alstom qui refont surface.

Déjà en 2004, il a fallu que l'Etat intervienne pour recapitaliser l'entreprise avec l'accord de la Commission européenne et permette d'éviter la faillite. L'entreprise s'est alors vue dans l'obligation de se séparer de certaines activités et de procéder à une diminution drastique des emplois.

Aujourd'hui, Alstom, qui n'a pas pu vraiment modifier son périmètre, en est réduit à la « vente par appartements » à l'un ou l'autre de ses concurrents qui ont su développer les bonnes stratégies, loin des recommandations des thuriféraires de ce que l'on a appelé un temps la nouvelle économie. Ce n'est pas en voulant jouer de la mobilité financière, de la cession d'actifs ou de l'introduction en Bourse de l'une ou l'autre branche que la solution sera trouvée, même si cette parfaite continuité stratégique est devenue incontournable. Déjà, il a fallu réduire drastiquement les effectifs du groupe et se séparer d'activités pour assurer sa survie.

Savoir laquelle des deux offres est la meilleure est évidemment hors de portée de l'observateur extérieur qui ne peut que constater que l'une comme l'autre ne font qu'entériner l'échec d'une stratégie industrielle conçue dès la fin des années 1990 et la fin ultime de ce qui aurait dû être un acteur industriel de premier plan. Le problème n'est pas tant le rachat d'une entreprise française par des entreprises étrangères que la sanction que ce rachat signifie. L'éventualité de créer un groupe européen ne change rien à ce constat. Au lieu d'avoir trois grands groupes concurrents avec General Electric et Siemens si Alcatel Alsthom avait survécu, il n'y en aurait plus que deux.

Le problème n'est pas tant le rachat d'une entreprise française par des entreprises étrangères que la sanction que ce rachat signifie

La vérité aujourd'hui est que le système français, industriel et financier, paie son incohérence. Le modèle industriel qui s'est imposé ne convenait nullement à des activités, certes, innovantes, mais largement matures, en tout cas différentes d'activités tournées vers des ruptures radicales et la création de produits entièrement nouveaux, qui sont le plus souvent l'apanage de start-up adossées à des sociétés de capital-risque. Le modèle financier, inspiré du modèle anglo-saxon, ne permettait pas de répondre aux besoins de ces mêmes activités pour lesquelles les investissements sont lourds et longs à mettre en place et qui doivent faire face à des cycles de performances aux phases parfois assez longues. Alstom n'est que la dernière victime de cette incohérence, une victime malheureusement annoncée.

La seule question qui vaille d'être posée, au-delà d'une affaire largement bouclée, est de savoir par quels moyens il est encore possible de restaurer le modèle commercial-industriel qui fait le succès de l'industrie allemande. Et si cela a encore un sens. ■

Choisir la mondialisation face à la puissance allemande

Laurent Faibis
Président de Xerfi, Institut d'études économiques
Olivier Passet
Directeur des synthèses économiques de Xerfi

Le dilemme d'Alstom, écartelé entre l'offre de l'américain General Electric et les appétits de l'allemand Siemens, est révélateur d'une problématique plus profonde : le tissu d'entreprises françaises peut-il encore surmonter son handicap, tout seul, dans le cadre européen ? De fait, la France est confrontée à ce qui ressemble fort à une impasse stratégique en Europe.

Il y a d'un côté la machine de l'intégration productive allemande avec une économie qui tire avantage de sa position centrale avec des entreprises qui ont su s'adapter à la mondialisation et s'installer sur les marchés en forte croissance – maîtrise des coûts, intégration internationale des chaînes de valeur, montée en gamme. Puis, de l'autre côté, la déflation salariale du Sud qui fragilise toujours plus les positions hexagonales de milieu de gamme. Le contexte de course à l'attractivité sociale et fiscale, dont la France a saisi tardivement les enjeux, n'arrange rien.

Alors, comment tirer parti du grand marché européen d'où la France a été balayée par les industries des pays émergents dans les biens de grande consommation, où elle a reculé et perdu ses fleurons dans les biens intermédiaires (Pechiney, Arcelor, le secteur de la chimie) et plus encore dans les biens d'équipement et l'automobile ? L'Allemagne génère aujourd'hui 45 % de la valeur ajoutée européenne en biens d'équipement et dans l'automobile, contre seulement 7 % pour la France.

Si depuis Airbus aucun grand projet industriel européen n'a pu émerger (il faut tirer les leçons du sabordage de l'alliance avec BAE Systems), les alliances sont cependant devenues indispensables dans les secteurs fragilisés. Mais se résoudre à négocier en position de totale faiblesse avec des entreprises rivales, c'est à la fois perdre les centres de décisions, mais aussi une large partie de l'outil de production et donc de l'emploi.

La meilleure issue est de s'allier avec un partenaire extra-européen, qui offre des complémentarités en termes de puissance financière, industrielle, et une ouverture vers de vastes marchés en contrepartie de notre apport technologique. Il n'y a pas d'autre solution que de se tourner vers l'échiquier mondial et de s'allier avec des firmes étrangères, qu'elles soient américaines ou chinoises.

Toutefois des garanties sont indispensables pour que nos savoir-faire restent ancrés sur le territoire national. C'est vrai dans l'automobile, comme dans d'autres secteurs comme le nucléaire, le ferroviaire et les télécommunications. Avec nos ex-champions nationaux, retardataires de la mondialisation, l'intervention stratégique de l'Etat est indispensable pour jouer gagnant-gagnant avec des partenaires. Car c'est maintenant le risque d'offre publique d'achat hostile qui menace certains champions affaiblis. Et puisque l'intervention étatique nous est interdite par Bruxelles, c'est un Etat « cofinanceur » aux côtés de capitaux privés, et avec les mêmes règles de rentabilité pour des projets à long terme, qui doit favoriser le redéploiement. Cette mission de l'Etat doit renforcer nos capacités de négociation pour assurer le développement de la valeur ajoutée produite sur le territoire et le rapatriement des bénéfices.

Les groupes français, grands et petits, n'ont donc pas d'autre issue que de jouer plus loin encore la mondialisation, mais en en maîtrisant les règles. Le commerce mondial s'est profondément transformé ces vingt dernières années. On n'exporte plus un produit entièrement fabriqué dans un seul pays. Un produit, c'est aujourd'hui un ensemble intégré de composants, de savoir-faire et de services élaborés à l'échelle mondiale. Plus personne n'excelle à chacune des étapes, plus personne ne sait tout faire. Le monde est ainsi passé du commerce des produits au commerce des opérations. Une réalité bien mal appréhendée par les chiffres du commerce extérieur, puisque ces « opérations » passent les frontières plusieurs fois. Aussi, la question n'est plus de maîtriser l'intégralité de filières et de produits, mais bien de parvenir à capter de la valeur sur des maillons stratégiques d'une longue chaîne.

Or, les entreprises françaises, qui ont souvent bien du mal à conquérir ont démontré de véritables compétences dans la conception en amont, la production de composants et de services intermédiaires à forte valeur ajoutée. Il est d'ailleurs significatif que des équipementiers comme Valeo, Faurecia, Plastic Omnium ou même Michelin jouent dans la cour des grands comme fournisseurs des plus grands constructeurs mondiaux.

Dans nombre de ces activités de composants et de services intermédiaires, l'avance technologique, le design, et la qualité jouent un rôle décisif. Les entreprises y mènent des stratégies de différenciation qui leur permettent de dominer un segment ou un maillon de la chaîne de valeur, d'obtenir en conséquence de meilleures marges, et donc d'investir et de créer des emplois à haute qualification.

Mais les entreprises françaises doivent également se montrer capables de relever le défi lié à l'émergence des technologies liées à la micro-électronique, au logiciel et à l'Internet. Nous sommes entrés dans un monde où chaque secteur a la possibilité de se réinventer, où les objets deviennent capables d'interagir avec leur environnement. La France doit jouer le coup d'après, d'autant qu'elle a démontré sa capacité à exceller dans ces technologies de rupture.

Mais elle a du mal à tirer parti seule de ces innovations au plan mondial. La France est riche de start-up à fort potentiel. Mais ce vivier a besoin de solides partenariats pour atteindre une taille critique internationale et éviter d'être victime d'une prédation par des acteurs plus puissants. Lorsque ces innovations sont des opérations intermédiaires, production de composants ou de services, il nous faut mieux nous insérer dans les chaînes de valeur mondiales. Des alliances sont donc à chercher auprès des pays et d'entreprises étrangères capables de porter ces innovations au plan mondial : ceux qui détiennent déjà un pouvoir de réseau, des savoirfaire complémentaires, ceux qui nous ouvrent des marchés intérieurs ou régionaux immenses. La contre-offensive doit privilégier des jeux d'alliance sans exclusive. Dans bien des cas, le meilleur partenaire sera hors d'Europe.

L'intervention de l'Etat « capital-risqueur » ne doit pas se faire dans une optique défensive hexagonale, mais avec une volonté délibérée de s'insérer dans les courants porteurs de la mondialisation

La montée en puissance se construit dans le cadre de partenariats équilibrés entre rivaux. Là encore, l'Etat « capital-risqueur », allié au financement privé dans un objectif d'investissement à moyen-long terme, doit jouer son rôle pour faire contrepoids, éviter la perte prématurée de pépites. Cette intervention ne doit pas se faire dans une optique défensive hexagonale, mais bien au contraire avec une volonté délibérée de s'insérer dans les courants porteurs de la mondialisation.

Il faut cesser de voir l'Europe comme la projection d'une grandeur nationale perdue. C'est en définitive en apprenant à tirer le meilleur parti d'une mondialisation multipolaire que la France reprendra pied en Europe. ■

¶ Sur Lemonde.fr, retrouvez la tribune de Serge Blanchard, partenaire associé d'OC&C Strategy Consultants, « La peau de chagrin »

Assistance tardive par Serguei





Depuis 2010, l'île connaît la révolution des « cuentapropistas », ces centaines de milliers de Cubains autorisés par La Havane à se lancer dans l'entrepreneuriat privé. Une relative « libéralisation de l'économie », qui ne permet toutefois pas au pays de décoller





Gilberto Valladares Reina (en haut), alias Papito, et ses employés du salon de coiffure, vendredi 25 avril. SVEN CREUTZMANN POUR « LE MONDE »

Cuba

Les patrons «bonsaïs»

Cécile Chambraud

La Havane
Envoyée spéciale

Chez Papito, chaque objet a été choisi avec soin. On s'assoit sur d'antiques sièges de barbier, on admire aux murs des peintures qui ont pour thème l'art de la coiffure et on est entouré d'instruments de figaro datant d'autres époques, collectionnés par le maître des lieux. Papito a même l'ambition peu banale de faire édifier *« un monument aux coiffeurs »* en forme de ciseaux, pour, dit-il, *« rendre à la profession ce qu'elle* [lui] *a apporté »*.

Cet artisan – Gilberto Valladares Reina, de son vrai nom – de La Havane a fait de son salon de la pointe nord de la vieille ville, là où commence le Malecon, un véritable « musée de la coiffure ». Papito est un pionnier de ce qu'à Cuba on appelle les *cuentapropistas*, littéralement ceux qui travaillent à leur compte. Après avoir été employé plus de dix ans dans un salon « étatique », il a été l'un des premiers coiffeurs à se lancer dans le privé, à la fin des années 1990, lorsque le gouvernement a ouvert cette possibilité à sa profession.

Parti d'un atelier qui se résumait à un fauteuil dans une pièce de son appartement, il est aujourd'hui à la tête de ce qu'il est convenu, à Cuba, de ne pas appeler une petite entreprise. Il a commencé par travailler seul, puis a embauché des employés, d'abord au noir, puis officiels, quand cela a été autorisé. Ils sont cinq aujourd'hui. *« Au début, ça a été très difficile*, se souvient-il. *D'abord parce qu'être à son compte, ça s'apprend. Et puis parce qu'à l'époque on vous regardait de travers. En 1998, à peine 5 % des coiffeurs étaient* cuentapropistas*. Aujourd'hui, 95 % le sont. »*

C'est en raccourci la révolution qu'est en train de connaître Cuba. Depuis 2010, lorsque ce statut a été ouvert à d'autres professions, le développement de ces autoentrepreneurs a été rapide. On en compte plus de 440 000, principalement dans le domaine du transport, du tourisme (chambres chez l'habitant et restaurants), des artisans. Les professions à plus forte valeur ajoutée, médecin, ingénieur, avocat ou architecte, restent, elles, entièrement contrôlées par l'Etat. Dans un pays où le salaire moyen est de 15 euros par mois, l'aventure « cuentapropiste » tente de nombreux salariés las de vivre d'expédients. Le pouvoir, lui, s'en sert pour réduire ses dépenses (ce sont autant de salaires publics en moins à payer), trouver de nouvelles recettes (les *cuentapropistas* paient des impôts) et accréditer son discours réformiste. Ils sont tout à la fois la vitrine et la soupape du régime.

Depuis 2008, chaque faille ouverte par les réformes du gouvernement de Raul Castro dans l'édifice économique communiste est mise à profit. C'est ce que fait Wilber. Depuis deux ans, cet homme d'une quarantaine d'années est devenu agent immobilier. Fin 2011, Raul Castro avait annoncé l'autorisation de la vente de logements entre particuliers. Auparavant, les Cubains qui voulaient changer d'habitation n'avaient pour seule solution que de « permuter », c'est-à-dire d'échanger leur appartement contre un autre. Il s'ensuivait de longues recherches de partenaires susceptibles d'être intéressés, sachant qu'un mouvement de permutation peut impliquer trois, cinq logements, voire plus encore. Le phénomène a même donné lieu en 1983 à un film fameux à Cuba, *Se permuta*, de Juan Carlos Tabio.

Les « permuteurs » se retrouvent le samedi sur le Paseo de Marti, large avenue qui débouche sur le Malecon. Ils sont aujourd'hui rejoints par les vendeurs et les acheteurs. Et par ceux qui, comme Wilber, cherchent à les convaincre de laisser faire les professionnels. Car le « marché » de l'immobilier demeure essentiellement physique à Cuba. Point de journaux où publier de petites annonces, pas d'accès à Internet pour les particuliers hormis une poignée de cybercafés aux tarifs prohibitifs pour les Cubains. On note bien quelques très rares panneaux « à vendre » à la fenêtre d'appartements de La Havane, mais les transports sont si compliqués qu'il est peu plausible de trouver un client ou un logement de cette manière.

Reste le Paseo de Marti. Wilber travaille donc sans Internet, mais avec ordinateur. Il offre de prendre des photos des logements à vendre. Les appartements se vendent de 7 000 CUC (celle des deux monnaies de Cuba qui est convertible et qui s'échange à 1 dollar), soit environ 5 000 euros, pour les plus modestes avec une chambre, jusqu'à 45 000 ou 50 000 CUC. *« Mais de belles villas avec piscine de Miramar peuvent atteindre plusieurs centaines de milliers de CUC »*, affirme-t-il. Le volume des affaires augmente peu à peu. Il espère que cela va continuer dans les années à venir, *« si Dieu nous envoie de la chance et si les "barbapapas"* [les dirigeants historiques de la révolution cubaine] *nous le permettent »*.

Les *cuentapropistas* sont dans leur grande majorité de petits autoentrepreneurs qui font commerce de ce qu'ils peuvent au rez-de-chaussée des immeubles, parfois par la fenêtre de leur logement. Aiguiseur de lames de mixeurs, réparateur de fermetures Eclair, vendeurs de pinces à linge « fait main », de biscuits, de CD et DVD piratés, petits débits de boissons… *« Les Cubains ont maintenant le droit d'autogérer leur survie »*, raille l'opposant Manuel Cuesta Morua. Les réparateurs d'ordinateurs ou de téléphones portables, qui font concurrence aux entreprises de l'Etat, sont très demandés.

Beaucoup végètent. Certains ont la chance d'avoir accès aux rares formations pour autoentrepreneurs qui se sont ouvertes, comme celle qu'abrite le diocèse de La Havane, financée par des ONG étrangères. L'histoire de Lilliam est celle d'une réussite. Elle a ouvert son *paladar* (restaurant créé chez eux par des particuliers) il y a près de vingt ans, lorsqu'une *telenovela* brésilienne a popularisé ce mot et ce concept. Elle était alors styliste et aimait cuisiner. Munie d'une vague autorisation de l'administration, elle a installé douze couverts dans le jardin de sa belle maison du quartier résidentiel de Miramar et s'est mise aux fourneaux dans sa cuisine.

« C'était assez empirique au début. Je proposais deux ou trois plats, je mettais l'argent dans une boîte et cela servait à acheter des aliments. » Aujourd'hui, à 71 ans, elle y est toujours, avec une quinzaine de salariés, sans compter sa fille, qui la relaie dans la cuisine ultramoderne qu'elle a fait construire derrière sa maison. Les trois tables ont fait place à soixante couverts. Un pianiste est là tous les soirs. Sa table est réputée et figure dans des guides. *« Au début, le gouvernement avait des préjugés sur les entrepreneurs privés, il y avait des inspections et autres contrôles. Mais tout ça a changé. »*

Les « cuentapropistas » sont tout à la fois la vitrine et la soupape du régime cubain

Comme tous les *cuentapropistas*, Lilliam a ses petits secrets. Où se fournir en matières premières lorsqu'on est à son compte ? Ils n'ont pas accès aux marchés de gros, et les magasins d'Etat sont hors de prix, à cause des taxes. *« Au fil des années, on trouve des fournisseurs sérieux »*, élude-t-elle. De fait, les autoentrepreneurs achètent pour la plupart au marché noir, lui-même approvisionné en grande partie par des produits volés à l'Etat.

Le gouvernement, lui, veille à ce que ces petites affaires ne se développent pas trop. Il refuse de donner un cadre légal aux *remesas*, l'argent envoyé aux Cubains par des parents installés à l'étranger. Toutes les petites entreprises qui nécessitent un minimum de capital pour commencer y ont recours, et cela reste un non-dit. L'avocat Wilfredo Vallin, membre d'une association d'avocats indépendants, a en vain plaidé, en 2014, la cause d'une coopérative de transport, la Coop de taxis routiers n° 1 de La Havane, qui voulait obtenir de l'Etat le droit de posséder ses véhicules. Cela lui a été refusé.

Les *cuentapropistas* n'ont pas non plus le droit de vendre des produits d'importation ni de passer de contrats entre eux sans l'intermédiaire de l'Etat. Et, humiliation suprême pour ces entrepreneurs, l'Etat vient d'élargir la possibilité pour les étrangers, y compris les Cubano-Américains, d'investir à Cuba, mais continue de l'interdire aux Cubains de l'île. *« L'Etat voit dans ces entreprises un facteur de flexibilité mais en aucun cas un facteur de croissance*, résume Manuel Cuesta Morua. *Il les traite comme des bonsaïs : en leur coupant les racines pour éviter qu'ils ne se développent. »* De fait, leur multiplication ces deux dernières années n'a pas débouché sur la croissance macroéconomique espérée par le gouvernement cubain.

L'obligation pour les *cuentapropistas* de recourir au marché noir permet aussi au pouvoir de maintenir la pression sur eux. Il n'est pas rare qu'un *cuentapropista* qui réussisse trop bien ait soudain des ennuis avec la police, qui a beau jeu de l'accuser de corruption. Les organisations d'opposants, notamment dans l'est du pays, plus pauvre et où la pression du régime se fait plus pesante que dans la capitale, font régulièrement état de ce qu'ils jugent être du *« harcèlement »* contre des *cuentapropistas*.

Avec le gouvernement, Papito, lui, a choisi la coopération. Dans le quartier, on vient aussi le voir parce qu'il remplit des fonctions que l'Etat n'a pas ou plus les moyens d'assurer : Papito fait du social. A force de ténacité, il a réussi à gagner les autorités publiques et les habitants à ses idées, montant par exemple une école de coiffure qui forme chaque année gratuitement une dizaine de jeunes déscolarisés et sans-emploi. Les professeurs sont des professionnels volontaires. Après huit ans de démarches opiniâtres, il a obtenu qu'un petit terrain désaffecté soit concédé par la mairie pour y installer un terrain de jeu pour enfants. Deux centres pour personnes âgées bénéficient aussi de son aide et de celle d'autres commerçants du quartier. Résultat : dans la vieille Havane décatie, son petit coin paraît presque pimpant. ■



FRANCE | CHRONIQUE

PAR GÉRARD COURTOIS

Les duettistes de Matignon et Solférino

ILS SONT AUJOURD'HUI ALLIÉS OBJECTIFS POUR RÉDUIRE LA FRONDE QUI MENACE

Ça va péter ! Je ne sais pas quand ni comment, mais ça va péter ! » Ce n'est pas un des chevau-légers de l'Assemblée qui faisait, il y a quelques jours, ce sombre pronostic, mais un grognard socialiste, sénateur chevronné et d'ordinaire placide. De fait, depuis la déroute de la gauche en général, et des socialistes en particulier, aux élections municipales de fin mars – et à quatre semaines d'un scrutin européen qui s'annonce périlleux –, le climat est plus électrique que jamais.

A Carmaux, la semaine passée, c'est le président de la République qui est pris à partie par des électeurs en colère. Il était venu honorer la mémoire de Jaurès ; elle lui est renvoyée à la figure. A Paris, c'est le groupe des députés socialistes qui est partagé entre crise de nerfs et dépression. Le 8 avril, déjà, onze d'entre eux s'étaient abstenus lors du vote de confiance au nouveau premier ministre, Manuel Valls.

Depuis, la fronde s'est étendue au-delà des boutefeux de l'aile gauche du PS : il y a deux jours encore, ils étaient trente, quarante ou plus, assuraient-ils, à menacer de ne pas voter, mardi 29 avril, le programme d'orientation économique du gouvernement et le plan de 50 milliards d'euros d'économies qui l'accompagne. Au risque de priver le premier ministre d'une majorité claire, sur un vote certes consultatif mais politiquement décisif.

Les moins énervés ont réclamé des amendements et davantage de justice en faveur des plus bas revenus. Les plus exaspérés refusent tout net d'avaler la potion amère du gouvernement : l'austérité annoncée, dénoncent-ils, risque de tuer dans l'œuf tout espoir de reprise économique. Et chacun des mutins putatifs joue à se faire peur – ou à se donner du courage : plutôt mourir dans la dignité que vivoter dans le reniement, plutôt entrer en dissidence que renoncer à ses convictions, plutôt risquer une crise de confiance que cautionner une politique aux antipodes des credo habituels de la gauche.

Les scénarios les plus échevelés sont échafaudés par les plus imaginatifs et relayés jusque dans les rangs de la droite, par Bernard Accoyer et Gérard Larcher, anciens présidents UMP de l'Assemblée nationale et du Sénat : mise en minorité du gouvernement, démission de celui-ci, dissolution de l'Assemblée, raz-de-marée de la droite aux législatives, refus de la droite de cohabiter avec M. Hollande, lequel serait contraint à la démission…

Tant pis pour le romanesque, mais on n'en est pas là ! Car à Matignon comme rue de Solférino, deux hommes ont pris la main et entendent bien la garder, en rétablissant une discipline qui s'est dangereusement effilochée depuis de longs mois, aussi bien dans la majorité qu'au Parti socialiste. Peu importent leurs oppositions passées, ils sont aujourd'hui alliés objectifs pour réduire la fronde qui menace. Dans cette affaire, l'un comme l'autre, premier ministre et premier secrétaire, joue son autorité, y compris vis-à-vis du président de la République.

Mise en scène millimétrée

Invité par François Hollande à *« prendre des risques »*, Manuel Valls ne se l'est pas fait dire deux fois. C'est son tempérament autant que son intérêt. Adossé à un crédit rare dans l'opinion, il fonce donc, forme son gouvernement en trente-six heures, prononce sa déclaration de politique générale six jours plus tard, prend tout le monde par surprise en annonçant – depuis l'Elysée – son plan d'économies budgétaires dès le 16 avril, avant d'évaluer les résistances, de dramatiser l'enjeu et de lâcher assez de lest sur le terrain social pour emporter sinon l'adhésion, du moins l'approbation du plus grand nombre. Le tout mis en scène de façon millimétrée, jusqu'à cette lettre solennelle adressée, à la veille du scrutin, à tous ses *« amis »* députés, pour les inviter à *« la confiance réciproque »*, au *« dialogue dans la responsabilité »* et au *« courage »*.

Jean-Christophe Cambadélis n'est pas en reste, moins fougueux, plus calculateur, mais non moins déterminé. A ses yeux, la politique a la rationalité d'un jeu d'échecs. Maîtrise des ouvertures, patiente dialectique des rapports de force, anticipation du jeu de l'adversaire : il a fait ses gammes à l'école trotskiste, qui n'était pas la plus mauvaise, et joue depuis longtemps sur les soixante-quatre cases de la gauche. Il vient de le démontrer, affichant sa confiance dans la responsabilité de ses camarades, les invitant à *« savoir terminer une fronde »* puisque – pour compléter la formule célèbre de Maurice Thorez le 11 juin 1936, à propos des grèves du Front populaire –, ils ont *« obtenu satisfaction »*. Et, pour finir, verrouillant la position du PS lors d'un vote du bureau national en faveur du plan Valls.

Les députés socialistes sont *« des êtres raisonnables »*, a assuré M. Cambadélis. Selon toute vraisemblance, la plupart d'entre eux devraient en apporter la preuve, mardi 29 avril : bon gré, mal gré, ils savent qu'ils n'ont guère d'autre solution, sauf à saborder le mandat de François Hollande, et le leur par la même occasion.

Mais cet obstacle franchi, il y en aura bien d'autres : un projet de loi de finances rectificative en juin, puis le projet de budget 2015 à l'automne. Nul doute que les parlementaires socialistes, et plus encore leurs électeurs, devront à nouveau se convaincre que si la France engage, à chaque étape, sa crédibilité, la gauche, elle, n'y perd pas son identité. Rude contradiction pour les duettistes de Matignon et de Solférino. En attendant, la courbe du chômage est au plus haut et la cote de confiance du président de la République au plus bas. ■

courtois@lemonde.fr

Bouteflika passe l'obstacle de la prestation de serment

Rarement prestation de serment, aussi solennelle soit-elle, aura concentré autant de regards. Une semaine après sa réélection pour un quatrième mandat à la tête de l'Etat algérien, le président Abdelaziz Bouteflika s'est prêté à l'exercice, lundi 28 avril, comme le veut l'article 75 de la Constitution.

Pour un peu, on en aurait oublié le décorum, le palais des Nations, au bord de la mer, à Alger, et les centaines d'invités, personnalités politiques, gradés de l'armée et représentants diplomatiques présents pour la cérémonie, retransmise à la télévision. Les témoins ont assuré que le chanteur Khaled, venu spécialement depuis Paris, s'y trouvait aussi. Mais l'essentiel était ailleurs.

Le président Bouteflika a-t-il passé en revue la garde républicaine ? Oui, la main sur le cœur. A-t-il chanté l'hymne national ? Oui. Ses lèvres bougeaient. Cela n'a l'air de rien, mais depuis qu'il a annoncé son intention de poursuivre à la tête de l'Etat sa mission commencée il y a quinze ans, et qu'il a délégué toute la campagne présidentielle à des représentants, la santé d'Abdelaziz Bouteflika, victime d'un accident vasculaire cérébral en 2013, est l'objet de toutes les attentions.

Tenez, prenez son serment : dix lignes, 94 mots – le journal arabophone *El Khabar* les a comptés –, qui ont littéralement plongé la salle et la foule des anonymes derrière leur écran en apnée. Quatre-vingt-quatorze mots répétés après le maître de cérémonie, le président de la Cour suprême, Slimane Boudi, impressionnant dans sa toge rouge et noir.

Certes, l'image d'un président en fauteuil roulant ne s'est pas encore tout à fait banalisée en Algérie. Le regard était bien un peu fixe sur le pupitre. Mais la main posée sur le Coran n'a pas tremblé. C'est au moment du discours que les choses se sont un peu embrouillées. Qu'a dit exactement le président Bouteflika ? Sur les dix pages en français, douze en arabe, distribuées à la presse, il n'en a prononcé qu'une seule, avant que des hommes en civil ne viennent récupérer sur la scène les feuillets.

Une cérémonie furtive

Est-ce le passage sur la réconciliation nationale, sur laquelle repose le principal atout du président après des années de guerre civile ? Cette *« main de l'Algérie* [qui] *demeure tendue à ses enfants égarés »* ? Les remerciements aux Algériens qui ont voté pour lui ? Ou bien le passage qui promet *« le développement et l'avènement d'une économie diversifiée, complémentaire à notre potentiel en hydrocarbures »* ? A moins que ce ne soit la révision de la Constitution, qui associera de façon « consensuelle » partis et société civile ? On s'y perd un peu.

La cérémonie n'a duré que quelques minutes. Une autre image furtive, diffusée par l'agence de presse APS, montrera ensuite le président se recueillant au carré des martyrs et embrassant le drapeau national. Déjà, un communiqué annonce la nomination au poste de premier ministre d'Abdelmalek Sellal. Il retrouve cette fonction après l'avoir abandonnée quelques semaines pour mener campagne au nom du candidat Bouteflika.

Et les Algériens se demandent quand ils reverront leur président, qui n'était plus apparu en public entre les législatives de mai 2012 et le scrutin présidentiel du 17 avril. ■

ISABELLE MANDRAUD

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directrice du « Monde », membre du directoire, directrice des rédactions Natalie Nougayrède
Directeur délégué des rédactions Vincent Giret
Directeur adjoint des rédactions Michel Guerrin
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Arnaud Leparmentier, Cécile Prieur, Nabil Wakim
Rédactrice en chef « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue
Rédactrice en chef « édition abonnés » du Monde.fr Françoise Tovo
Rédacteurs en chef adjoints François Bougon, Vincent Fagot, Nathaniel Herzberg, Damien Leloup
Chefs de service Christophe Châtelot (International), Luc Bronner (France), Virginie Malingre (Economie), Auréliano Tonet (Culture)
Rédacteurs en chef « développement éditorial » Julien Laroche-Joubert (Innovations Web), Didier Pourquery (Diversifications, Evénements, Partenariats)
Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papathéodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Pascal Galinier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président. Gilles van Kote, vice-président

■ Tirage du *Monde* daté mardi 29 avril 2014 : 296 022 exemplaires. 2